

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

DES
PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE

AU POINT DE VUE DE LEUR OBJET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue le 2 Juin 1923

PAR

Theodor CSEMICZKY

Président : M. DEMOGUE, professeur.

Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. PERCEROU, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE DES FACULTÉS
OLLIER-HENRY

26, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, PARIS (VI^e ARR.)

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547504_0047

DES
PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE
AU POINT DE VUE DE LEUR OBJET

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

DES
PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE
AU POINT DE VUE DE LEUR OBJET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue le 2 Juin 1923

PAR

Theodor CSEMICZKY

Président : M. DEMOGUE, *professeur.*

Suffragants : { M. WAHL, *professeur.*
 { M. PERCEROU, *professeur.*

PARIS
IMPRIMERIE DES FACULTÉS
OLLIER-HENRY

26, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, PARIS (VI^e ARR.)

1923



DES PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE

INTRODUCTION

La matière des obligations est la base du régime social, leur extinction, le moyen de l'activité humaine. Poursuivre cette extinction conformément à l'intention des parties, à l'équité et à l'intérêt collectif, c'est satisfaire un besoin, préparer le progrès, assurer la paix sociale et, dans l'ordre juridique, réaliser l'objet même de l'obligation. Pour arriver à cette fin, il s'agirait dès lors, et avant tout de rechercher cet objet et de le déterminer d'une façon exacte.

Dans la sphère des obligations de sommes d'argent, l'objet est naturellement la monnaie, mais encore faut-il ajouter « et rien d'autre », car ce qui semble évident a pu être contesté (P. I.). D'autre part, il faut compter avec la diversité des espèces en cours sur les différents marchés. Par elle même, c'est une source de complications dans les rapports internes ou internationaux. Elle est renforcée, pour ceux-ci, par les différences de régime monétaire, pour ceux-là, par la volonté de la loi d'imposer certaines espèces, d'en abandonner d'autres au sort que leur réserve la confiance qu'elles inspirent

au public, ou même d'en interdire quelques-unes. Si dans les rapports internationaux la monnaie d'or, ramenée par une abstraction à l'état « barre », est en même temps l'indice des valeurs et l'instrument général de libération, cette dernière fonction est bien réduite, presque théorique. Car l'exécution se décompose le plus souvent en un compte sur la base de la monnaie pratique indiquée d'une façon plus au moins étroite dans la convention, rapportée à l'indice or et en une réalisation qui aboutit généralement à une compensation et rarement à un versement effectif. Les versements en or, ne comptent donc pour ainsi-dire pas, par rapport à la masse des opérations courantes. Mais le métal jaune joue d'une façon constante le rôle d'étalon des valeurs. Seulement, alors même que le titre de crédit, faisant habituellement ou d'une façon accidentelle office de monnaie, détermine la monnaie de paiement, elle peut rester insuffisamment précisée (P. II, C. I), d'autre part, il y a la somme des obligations non-contractuelles. Quelle est alors la monnaie de paiement, est-ce celle du débiteur, est-ce celle du créancier? Si c'est celle de l'un ou celle de l'autre, est-ce la nationalité, le domicile, ou bien est-ce, au contraire, le lieu d'exécution de l'obligation ou le lieu de naissance de la créance qui va la déterminer? Car, il n'est pas indifférent que ce soit l'une ou l'autre monnaie : créancier et débiteur seront inversement en gain ou en perte suivant la monnaie d'exécution, puisqu'il y a des différences de change constantes et souvent appréciables d'une monnaie à l'autre. — En outre, en supposant la monnaie de paiement déterminée dans son genre, la question n'est pas résolue : il

s'agit encore de fixer l'espèce, parmi toutes celles en cours sur un même marché, espèce que le créancier aura le droit d'exiger et le débiteur celui d'imposer, et la raison est la même. Encore faut-il tenir compte de la valeur légale de la monnaie qu'on oppose à sa valeur réelle absolue ou à sa valeur relative au change. La question, alors, est de savoir laquelle doit l'emporter dans un paiement puisqu'elles peuvent ne pas se couvrir, ce qui détermine la préférence que les parties auront pour une monnaie ou pour une autre suivant l'usage qu'on lui destine ou selon qu'on est créancier ou débiteur. — La dépréciation qu'une espèce peut subir par rapport à une autre peut être si forte qu'elle peut valoir déchéance complète et, dans certains cas, entraîner sa démonétisation pratique et ceci, malgré les injonctions et les sanctions légales. Elle est particulièrement sensible et constante lorsqu'une loi lui enlève ou suspend sa valeur propre.

Des conventions internationales ou des lois positives locales peuvent chercher à pallier à ces inconvénients, mais elles sont généralement insuffisantes ou tardives et en partie impuissantes. En outre, elles entrent souvent en conflit. Aussi les parties contractantes prennent, dans leurs conventions, la précaution de déterminer par une clause, la monnaie de paiement et les conditions dans lesquelles elle serait acceptée. Le problème n'est pas pour cela résolu. Il change d'assiette, et il s'agit alors de savoir si cette clause, placée dans l'ambiance légale du lieu de l'exécution du contrat avec son régime monétaire particulier, serait valable et exécutoire.

L'étude de ces différentes questions fera l'objet de la

présente étude. Nous envisagerons le problème des « paiements en numéraire » sous l'angle exclusif de leur objet et le localisons en France. Cette tâche nous paraît, à elle seule, assez complexe pour que nous ne songions pas à l'étendre ou à aborder le droit comparé, même d'une façon sommaire.

Nous ne croyons pas avoir à insister sur l'importance du sujet, aujourd'hui surtout que la question du change, de l'inflation et du cours forcé du billet de banque est un objet de préoccupation universel. Il nous semble encore superflu de prévenir que notre étude englobe toutes les obligations de sommes d'argent quelles que soient leur source ou leur cause.

Pour suivre un développement normal, nous croyons utile de donner dans le préliminaire un aperçu sommaire sur la monnaie et un exposé plus développé du problème mis en rapport avec la législation française concernant la monnaie et l'extinction des obligations de sommes d'argent. Nous étudierons ensuite les solutions auxquelles nous consacrons les parties I et II en nous plaçant dans la 1^{re} en temps normal, dans la 2^{me} sous le cours forcé du billet de banque.

TITRE PRÉLIMINAIRE

Instrument et Problème de libération

Cette partie, composée d'éléments un peu disparates, est consacrée à la préparation du terrain de la discussion. Elle comprendra, nous l'avons dit, un aperçu bref sur la monnaie et un exposé plus soutenu du problème qui nous préoccupe et des bases de solution dans la législation française.

CHAPITRE PREMIER

La monnaie comme instrument de libération (1)

Nous envisageons ici la monnaie sous son seul aspect d'instrument légal de libération et nous rappellerons plutôt que nous n'approfondirons : le rôle juridique de la monnaie et les diverses valeurs qu'une espèce renferme en elle. Nous nous étendrons d'avantage sur

(1) Sources : Cauwès. C. d'éc. polit., 3^e éd. II. Livre III ; Gide, C. d'éc. polit. II, Truchay, C. d'éc. polit. II ; Arnauné. La monnaie, le crédit et le change, 5^e éd. et I 6^e Yves Guyot et Raffalovich, Dict. du comm., etc. I. v^o billet de banque, p. 533 ; Léon Say, Dict. des finances I. p. 1247, v^o cours forcé ; Octave Noël. Les banques d'émission en Europe ; Yves Guyot, Journ. des éc., nov. 1919, p. 152 ; et La science éc. ; Terrel et Lejeun, Tr. des op. comm. de banque. — Boistel, Tr. de dr. comm. ; Thaller, Tr. élément. de dr. comm. ; Lyon-Caen et Renault, Tr. IV ; Picot. Le cours du change et le dr. (Bâle 1921) ; La politique financière et monétaire de la France (Trav. de la « Semaine de la monnaie ». — Maison du Livre français, 1922).

certaines principes concernant le billet de banque, ses valeurs de cours et particulièrement sur son cours forcé.

SECTION I. — *Le rôle juridique de la monnaie.*

La monnaie est l'intermédiaire universel des échanges, la commune mesure naturelle des valeurs, un instrument d'épargne, de placement, de spéculation, etc. Juridiquement, la monnaie est une valeur légale de libération.

C'est la loi qui fait d'une valeur propre ou représentative une valeur légale destinée à simplifier les transactions en décomposant le troc en deux opérations d'échange distinctes. C'est elle qui l'érige en « bon assigné sur l'ensemble des richesses d'échange nationales », en intermédiaire officiel des échanges. C'est encore elle qui l'impose à ses ressortissants comme valeur de libération. Cette mesure comporte force obligatoire et généralité. Elle confère à la valeur en cause son caractère propre de monnaie au sens juridique du mot. Car rien n'empêche que des particuliers choisissent ou acceptent comme intermédiaire d'échange et mesure de valeurs telle autre valeur à leur gré. Seulement, et il est inutile d'insister, cette convention a un caractère particulier et n'est obligatoire que pour les parties et leurs ayant-cause. C'est l'opposition de la monnaie légale à la monnaie libre. D'autre part, la loi attribue à sa monnaie une valeur certaine et fixe ; et la force obligatoire et la généralité concernant la valeur de libération s'y étendent naturellement. En outre, la loi, qu'elle l'exprime ou non, qu'elle le fasse pour une ou plusieurs es-

pèces, érige cette valeur en indice officiel des valeurs d'échange (choses, services ou même monnaie). Ces explications nous semblent suffisantes pour illustrer le principe « la loi seule fait monnaie. »

Est-il nécessaire d'ajouter que l'action légale est forcément circonscrite dans son ressort, à moins d'une convention internationale ? Ou encore que les lois monétaires participant du caractère d'ordre public des lois de police et de sûreté, obligent tous ceux qui habitent leur territoire (art. 3 c. civ.) ou y sont de passage (Planiol I. 188) quelle que soit leur nationalité ?

SECTION II. — *Les diverses valeurs de la monnaie.*

Nous voulons parler de la valeur propre de la monnaie, de la valeur légale, de sa valeur en Bourse (de change).

§ 1. *La valeur propre de la monnaie indépendamment de sa qualité d'instrument de libération.* — On l'appelle généralement valeur intrinsèque. Elle réside, suivant qu'il s'agit de monnaie métallique ou de monnaie de papier, dans sa matière ou dans la valeur de la créance qu'elle représente.

A. — L'or, l'argent, etc., qu'ils soient en masses, en barres, en lingots, en poudre ou en espèces monnayées, ont une valeur propre. Cette valeur est le prix de la matière rapporté à son titre et au poids un jour donné. Elle varie d'un jour à l'autre, est soumise, comme celle de tout autre marchandise, à la loi de l'offre et de la de-

mande. Cotée en bourse, ses variations sont officiellement constatées (art. 73 et 76, al. 2 c. comm.).

Nous n'avons à ce sujet que trois remarques à faire :
a) Les variations de l'or sont peu sensibles. Ceci, parce que la demande, principalement constituée par le monnayage, absorbe à elle seule la presque totalité de l'offre ; parce que l'Etat exerce une espèce de monopole d'achat et de vente et maintient ainsi le prix ; parce que la production annuelle est infime par rapport aux quantités déjà existantes auxquelles elle s'ajoute et dont la somme totale subit des déperditions négligeables. Ceci, principalement, fait de l'or l'indice naturel de valorisation des valeurs d'échanges. Il est communément accepté comme tel dans les rapports internationaux et ce choix est généralement consacré par les lois positives locales. *b)* Une différence sensible et d'assez longue durée, dans le prix du métal, d'une place à une autre, provoque son déplacement matériel dans la mesure où les moyens et les frais de transport le permettent. A ce point de vue, la monnaie métallique constitue une valeur d'échange internationale. *c)* En somme, et malgré la réserve que nous avons faite à propos de l'or, la valeur intrinsèque de la monnaie métallique est essentiellement variable.

B. — La valeur propre d'un papier de crédit réside dans la valeur de la signature qui le couvre ou de son nantissement. Elle se traduit, en pratique, par la faveur avec laquelle on l'accueille. Mais lorsque la loi fait monnaie d'un papier de crédit, l'intensité de sa circulation n'est plus la mesure de la seule valeur de son crédit : la loi l'investit d'un cours obligatoire (cours

légal). Sa valeur intrinsèque s'appuie sur les valeurs affectées à son remboursement, elle est l'expression de la faculté théorique d'obtenir la conversion. Ceci veut dire que le jour où la conversion serait légalement suspendue, sa valeur réelle est, et reste, néanmoins, le rapport arithmétique de l'encaisse de conversion à la circulation fiduciaire. Elle suivra donc les variations du rapport, et, avec elles, celles de la valeur des termes (voire de la valeur intrinsèque de l'encaisse). Une valeur de crédit est, comme la monnaie métallique, une valeur d'échange internationale dans la mesure de la confiance qu'elle inspire.

§ 2. *La valeur légale de la monnaie.* — C'est de l'intervention de la loi, nous l'avons dit, qu'une espèce métallique ou un papier de crédit tient sa qualité de monnaie juridique, d'instrument légal de libération. Cette intervention légale se manifeste sous diverses formes : choix de la matière, du titre, du poids, de la forme, dimensions, empreintes, encres, papiers, etc., liberté ou monopole de frappe ou d'émission, garanties concernant sa sécurité et répression des fraudes ; enfin et surtout, valorification légale directe ou indirecte (valeur nominale et valeur de cours). Nous limitons notre aperçu à la valorification, qui seule touche notre sujet, mais nous aurons encore quelques mots à dire sur l'étalon légal, base de tout système monétaire.

A. — *L'étalon* est l'indice commun des valeurs d'échange. Tout échange oppose deux termes : une marchandise à une autre, une marchandise à la monnaie, deux monnaies entre elles, en somme deux valeurs d'échange, choses, services ou monnaies. Or, l'équivalence

des termes est une condition de la circulation des richesses [mais non de la validité des conventions (v. p.140.)]

De là, nécessité d'établir un rapport d'échange entre valeurs diverses de nature et de force, souvent indivisibles. Il faut donc un dénominateur commun des valeurs d'échange. — La coutume commerciale internationale l'établit dans une convention : le rapport d'une valeur peu variable, l'or, à une quantité fixe, le poids. Ceci assure la précision, le moindre aléa dans les opérations et des échéances de longue haleine. Elle en fait, en même temps que l'indice des valeurs, la monnaie théorique de règlement. — Les lois positives particulièrement consacrent généralement ce principe : c'est le monométallisme or. Elles lui adjoignent souvent l'argent, quelque fois le billet de banque ou bien s'en tiennent à l'établissement unique or, argent ou même au billet de crédit.

Quel que soit le système, il s'établit, à l'intérieur d'un pays, un rapport naturel, sur la valeur intrinsèque, entre la monnaie de base et toutes les autres. En donnant une valeur nominale aux différentes espèces, sur ce rapport réel ou sur un rapport de convention, la loi établit le sien et le fixe. Elle le fait même souvent d'une façon expresse : entre deux monnaies de base par exemple. (La loi du 7 germ. a XI établit le rapport $15 \frac{1}{2}$ à un de l'or à l'argent.)

Ces explications devaient nous amener à une triple observation : — a) qu'il y a un rapport naturel de chaque espèce à la monnaie de compte, rapport variable dans ses deux termes, et que cette fonction constitue le terme d'un rapport légal à une quantité fixe, la valeur nominale de chaque espèce, — b) que la loi pré-

tend rendre immuable un rapport dont un terme subit des variations qu'elle ne peut empêcher et enfin, — c) que la conséquence en est d'autant plus fâcheuse qu'il y a plusieurs monnaies de base, ce qui explique le revirement moderne vers le monométallisme.

Rappelons encore la perturbation qui peut résulter dans le régime monétaire de l'opposition d'une valeur légale rigide aux variations de la valeur intrinsèque d'une espèce: affluence ou disparition de la circulation d'une espèce suivant que l'une ou l'autre des deux valeurs l'emporte.

B. — *La valeur nominale* est la somme numérique inscrite sur une espèce, multiple ou sousmultiple légal de la monnaie de compte, et pour laquelle la loi lui donne force de libération. Cette valorification légale n'est pas nécessairement l'expression du rapport réel de valeur d'une espèce à la monnaie de compte; il est même impossible qu'elle le soit toutes les fois que le poids ou une mesure positive ne peut servir de base pour l'établir ou ne pourrait fournir qu'une espèce incommode ou encombrante. A ce point de vue, on distingue la monnaie réelle de la monnaie de convention dont la valeur nominale est nécessairement supérieure à sa valeur réelle et qui constitue dans cette mesure une monnaie de crédit.

Dans ces conditions, que vaut la valeur nominale d'une monnaie? Rien d'une façon absolue, alors même qu'elle correspond à la valeur réelle d'une espèce, à un moment donné puisque l'équivalence n'est pas indéfiniment réalisable. Au point de vue pratique, elle vaut ce que vaut la contrainte dont la loi l'investit et ceci, encore, dans les seules limites de son ressort.

C. — *La valeur de cours de la monnaie* est la force de libération que la loi lui imprime dans les rapports des particuliers entre eux. On distingue à ce point de vue : a) *la monnaie légale* que la loi oblige les particuliers d'accepter en paiement quel que soit le montant du versement à effectuer, à moins de se prévaloir d'une clause exclusive insérée dans le contrat ou dans une convention concomitante ou, tout au moins, antérieure au paiement ; b) *la monnaie à cours libre*, dont l'acceptation est subordonnée à l'agrément du créancier ; et enfin ; c) *la monnaie à cours légal restreint* ou monnaie mixte, qui relève des deux, et que le débiteur ne peut imposer à son créancier au delà d'une somme déterminée par la loi. Quelle que soit la valeur de cours d'une monnaie, elle a toujours trait à sa circulation. La loi *force son cours* ou l'abandonne au sort que lui réserve sa valeur propre ou les circonstances, mais elle n'agit pas d'une façon directe sur son crédit. C'est le principe de la « liberté quant au crédit, réglementation quant à la circulation », base de tout régime monétaire sain, principe généralement observé en temps normal.

Quelques observations sur le cours légal : a) La monnaie comme instrument de circulation des biens n'implique pas nécessairement l'intervention de l'Etat et encore moins la contrainte légale. (Voir le billet de la Banque Française de l'an XI à 1848 et de 1850 à 1870.) Mais les variations de la valeur intrinsèque, marchande ou de crédit d'une espèce à l'autre peuvent être cause de difficultés entre créancier et débiteur, l'esprit de chicane peut s'y joindre et le refus constant d'accepter la même monnaie dépréciée la mène par la dévalorisation à sa démo-

néitisation pratique. C'est d'un côté la perturbation de la paix sociale, de l'autre la ruine des particuliers, du système monétaire, du crédit de l'Etat, etc. En imposant une monnaie, en lui donnant cours légal, valeur obligatoire de libération, le législateur lui assure une circulation constante, évite les querelles, réduit l'aléa des opérations dans la mesure où il assure le créancier de toucher une monnaie dont il pourrait se servir à son tour. Le cours légal est donc une mesure de police concernant la circulation de la monnaie. Il assure la paix sociale, l'équilibre monétaire et facilite les transactions. *b)* Mais le cours légal ne touche-t-il en rien le crédit de la monnaie? Forcer sa circulation, n'est-ce pas l'affaiblir puisque cette contrainte fait naître avant tout la méfiance? On peut croire que le législateur le pense puisqu'il donne cours légal en premier lieu à la monnaie réelle à valeur propre, puisqu'il lui accole la garantie de la frappe libre, puisqu'il prend pour l'Etat l'engagement de l'accepter en paiement. Ceci semble suffisant pour couvrir la monnaie métallique. — Mais lorsque les nécessités de la circulation militent pour faire monnaie légale du billet de banque, quelles sont les garanties que le législateur peut fournir? Ce n'est pas l'engagement qu'il prend pour le Trésor de l'accepter en liquidation des impôts, etc., qui serait rassurant! Mais n'oublions pas que, tant que la conversion du billet fonctionne, il se trouve dans la situation de la monnaie réelle qu'il représente et avec laquelle il se confond. Seulement le convertibilité suspendue, forcer sa circulation est autrement grave ! (Section III). D'autre part, il faut encore ajouter qu'on accepte d'autant plus facilement une espèce que la loi en assure

l'écoulement. Ceci n'ajoute rien à son crédit mais renforce sa valeur pratique.

Aux cours normaux, nous opposons le *cours forcé* du billet de banque. C'est la mesure qui dispense la banque d'émission d'exécuter son obligation de convertir ses billets en espèces métalliques. Elle est particulière au billet de banque et une mesure d'exception puisqu'elle déroge à la convertibilité (situation normale du billet). Est-ce une valeur de cours? Si on s'en rapporte à la définition que nous avons donnée, cela serait douteux. En tout cas, le cours forcé suspend le paiement d'une créance, touche le crédit même de la monnaie, le vise, et lui uniquement, alors que les cours légal et libre, cours normaux, n'agissent que sur la circulation.

En somme, le cours d'une monnaie, quel qu'il soit, est une valeur pratique : il détermine la faveur avec laquelle on l'accepte en paiement mais sa force obligatoire est naturellement locale.

§ 3. *La valeur de change de la monnaie.* — Les lois monétaires ayant généralement les caractères des lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui, d'une façon permanente ou accidentelle, habitent le territoire (*supra*), mais ne sauraient avoir aucune action au-delà. Il semble donc que, hors de son ressort, une monnaie ne pourrait être imposée pour sa valeur légale nominale, ni suivant sa valeur de cours. Ceci n'est vrai que si la monnaie étrangère n'est pas l'objet même d'une obligation de somme d'argent mais celui d'une obligation ordinaire de livrer, et entre créancier et débiteur de somme d'argent en monnaie étrangère, toutes les fois que les parties n'ont

pas entendu se soustraire à son règlement légal au lieu de son origine.

Mais ceci ne veut pas dire qu'une monnaie soit dépourvue de toute valeur sur une place étrangère. Elle reste une valeur de libération obligatoire ou non au lieu de son origine, un instrument d'extinction d'une dette sur un marché avec lequel on est plus ou moins en relations d'affaires. En outre, elle renferme une valeur propre : le prix du métal, ou une valeur de crédit. Elle peut encore servir de moyen de spéculation ou de placement. De toutes façons, c'est une valeur, un élément de patrimoine. Mais quel est son prix ? En tant que marchandise elle subira l'effet de l'offre et de la demande. Son prix ne sera l'équivalent absolu ni de sa valeur nominale ni de sa valeur intrinsèque qui ne peut être séparée de la première. Il sera déterminé par la balance des comptes, la situation financière, économique et politique du pays d'origine et de la place où la monnaie est offerte, les spéculations, etc. Si dans les rapports internationaux la monnaie d'or compte le plus souvent pour le prix de son poids rapporté au titre, c'est qu'elle constitue une monnaie internationale, seule valeur de compte, de mesure et de libération. Mais son emploi est restreint par suite de l'usage des instruments de crédit, plus commodes, moins onéreux et plus expéditifs. Un papier de crédit représente une monnaie déterminée, que ce soit un contrat de change ou un titre de compensation. Sa valeur, en le supposant recouvert de signatures offrant tous les garanties de solvabilité est réglée comme nous l'avons dit.

Qu'un paiement international passe ou non par la

chambre de compensation, qu'il s'effectue en monnaie pratique ou par l'intermédiaire d'une valeur de crédit, la monnaie a, sur les marchés internationaux, une valeur propre, supérieure ou inférieure à sa valeur légale au lieu de son origine. C'est la *valeur de change* de la monnaie. Elle s'appuie sur sa valeur marchande ou de crédit, sur la valeur de cours et les autres éléments que nous venons d'indiquer. Cette valeur suit les variations de ses éléments, ressent le contre-coup régulateur ou déprimant, suivant le cas, des spéculations et varie d'un jour à l'autre, d'un instant au suivant. La monnaie, dépourvue de sa force de contrainte, n'est sur le marché international qu'une marchandise à valeur variable.

Appendice. — Le pouvoir d'achat de la monnaie n'est autre que la résultante des trois valeurs qu'elle renferme. Pratiquement, c'est la plus ou moins grande quantité de monnaie qu'il faut fournir suivant les époques pour se procurer un même bien. Ceci, parce que si la valeur nominale de la monnaie qui sert de base dans les transactions est fixe, la volonté de la loi ne peut empêcher les fluctuations de sa valeur intrinsèque ou de change.

SECTION III. — *Le billet de banque, ses valeurs de cours et le cours forcé.*

Ces trois questions seront traitées séparément et dans leurs seuls points qui intéressent notre sujet.

§ 1. *Les valeurs de crédit et le billet de banque.* — Dans les rapports internes ou internationaux, le papier de crédit fait souvent office de monnaie, tel : l'effet de com-

merce, le chèque, la lettre de crédit, le bon de caisse, le mandat, les valeurs mobilières, etc., et le billet de banque.

Leur but est d'éviter un transport de numéraire souvent inutile, les frais et les risques. Ils réduisent en même temps l'usage de monnaie métallique, évitent donc une frappe correspondant au volume des affaires, frappe onéreuse en elle-même et qui immobilise un capital, mort pour la production active. Leur valeur réelle est celle d'une couverture, effective ou en compte, affectée à leur remboursement, et la base de leur circulation, généralement, la valeur de confiance qui s'y attache. Ce sont des valeurs représentatives et des créances. Comme instruments de libération ce sont plutôt des « voies » que des « fins » puisqu'elles opèrent toutes par l'intermédiaire d'une compensation ou d'une espèce de délégation, opérations subsidiaires et distinctes. Etant des créances, ce sont des éléments actifs de patrimoine, qui sont transmissibles, peuvent faire l'objet de placements et de spéculations, ce sont des marchandises au sens large et strict du mot (et le billet de banque, quelle que soit sa valeur de cours, ne saurait, en principe être traité autrement sur une place étrangère).

Mais il y a des différences entre le billet de banque et les autres au point de vue du principe même de l'institution. C'est une créance à vue, au porteur et imprescriptible dont la loi fait souvent une monnaie. Sa provision est affectée à son remboursement immédiat mais elle est incomplète dès son principe. Car, le but de l'institution est non seulement de pallier aux inconvénients des versements en monnaies métalliques, mais aussi et surtout

de suppléer à l'emploi du numéraire, d'alléger la frappe et d'en réduire les charges. Le billet doit remplacer, en partie, une monnaie qui grève le budget par une monnaie qui ne lui coûte que les frais d'émission ou même rien, dans le cas où c'est une ou plusieurs institutions privées qui obtiennent la concession de l'émission. Pour atteindre ce but (économie de métal), il faut naturellement que la couverture soit inférieure au montant de l'émission. C'est un principe de l'institution et l'autre, qui garantit la valeur réelle et la valeur de confiance du billet, est le remboursement à vue. Mais celui-ci n'est alors que théorique, même si l'excédent de la circulation fiduciaire sur l'encaisse était couvert par des valeurs de portefeuille dont il faut attendre l'échéance ou la liquidation et qui seront d'ailleurs réalisées généralement en billets. Si l'institution peut fonctionner dans ces conditions, c'est, qu'en fait, tant que la valeur de confiance soutient leur circulation, tous les billets se trouvant en même temps sur le marché ne sont pas présentés à la fois à la conversion. Que ce soit l'Etat ou une institution privée qui émette les billets, il est évident que l'excédent de la monnaie fiduciaire courante sur l'encaisse constitue une ouverture de crédit à son profit. L'encaisse métallique est, dès lors, un fonds de garantie. Ce crédit a toutes les apparences de gratuité, mais il est généralement compensé, si le signataire du billet est une banque privée, par les charges qu'elle prend au profit des particuliers et de l'Etat : le service avantageux des escomptes (ce qui nivelle le taux et le maintient relativement bas), et celui des comptes et avances à faire au Trésor en billets et en métal. L'encaisse apparaît ici comme

ayant une troisième fonction, celle de source de crédit au profit de l'Etat.

§ 2. *Le billet de banque et ses valeurs de cours.* — Le billet de banque n'est pas forcément une monnaie. La loi (comme celle du 24 germinal an XI en France) peut borner son action à son organisation et à sa surveillance, sans l'imposer dans les transactions entre particuliers, à titre de monnaie légale. L'acceptera en paiement qui voudra, le débiteur ne pourra l'imposer à son créancier et les offres réelles par lui faites en billets ne seront pas forcément libératoires. Le billet n'aura que sa qualité de créance payable à vue et transmissible par tradition. Il circulera en fait sans difficultés puisque son détenteur actuel est le créancier légal de la banque, mais circulera seulement tant que celle-ci répond à son engagement de payer à vue. L'intensité de sa circulation est alors la mesure de sa valeur de confiance et la base de son pouvoir d'achat. C'est le cours libre du billet de banque.

Mais la loi peut en faire un instrument légal de libération et lui donner force obligatoire. Le billet de banque aurait alors caractère de monnaie légale. Mais cette intervention ne change rien à sa nature de créance. Seulement, alors, il y a deux aspects à envisager correspondant à deux rapports : a) la créance, aux rapports de l'institution d'émission avec les détenteurs des titres, ses créanciers, et b) la monnaie, aux rapports des particuliers entre eux, rapports étrangers aux relations que chacun peut avoir avec la banque. Dans le premier cas, lorsqu'un particulier se trouve débiteur de la banque, le billet opère par une espèce de compensation ; dans le

second, entre particuliers, le billet à cours légal opère par une sorte de délégation parfaite qui s'appuie sur la volonté de la loi. Son caractère de créance, fait du billet une monnaie représentative. Il représente son montant nominal en valeurs métalliques dans la masse de l'encaisse. Sa convertibilité à vue l'identifie à la valeur réelle correspondante, et on peut dire, qu'à ce point de vue, le billet de banque à cours légal et convertible en or est théoriquement une *monnaie réelle*. Mais lorsque sa conversion est suspendue, que l'encaisse métallique de la banque est désaffectée de sa fonction remboursement et peut-être amoindrie dans sa valeur de garantie, il ne représente plus qu'une promesse dénuée de toute valeur réelle immédiate. En tout cas, la circulation du billet de banque à cours légal n'est pas uniquement le reflet de sa valeur de confiance, la volonté de la loi est déterminante et va jusqu'à lui imprimer une intensité de circulation souvent inverse de sa valeur de confiance (§ 3).

Mais quelle que soit la valeur de billet monnaie légale, il remplace une valeur de circulation propre, économise l'emploi du numéraire, détourne du métal de l'improductivité, ouvre un crédit à l'institution d'émission dans la mesure où sa circulation excède la valeur de l'encaisse, permet à la banque de faire des opérations d'escompte au delà de ses ressources réelles et à taux avantageux, fournit au besoin du crédit à l'Etat, et a, en plus, la propriété de s'adapter merveilleusement, et sans frais, aux besoins de la circulation et au volume des affaires.

Rien ne s'opposerait à ce qu'en pratique le billet de

banque, et particulièrement certaines coupures, voire par exemple jusqu'à concurrence de cinquante francs, revête les caractères de la monnaie mixte.

Pour conclure, le cours légal et le cours libre s'appliquent aussi bien à la monnaie métallique qu'au papier de crédit. Ce sont des valeurs de cours de temps normal. Elles s'attachent à la circulation de la monnaie mais ne touchent en rien à son crédit. Elles et la convertibilité font la loi des régimes monétaires modernes et sont la garantie et l'indice de leur équilibre.

§ 3. *Le cours forcé du billet de banque.* — La convertibilité du billet est de son essence. Elle est la base de la circulation d'un billet à cours libre, la mesure de sa valeur en tout cas, et la garantie du système monétaire, même lorsque la loi ne lui donne pas cours légal. Aussi la conversion est le régime ordinaire du billet, et le seul acceptable en temps normal.

Mais une circonstance exceptionnelle (forte crise économique, révolution, guerre), peut souvent entraîner, dans le bouleversement d'un ordre établi, l'incertitude des affaires, le déséquilibre des valeurs et la défection du crédit. La monnaie, commune mesure des valeurs, intermédiaire des échanges, suit le mouvement et marque les oscillations.

Le billet de banque est particulièrement sensible : par ce qu'il suit le fléchissement de tout ce qui est crédit, que sa convertibilité n'est qu'hypothétique, que l'inflation répond automatiquement au gonflement factice du volume des affaires, que le Trésor ne peut plus couvrir son crédit que par appel à l'institution d'émission, que la thésaurisation, l'agiotage et l'exportation aspirent de

la circulation la monnaie métallique à valeur propre. Le billet de banque va à la dérive. C'est ou bien sa démonétisation, si la loi l'avait abandonné à ses propres moyens (valeur de confiance et convertibilité), ou bien, si la loi en fait une monnaie légale, il tiendra à lui seul toute la circulation. C'est, dans ce cas, la disparition du marché de la monnaie saine, chassée par le *cours légal* de la mauvaise. (La loi de Gresham suppose donc des espèces de *même cours juridique*). Le billet de banque ramène alors les prix à sa dépréciation et les relève d'autant. Il se substitue à l'étalon métallique qui ne fonctionne plus qu'en théorie aux yeux de la loi. Dès lors, sous l'apparence d'un prix unique, on peut concevoir deux prix pour une même marchandise : l'un en monnaie métallique à valeur réelle, l'autre surélevé dans la proportion de sa dépréciation, en monnaie de crédit. En réalité on pourra concevoir autant de prix que de monnaies, échelonnés dans la proportion de la prime que chacune fera par rapport au billet, ou, ce qui revient au même de la dépréciation que celui-ci subira par rapport à la monnaie d'or, seule valeur fixe. Si la surélévation des prix, due en partie à la substitution pratique de l'étalon-billet à l'étalon-or, conséquence du cours légal d'une monnaie dépréciée, n'est pas l'expression exacte de leur rapport de valeurs c'est que la baisse de la monnaie fiduciaire subit des fluctuations sensibles et constantes, qu'elle suit des événements dont nul ne peut prévoir le dénouement; on prend alors ses précautions et les prix sont renforcés d'un coefficient variable qui représente l'écart de prévision.

Le résultat est l'incertitude quant au pouvoir d'achat

de la monnaie de crédit et, par suite, de la monnaie métallique, donc la désorganisation du régime monétaire, la désagrégation du marché interne et sa subordination aux places à monnaie saine.

Il importe donc au particulier de réaliser ses billets avant d'avoir essuyé la perte, en tout cas avant l'épuisement total du stock de conversion. De là, précipitation aux guichets de la banque, épuisement de son stock, arrêt des opérations d'escompte, paralysie de l'industrie, du commerce et de la banque, déconfitures, faillites, etc., impuissance pour l'Etat de répondre à ses engagements externes et de liquider ses obligations internes.

Une intervention s'impose. On se trouve devant deux faits : la dépréciation du billet et les réclamations de remboursement. Pour enrayer le mal ; il faudrait s'attaquer aux causes de dépréciation de la monnaie de crédit. Mais les unes échappent à l'action légale, qui encourage les autres : Une loi ne peut donner du crédit à ce qui n'en a pas ou n'en vaut pas ; l'insuffisance du stock est principale (c'est la clef même de l'institution) ; l'inflation est l'effet nécessaire du volume imprévu des dépenses de l'Etat, provoque la hausse des prix et croît avec elle et on ne peut ni l'éviter ni la réduire au-dessous des besoins de la circulation, croissant avec l'amoindrissement du pouvoir d'achat du billet ; l'épuisement de l'encaisse métallique de conversion au profit du Trésor est aménagé par la loi elle-même et imposé par les nécessités du moment, l'action légale sur la thésaurisation de la monnaie réelle est nulle, faible sur l'agiotage et généralement tardive sur l'exportation. Dès lors, arrêter la conversion semble le seul moyen de réfréner ses consé-

quences et les législateurs le pensent (voir Discours Magne, 11 août 1870, D. 70-4-76, note 8). Il semble encore qu'arrêter la conversion, préserver le stock, c'est ménager au billet quelques chances de conversion dans l'avenir, c'est encore arrêter la panique en donnant du temps à la réflexion, ce serait donc consolider le crédit du billet (voir cependant *infra* et P. II, C. II, S. III, § 3).

Cette *suspension de conversion*, cette *dispense accordée par la loi à la banque de convertir ses billets en espèces métalliques* est le *cours forcé* du billet de banque (1).

Le but précis du législateur est : *a*) de protéger l'encaisse de la banque, de lui permettre de continuer les opérations d'escompte et de soutenir ainsi l'industrie, le commerce et son propre crédit : *b*) de sauver le crédit de l'Etat en mettant à sa disposition une monnaie pra-

(1) La grande majorité des définitions données du cours forcé empiètent, sur le domaine du cours légal. On dit ainsi, que le cours forcé est l'obligation pour chacun d'accepter le billet comme numéraire sans pouvoir exiger à la banque le remboursement immédiat (Vainberg, Rev. crit. 1874, p. 401 et s.) ; Yves Guyot et Raff. cités ; de Folleville, Rev. Prat. 1871, p. 437 et s, etc.) Ceci vient, croyons-nous de ce que les législateurs de 1848 et 1870 donnent cours légal au billet en même temps qu'il suspendent sa conversion (*infra*-texte). — D'autre part, opposons à la définition donnée Req. 9 févr. 1899 (S. et P. 99, 1, 285). Cet arrêt déclare nulle une convention excluant un paiement en bons de caisse qui, d'après le décret, 14 août 1884 (Bull. Off. 869, n. 14638), avaient *cours forcé pour tous les paiements*. Il est clair que le terme ici, est employé dans la conception cours légal (v. Lyon-Caen, note S. 20, 1, 93). — Remarquons qu'au sens courant des mots, les termes cours forcé seront d'une application plus exacte pour le cours légal, dont le but est de *forcer* la circulation d'une monnaie que pour la suspension de la conversion du billet de banque (v. Boistel D., 73, 1, 177). — Remarquons encore que de Folleville parle d'un « cours forcé éventuel de la monnaie métallique ». Mais cette hypothèse viserait alors une monnaie représentative, sinon il serait difficile de lui trouver un sens (v. *infra*-texte).

tique pour les paiements internes (le billet), et le stock métallique pour ses relations avec l'étranger.

Seulement, pour atteindre ce but, il ne suffit pas de suspendre la conversion, il faut encore assurer la circulation effective du billet, sans quoi c'est sa démonétisation. Il faut donc *forcer* cette circulation par le cours légal. Le cours légal de la monnaie de crédit est donc une condition de la suspension de la conversion, c'est lui qui force le cours de la monnaie dans la mesure ou son crédit ne le garantit plus. C'est ainsi que procèdent les législateurs de 1848 et 1870. Ils donnent cours légal au billet (art. 1) dont ils vont suspendre la conversion (art. 2). Il va de soi que le législateur de 1914 n'a pas à suivre l'exemple puisqu'il se trouve devant le billet monnaie légale.

La question est maintenant de savoir si le but poursuivi par le législateur est atteint? Le cours légal fait du billet une monnaie pratique de paiement. L'Etat, comme tout particulier, pourrait s'en servir. L'arrêt de la conversion préserve le stock métallique de l'épuisement par remboursement et permet de le tenir à la disposition du Trésor. La banque pourra donc continuer ses opérations d'escompte. Mais quelle sera la valeur de la monnaie qu'elle va employer? Car, pour ce qui est de consolider le crédit du billet, si tel est le but du législateur, l'arrêt de son remboursement, comme moyen, est assez mal choisi.

L'effet du cours forcé sur la valeur du billet est plutôt déprimant : loin d'atteindre ses causes de dépréciation, il les aggrave et en ajoute des nouvelles. Il substitue une promesse sans terme ni garantie et d'une valeur aléa-

toire à une créance immédiatement réalisable, ferme, nantie d'une valeur réelle et certaine. Le billet de banque, jusqu'alors valeur représentative d'une monnaie réelle, donc monnaie réelle, n'est plus qu'un bon de réquisition, mis à la portée des particuliers. Il vaudra ce que vaudra le résultat des événements en cours et que nul ne peut prévoir. De là, nouvelle raison de dépression dans son pouvoir d'achat, et accroissement correspondant de l'inflation (la loi le prévoit et le prépare, voir art. 3, décr. 15 mars 1848 et L. 12 août 1870, art. 1, et 2, L. 5 août 1914). Le cours forcé, loin de préserver l'encaisse, change seulement le bénéficiaire. Il suspend l'entrée en circulation de monnaie métallique nouvelle, encourage sa thésaurisation, fournit matière à l'agiotage, n'arrête pas l'exportation de la monnaie forte. Le cours forcé révèle lui-même la faiblesse de la monnaie fiduciaire et le danger qu'elle encourt. La contrainte résultant du cours légal augmente le malaise, incite à la fraude, aiguise l'esprit de lucre. La mesure semble injuste, arbitraire, puisqu'elle dépouille, fût-ce temporairement, un créancier de ses droits. L'épuisement de l'encaisse métallique et l'inflation poussée à outrance peuvent valoir confiscation. Le cours forcé ne vaut rien pour le système monétaire du pays, qu'il désorganise : il chasse la monnaie saine de la circulation et, plus encore que la dépréciation du billet à cours légal seul, il substitue en fait l'étalon papier à l'étalon métallique et fausse les prix. Le cours forcé ne vaut rien non plus pour le crédit de l'Etat, ni pour l'économie nationale ou universelle : c'est l'aléa des opérations, le boycotage forcé des places à monnaie forte d'où privation interne, ruine de l'industrie et du

commerce national. C'est le retour au troc ou à l'emploi de la monnaie étrangère, la hausse de celle-ci, des prix des marchandises, l'anéantissement de l'épargne. Si la mesure est soutenable, en quelque sorte, en temps de crises, c'est une monstruosité en temps ordinaire (Vainberg, cité) elle ne doit être prise que lorsque les circonstances l'imposent et ne doit durer qu'autant qu'elles.

En somme : 1° Le cours forcé « est la dispense accordée, par la loi, à la banque d'émission de convertir ses billets en espèces métalliques ». Le terme est consacré par l'usage et son sens est essentiellement différent du « cours légal », terme légal, qui est l'obligation des particuliers d'accepter une monnaie en paiement. C'est le cours légal qui *force* la circulation du billet alors que le cours forcé ne fait que suspendre sa conversion. Le terme « forcé » est donc impropre et ne constitue pas une valeur de cours. (Voir note p. 30.)

2° Le cours forcé est une mesure applicable à la seule monnaie représentative (ne peut être dispensé de conversion que ce qui y était préalablement soumis) alors que le cours légal peut régir indifféremment la monnaie réelle comme la monnaie de crédit.

3° Si la convertibilité du billet est de son essence, sa suspension est donc une mesure d'exception et, partant, d'interprétation stricte.

4° La dispense de conversion, pour atteindre son but, s'appuie sur le cours légal du billet.

5° Elle touche aux seuls rapports de la banque d'émission avec les détenteurs des billets, ses créanciers. (Voir Aubry et Rau, IV, § 318, note 14 p. Lyon-Caen, note S. 1921-1-193; Dupuich cit. et note D. 1921-1-137). Elle vise

le côté créance du billet, dont le côté monnaie, rapports entre créanciers et débiteurs, est régi par le cours légal.

6° Le cours forcé, doublé du cours légal, est un moratoire particulier accordé à la banque et imposé aux particuliers (Dupuich, note D 1921-1-137, *Journ. Ec.*, 1916, p. 327), un emprunt forcé au profit de l'Etat, une mobilisation financière au profit de la nation (M. Demogue, *Journ. Not.*, 1921, p. 137). C'est donc une mesure d'ordre public; elle intéresse la collectivité, le crédit de l'Etat et l'économie nationale (opinion presque unanime en jurisprudence et doctrine).

CHAPITRE II

Le problème des paiements en numéraire et la législation française

Nous allons séparer les questions indiquées dans ce titre.

SECTION I. — *Le problème des paiements en numéraire.*

En conclusion du chapitre précédent, remarquons que la monnaie comme instrument général de libération ou comme objet particulier des obligations de sommes d'argent est une valeur complexe. Il y a d'abord la diversité des matières employées, d'où diversité d'espèces et de valeur de l'une à l'autre. En outre, nous l'avons vu, une même monnaie renferme en elle : a) une valeur intrinsèque marchande ou de crédit, valeur essentielle-

ment variable mais internationale; *b*) une valeur nominale légale et partant immuable et d'un effet obligatoire territorial, qui, rapportée à la valeur intrinsèque variable de la monnaie, n'est ni son équivalent nécessaire ni permanent; *c*) une valeur de cours, ayant trait à sa circulation, qui détermine la faveur avec laquelle elle serait accueillie en paiement, d'une portée pratique locale et qui ne renforce en aucune façon son crédit; *d*) une valeur de crédit qui se rattache particulièrement à la convertibilité du billet de banque et qui peut être momentanément suspendue; enfin *e*) une valeur de change déterminée par ces différents éléments, la balance des comptes, les événements du jour, les spéculations, etc. Il faut encore ajouter que, quel que soit l'étalon d'un pays, l'or, et lui seul, reste l'indice pratique des valeurs d'échange, choses, services ou monnaies, alors même, et surtout qu'à l'intérieur d'un pays l'étalon papier s'est substitué en fait à l'étalon métallique. Ceci, parce que le commerce international a une influence déterminante sur les prix de revient ou de vente.

Dès lors, s'il y a motif de préférer une monnaie à telle autre, de changer de préférence suivant les époques, il faut trouver un terrain d'entente entre créancier et débiteur. Car : 1° ou bien la monnaie de paiement n'est déterminée que d'une manière insuffisante dans la convention, — et nous en verrons des exemples, — ou il s'agit d'une obligation non contractuelle, et alors la question est de savoir : *a*) en monnaie de quel pays un paiement devrait être effectué, *b*) la monnaie étant ainsi déterminée dans son genre, quelle sera « l'espèce » entre toutes celles en cours sur la place qui doit être fournie,

et c) pour laquelle de toutes les valeurs renfermées en elle, une espèce doit entrer en ligne de compte; 2° ou bien, si les parties contractantes ont prévu les difficultés, il s'agit alors de savoir si la clause insérée dans leur contrat, placée dans le milieu légal du lieu d'exécution et eu égard à son régime monétaire, serait valable et obligatoire. La question se pose : a) parce que des particuliers ont pu stipuler un paiement en une monnaie étrangère n'ayant pas cours au lieu d'exécution et qui, à force d'emploi constant, pourrait démonétiser pratiquement une monnaie nationale, en tout cas écarterait d'un paiement une monnaie rendue obligatoire et libératoire par une loi qui peut être d'ordre public; b) parce que la masse des créanciers, en prétendant d'une manière constante recevoir le paiement en telle monnaie nationale mais à l'exclusion de telle autre monnaie légale, entraînerait le même résultat; c) parce qu'en stipulant paiement en telle monnaie mais en laissant au débiteur la faculté de se libérer en telle autre à condition de lui tenir compte de la différence de change de l'une à l'autre, on reconnaîtrait une différence de valeur que la loi pourrait vouloir ignorer (voir art. 1895 c. civ.); d) il s'agirait encore de savoir si ces questions, résolues dans un sens en temps normal, comporteraient une solution différente sous le cours forcé du billet de banque.

Vues dans l'ensemble, les questions se ramènent à deux : Quelle est la monnaie de paiement dans une créance? Quelle est sa valeur de compte dans une liquidation?

SECTION II. — *Les bases de solutions et la législation française.*

Nous aurons à envisager la législation monétaire française et les textes concernant les paiements en numéraire.

§ 1. *Législation monétaire française moderne.* — Son point de départ est la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803, Duvergier, XVI, p, 172). Elle s'occupe de la fabrication et de la vérification de la monnaie d'or et d'argent, établit le bimétallisme, le rapport légal de l'or à l'argent $15\frac{1}{2}$ à un, et soutient la confiance des particuliers par la frappe libre. A côté de la monnaie d'or et d'argent circule la monnaie de cuivre, que le décret du 18 août 1810 (*Bull. des lois*, 4° S. B. 308, n° 5870) déclare ne pouvoir être employée dans les paiements que jusqu'à concurrence de la somme de cinq francs (art. 2) (1). C'est la monnaie légale, d'une part, que les particuliers sont tenus d'accepter sans limitation de montant, d'autre part, la monnaie à cours légal restreint, que tout créancier peut refuser au-delà de la somme de 5 francs.

Tout refus d'accepter ces monnaies dans les conditions légales, est érigé en contravention par l'art. 475, § 11, code pénal, et puni d'amende.

La loi du 24 germinal-4florial an XI (14 avril 1803, Duvergier, L. et D., XIV, 195) qui s'occupe de l'organisation de la Banque de France ne fait pas de ses billets une valeur de libération obligatoire. Ce sont simplement des

(1) La loi du 6 mai 1852 (s. 52, 3, 132) sur la refonte de la monnaie de bronze maintient en circulation la monnaie de un cent. et déclare applicable à la nouvelle monnaie de bronze l'art 2 du Décret de 1810.

créances convertibles à vue en monnaies légales, payables au porteur et sans aucun pouvoir de libération forcé : nul n'est tenu de les accepter en solde de sa créance.

C'est le régime initial : trois valeurs de cours : une monnaie légale, une monnaie mixte et une valeur de circulation libre (comme la lettre de change, le billet à ordre, etc.), toutes trois sur la base du bimétallisme.

Les découvertes de gisements métalliques dans la première moitié du 19^e siècle amènent finalement la dépréciation de l'argent, ce qui ne peut se concilier ni avec le rapport légal 15½ à un de la loi de l'an XI ni surtout avec le régime de la frappe libre. Ceci entraîne le billonnages des pièces d'argent de 0,20 et 0,50 cent. retirées de la circulation au titre 900 pour être remises au titre 835. (avec pouvoir libératoire jusqu'à 20 francs d'après la loi du 25 mai 1864, D. 64, 4-73). Les pièces d'argent de 1 et 2 francs subiront le même sort et le cours légal de la monnaie d'argent de 0,20 et 0,50 cent., de 1 et de 2 francs, sera réduit à 50 francs par la loi du 14 juillet 1866 (D. 66, 4, 127, voir aussi Conv. 23 décembre 1865). A partir de cette époque, il ne reste plus comme monnaie légale d'argent que la pièce de 5 francs. C'est un bimétallisme hybride : or et la pièce d'argent de 5 francs.

D'autre part, la frappe libre est limitée par la loi du 5 août 1876 (D. 76, 4, 119), prorogée jusqu'au 31 décembre 1897 par celle du 31 janvier 1878 (D. 78, 4, 21). En exécution de ces lois, la frappe des espèces de 5 francs par les particuliers est suspendue par les décrets du 6 août 1876 (D. 76, 4, 120) et 31 janvier 1878 (D. 78, 4, 22). Ce système est consacré pour tous les pays de l'Union latine par la Convention du 5 novembre 1878 (D. 80, 4, 4).

Entre temps, le décret du 15 mars 1848 (D. 48, 4, 49) et la loi du 12 août 1870 (D. 70, 4, 76) viennent de décider : art. 1, que le billet de banque ayant jusqu'alors cours libre, serait reçu par les particuliers et par les caisses publiques, « comme monnaie légale », et, art. 2, que sa convertibilité serait momentanément suspendue. Ce régime exceptionnel du billet de banque dure, la première fois, de 1848 à 1850, quand la loi du 6 août 1850 (D. 50, 4, 183) abroge purement et simplement le décret de 1848; la seconde fois il dure légalement jusqu'au 1^{er} janvier 1878, quand la condition exigée par l'art. 28 de la loi du 3 août 1875 (D. 76, 4, 45), étant remplie, abroge automatiquement l'art. 2 de la loi de 1870 (1). Mais l'art 1 de cette loi reste toujours en vigueur (Cass. cité en note et civ. Verdun, 18 janvier 1887) ce qui marque une situation nouvelle dans la condition juridique du billet de banque et dans le régime monétaire français. Elle va jusqu'à la loi du 5 août 1914 (art. 3) (D. 14, 4, 88) qui vient suspendre à nouveau la convertibilité du billet.

Dans cette période, de 1878 à 1914, on a en France : 1° une monnaie légale : la monnaie d'or (l. an XI) et la pièce d'argent de 5 francs (v. l. 1866) auxquelles vient se joindre le billet de banque (art. 1, l. 12 août 1870) , et 2° une monnaie d'appoint : la monnaie divisionnaire

(1) L'art. 28 de la loi de 1875 décidait que lorsque les avances faites à l'Etat par la Banque de France en vertu des lois du 20 juin 1871 et 5 août 1874, auront été réduites à 300 millions fr., l'art 2 de la loi du 12 août 1870 sera et demeurera abrogé, et les billets de la Banque de France seront remboursables en espèces sur présentation. — Cette condition est réalisée le 31 déc. 1877. Le cours forcé substitue donc en droit jusqu'à ce jour inclus. (Cass. 28 déc. 1887. S. et P. 88. 1. 205., D. 88. 1. 30) quoique la banque ait repris des paiements en espèces le 7 nov. 1873 en pièces d'argent de 5 fr., le 7 mars 1874 en pièces d'or de 5 et 10 fr., et, au mois de nov. de la même année, en pièces d'or de 20 fr.

d'argent (L. 1864 et 1866) , qui a cours légal jusqu'à concurrence de 50 francs, et la monnaie de bronze (L. 6 mars 1856, art. 6, L. 18 juillet 1860, art. 2, L. 2 août 1872, art. 2) et de nickel (L. 31 mars 1913, art. 5, L. 4 août 1913, etc) ne pouvant être employées dans les paiements que pour l'appoint de la pièce de 5 francs (décret de 1810).

En jetant un regard en arrière, on peut nettement distinguer dans le régime monétaire français deux périodes normales et une troisième exceptionnelle : de l'an XI à 1848 et de 1850 à 1870, période de monnaie à cours légal illimité, monnaie à cours légal restreint et billet de banque convertible mais à cours libre; de 1878 à 1914, période de monnaie légale comprenant le billet de banque convertible, et de monnaie légale à cours restreint (mixte); enfin, période d'exception, de cours forcé, avec billet de banque à conversion suspendue et cours légal, comprenant les années 1848 à 1850, 1870 à 1878 et à partir de 1914.

Ajoutons, en passant, pour la période de 1914 à nos jours, le décret du 3 juillet 1915 (Off. 8 juillet 1915, p. 4631), et la loi du 12 février 1916 (Off. 13 février 1916, p. 1218) concernant : le premier, l'exportation de l'or sous quelque forme qu'il se présente, et la seconde, la spéculation sur la monnaie française, que ces deux mesures défendent.

§ 2. *Textes concernant les paiements en numéraire.*

→ Ils sont peu nombreux et bien insuffisants pour avoir provoqué une controverse qui n'est pas encore vidée.

En matière civile, l'art. 1895 décide que « l'obligation

qui résulte d'un prêt d'argent n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat » (al. 1), et que « s'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement » (al. 2). Cet article parle du prêt d'argent, doit-il être étendu à toutes les obligations de sommes d'argent quelle qu'en soit la source? Avec l'art. 1162 c. civ., il consacre le choix de la monnaie comme appartenant au débiteur et par là, condamne le créancier à subir toujours la perte, est-ce juste? Ses termes sont absolus, mais est-ce là une mesure d'ordre public, à laquelle il n'est pas permis de déroger par convention (art. 6, c. civ., etc.)? Si l'art. 1895 semble consacrer l'égalité de valeur entre les monnaies légales, est-ce bien là son intention, et serait-ce possible? Autant de questions auxquelles nous aurons à répondre!

En matière commerciale, l'art. 143 c. com. décide qu'une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique et l'art. 187 du même code permet l'extension de la règle au billet à ordre. Mais cet article apportant une dérogation expresse aux dispositions de l'art. 1895, ne doit-il s'appliquer qu'aux seuls effets de commerce, ou aux seules opérations commerciales? Cela pourrait sembler douteux, puisqu'il est l'application des principes posés par les art. 1243 et 1134 du code civil. Si ceci est vrai, comment concilier les art. 143 du code de commerce avec l'art. 1895 du code civil?

L'art. 338 c. com., relatif aux assurances maritimes, déclare que « tout effet dont le prix est stipulé dans le

contrat en monnaie étrangère est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France suivant le cours à l'époque de la signature de la police. » Quelle est la portée de cet article dans notre matière ? Peut-on s'en inspirer toutes les fois qu'il s'agirait de transposer la valeur d'une créance de monnaie étrangère en monnaie française ?

Il y a encore l'art. 475 § 11 c. pén. déjà cité. Ses termes sont absolus, mais ne comporte-t-il pas d'autre dérogation que celle prévue par les art. 143 et 187 c. com. ?

Ce sont là, avec les lois monétaires, les seuls textes dont nous disposons en législation française et qui touchent aux paiements en numéraire. En repassant la foule de questions qu'ils font naître, on s'aperçoit combien ils sont insuffisants ou contradictoires. Dans le cas, très fréquent, où les parties ont, dans leur convention, entendu déterminer elles-mêmes la monnaie de paiement ou la valeur pour laquelle elle serait reçue, droit que semble leur donner l'art 143 c. com. mais qui est nettement nié par les art. 1895 c. civ. et 475 c. pén., elles n'ont plus que le recours à l'art. 1134 c. civ. suivant lequel la convention légalement conclue fait loi entre les parties (al. 1) et, doit être exécutée suivant la bonne foi (al. 2) et à 1243 qui dit que le créancier ne peut être forcé d'accepter autre chose que ce qui lui est dû. Mais quel est ce dû ? Est-ce la monnaie légale, dont parle l'art. 1895 et dont le refus est érigé par l'art 475 c. pén. en contravention, ou bien l'espèce particulière que le créancier a stipulée et que le débiteur a promise ? Cette stipulation serait-elle valable alors qu'elle déroge

à ces deux articles? Où est la bonne foi, dans l'exécution littérale du contrat ou dans le fait de n'exiger que la monnaie légale? Quelle est la portée pratique et juridique de la clause? De quel côté est l'intérêt ou l'équité? Quid au cas où la clause, contrairement à ce qui semble être la volonté de l'art. 1895, fait une distinction de valeur, se rapportant par exemple au cours en bourse, entre les différentes espèces ayant cours légal en France?

Voilà des questions à résoudre.

PREMIÈRE PARTIE

Les paiements en numéraire en temps normal

Principes Généraux

Toute dette de somme d'argent doit être acquittée en numéraire, le débiteur ne pouvant forcer son créancier à accepter une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande (art. 1243 c. civ.). Ainsi le débiteur ne peut lui imposer en paiement un immeuble (1), un mandat de paiement (2), un mandat poste, contributions (3), retraits ou télégraphique (4), un bon de poste, un chèque ordinaire, barré, rouge ou un chèque postal, une rente, une lettre de change ou un billet à ordre même

(1) La novelle Justinienne tit. IV, chap. III, a été formellement rejetée par les auteurs du C. C. (Exp. motifs de Bigot de Préameneu devant la Législative et de Joubert devant le Tribunal. — Loaré XII, p. 387, n° 421 et p. 465, n° 14 — cfr. Pothier 530 ; Toullier VII, 66 ; Duranton XII, 71 ; Massé et Vergé sur Zacharie III, p. 423, note 2 ; Demolombe IV, 236 ; Aubry et R. IV, § 318, p. 157, note 2, 5^e éd. ; Laurent, XVII, 555.

(2) Alors même que le débiteur, étant une commune, se prétendrait autorisé par les nécessités de la comptabilité à offrir un pareil mandat (Lyon, 2 juin 1854, S. 55, 2, 79, D. 55, 2, 168).

(3) Le reçu délivré contre versement des contributions est libératoire envers le trésor pour les impôts directs et taxes assimilées (Décr. 25 juin 1911, Off. 27 et L. 30 juin 1916, D. 13. 4. 255) mais ne saurait jouer en aucune autre circonstance.

(4) Le porteur d'une lettre de change, décide la cour de Caen, n'est pas tenu d'accepter ce mandat à lui adressé par le tiré (7 déc. 1903, D. 04, 2, 344) celui-ci n'étant qu'un titre nominatif payable au destinataire sur sa quittance et dans un lieu déterminé.

exigibles, un warrant (1), etc. (2), cependant, s'il a été stipulé un règlement en billets : il s'agirait alors de billets signés par le débiteur lui-même et non de valeurs de portefeuille (Paris, 14 mars 1838, D. Rep. v° oblig. 1756). En outre, sous la réserve des prescriptions légales, l'acceptation expresse ou tacite par le créancier d'un effet de crédit à lui régulièrement transmis comporte la libération du débiteur. Rattachons ici, à titre d'exemple, deux arrêts récents. — La loi du 19 février 1874, veut que le chèque, même au porteur, soit acquitté par celui qui le touche (art. 5), sous peine d'amende contre celui qui le paie (art. 7). La question serait de savoir quel serait l'effet du paiement d'un chèque non acquitté. La prescription dont nous venons de parler a le caractère d'une formalité substantielle sans laquelle le paiement du chèque ne peut être ni régulier, ni libératoire et celui qui en règle le montant sans exiger l'acquit du porteur commet une faute engageant sa responsabilité. (Paris, 8 déc. 1921, Gaz. Trib. 22-2-156). Le paiement effectué à la suite d'un endossement en blanc, sans être recouvert d'acquit n'est donc pas libératoire. C'est l'application du droit commun suivant lequel un fait, pénalement répréhensible, ne peut être civilement valable (cependant v. p. l'émission de valeurs mobilières, Rev. dr. civ. 1913, p. 195). La solution de la Cour de Paris semble nouvelle (Demogue, Rev. dr. civ. 1922, p. 648). — Dans un ordre d'idées un peu différent, que doit-

(1) Sur son caractère, v. Req. 27 juin 1882, D. 32, 1, 358.

(2) Larombière IV, art. 1246, n° 8; Merlin, Rép. v° legs, S. III, § 2; Toullier VII, 53; de Villargues, v° Paiement, p. 114 et s.; Demolombe, XXVII, 261; Laurent XVII, 559 et s.; Baudry, L. et B. II, 1475; Hue VIII, 37 et s.; Aubry et R. loc. cit., p. 158; Lyon, C et R. IV, 363ter.

on décider dans le cas où un débiteur, pour se libérer envers son créancier, lui remet un chèque tiré sur une banque, où le créancier s'y présente et demande un mandat rouge sur la Banque de France, alors que, le jour même, celle-ci lui déclare ne pouvoir faire le virement faute de fonds, et que, le lendemain, la banque tirée suspend ses paiements ? Qui supportera la perte dans ce cas ? La Cour de Paris (30 nov. 1921, Gaz. Pal. 22. 1. 162 et conclus. Dreyfus confirmant civ. Seine 9 avril 1913, Rev. dr. civ. 1913, p. 627) décide que le débiteur, tenu en même temps que la banque d'acquitter le chèque, ne peut invoquer l'art 1284 c. civ. admettant que la remise volontaire du titre à un codébiteur solidaire fait présumer la remise de dette ou le paiement, car le porteur n'a pas remis à la banque le titre original de la dette, mais seulement un instrument de paiement. D'autre part, la remise du chèque avec mention « payer en mandat rouge », était, dans l'intention des parties, subordonnée au virement que devrait opérer la Banque de France, de sorte que l'acquit ne devenait définitif que si le mandat adressé à la Banque de France était suivi d'exécution. En outre, y avait-il faute de la part du créancier à ne pas demander le paiement en numéraire, alors que la banque payait encore ce jour-là ? La Cour en s'appuyant sur les travaux préparatoires des lois de 1865 et 19 janvier 1874, desquels il résulte que le paiement d'un chèque peut se faire autrement qu'en espèces, du fait que ce procédé est vivement encouragé par tous ceux qui ont le souci de la prospérité économique, pense que demander un ordre de virement était une opération régulière et normale. — A remarquer que le

porteur s'était présenté dans les délais légaux pour demander le chèque rouge et le virement. S'il avait laissé expirer les délais, s'il y avait eu retard de sa part, il semble qu'on devrait admettre la solution contraire (Demogue, Rev. dr. civ. 1922, p. 419 et s.).

Il est encore de principe que tout paiement doit être effectué dans la monnaie que la convention indique (cfr. art. 143 c. com., 1243 et 1134 c. civ.) ou encore, dans la monnaie du lieu d'exécution de l'obligation (art. 1895 c. civ. et 475, § II c. pén.). Nous avons intentionnellement opposé ces deux principes qui semblent contradictoires pour souligner la difficulté. Il y en a une autre résultant du fait que l'art 475 c. pén. ordonne l'acceptation de la monnaie nationale pour sa valeur légale.

Nous allons examiner la question suivant que la convention renferme ou non une clause déterminant la monnaie de paiement ou sa valeur. Mais, avant d'entrer en matière, qu'il nous soit permis d'ouvrir une courte parenthèse sur le temps normal, objet précis de cette partie, et sur le régime monétaire correspondant.

Le temps normal comprend en France les époques de l'an XI (en prenant comme point de départ la loi fondamentale de son régime moderne) à 1848, de 1850 à 1870 et de 1878 à 1914. Il est caractérisé par la convertibilité du billet de banque, qu'il soit ou non institué monnaie légale par la loi. A ce propos, rappelons les deux périodes dont nous avons parlé (p. 40) : de trois ou de deux valeurs de cours, périodes délimitées par l'art 1 de la loi du 12 août 1870, non abrogé.

CHAPITRE PREMIER

Les paiements en numéraire à défaut de clause

Nous aurons à déterminer ici, faute d'une désignation expresse dans la convention, ou au cas d'une stipulation obscure, ou prêtant à confusion, ou encore d'une obligation non-contractuelle, quelle est la monnaie de paiement et celle de ses valeurs qui servira de base de compte, c'est-à-dire :

Quelle est la monnaie dans laquelle un paiement doit être effectué, alors surtout que les parties sont ressortissants de pays différents ou que le lieu d'exécution différant du lieu du contrat soulève la question ;

Quelle est, de toutes les espèces en cours de la monnaie ainsi déterminée dans son genre d'après son lieu d'origine, celle qui doit être fournie ;

Et enfin, quelle est de ses valeurs intrinsèque, nominale ou de change celle qui doit l'emporter dans un paiement ?

SECTION I. — *La monnaie de paiement dans les rapports internationaux et sa valeur.*

Comme ce titre l'indique, nous aurons deux questions à examiner, mais pour arriver à le faire d'une façon claire et précise, il nous semble indispensable de distinguer la monnaie de la convention ou de l'obligation de la monnaie d'exécution.

§ I. *La monnaie de la convention.* — C'est elle l'élé-

ment prépondérant de l'obligation, c'est elle qui déterminera la valeur de la créance.

En partant du principe de l'autonomie de la volonté, principe consacré dans presque toutes les législations modernes (1), il faut avant tout, lorsqu'il y a doute sur la monnaie du contrat, rechercher dans les circonstances de fait ou dans l'esprit du contrat, quelle est l'intention probable des parties contractantes, et ceci, sans s'arrêter aux expressions et dénominations inexactes ou douteuses dont elles ont pu se servir (2). Faute de pouvoir dégager cette intention, et alors sur une présomption de volonté, sur une considération pratique, le principe, presque unanimement admis, est que la monnaie du contrat est celle du lieu de son exécution (3).

Ce lieu est déterminé par la convention et, à défaut, par les circonstances de fait ayant présidé à sa conclusion (4); dans le doute, par les dispositions de l'art. 1247, code civil français (5), donc en dernier lieu par le domicile du débiteur (6). Mais s'il semble que les parties n'ont pas eu l'intention de se référer à la monnaie du lieu

(1) Art. 1134 c. civ. fr. et ses applications dans notre matière, 143 c. com et 1243 c. civ.

(2) V. art. 1156 c. civ. fr.; art. 18 c. fédéral des O.; B. G. B. 133; 1131, c. civ. ital.

(3) Req. 18 nov. 1895, Cl. 96, 381; Trib. supp. Monaco, 16 févr. 1894, Cl. 94, 894; Chambéry, 21 nov. 1894, S. 99. 1. 270; com. Marseille 25 juin 1895, Cl. 96. 597; civ. Seine, 21 juillet et Belfort, 5 nov. 1920, D. 21. 2. 9; civ. Seine, 21 juillet 1921; D. 21, 2, 14 et 24 janvier 1922, Gaz. Trib. 22, 2, 117. — Vincent et Pénaut, Dict. v° oblig. 63 et s.; Valéry Mann. dr. int. priv.; Rolin, Pr. de dr. int. priv. II; Despaquet et de B., Pr. 311; Lyon-C. et R. IV, 303.

(4) Desp. et de B. loc. cit.; Rolin, II, 963; Valéry 698 et Dreyfus, p. 371 cité; v. aussi civ. Annecy, 2 déc. 1920, D. 21, 2, 9.

(5) Desp. et de B. 309.

(6) App. des art. 1247 et 1162 c. civ. — v. aussi Seine 21 juillet 1920 et civ. Belfort, 5 nov. 1920, cit.

du paiement, tout contrat doit s'interpréter « par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé » (art. 1159 code civil). Ainsi : la commission à payer à un courtier en raison d'une vente de vins d'Espagne doit être payée suivant les usages de la place de Bordeaux, si la convention y est conclue, non en pesetas mais en monnaie française (Bordeaux, 20 août 1899, Journ. C. App. B., 1900, 1, 121); et encore le contrat d'ouverture de crédit passé en France par une banque suisse, au profit d'un français, doit, dans le doute, être interprété conformément à l'usage en France (civ. Thouon, 22 décembre 1920, D. 21, 2, 9; voir encore Genève, Sem. Jud., 1903, p. 120), Mais le lieu du contrat et les usages ou le langage employés en cet endroit ne peuvent pas l'emporter sur l'intention contraire des parties, exprimée ou présumée (Laurent, VII, p. 883; Weiss, Tr. de dr. int. priv., IV, p. 333; Picot, Le cours du change et le dr., p. 15 et s.).

Lorsque c'est le lieu d'exécution qui détermine la monnaie, ce n'est pas celui où le paiement s'effectue en fait, par suite d'une circonstance peut-être fortuite (un changement de domicile), mais le lieu où le paiement devait être fait en droit (v. Rolin, II, 965). Ainsi, le marché conclu en Suisse, en francs, le débiteur y ayant son domicile au moment du contrat, doit être exécuté en francs même en Italie; le lieu du paiement ne pouvant changer le prix des marchandises (Genève, 10 janv. 1903, Cl. 05, 744).

Au contraire, lorsque c'est le domicile du débiteur qui détermine la monnaie de paiement, ce sera celui qu'il aura lors du paiement, l'art. 1247 code civil ayant entendu parler de celui-ci et non pas de celui qu'il avait

au moment du contrat (Cass., 9 juillet 1895, S. et P. 95, 1, 336) (1). Quid au cas où, en fait, le débiteur en a plusieurs, comme dans l'espèce d'une police d'assurances-vie signée à Bâle et stipulée payable soit à la Caisse centrale à Bâle soit à son agence de Paris? La jurisprudence pense dans ce cas que si la police impose au créancier du montant de prendre l'initiative des formalités préalables (justifier de son existence lors de l'échéance et réclamer le paiement dans le délai convenu), le paiement devient quérable et l'assuré est alors libre de se faire payer à son choix en France ou en Suisse (civ. Seine, 15 juillet 1921 et 24 janvier 1922, Gaz. Trib. 1922, 2, 117). Cette solution ne nous semble pas devoir être généralisée; il y a dans le contrat d'assurances bien d'autres éléments qui doivent fixer sur l'intention des parties (*infra*).

Mais alors même que la convention désigne la monnaie de paiement, celle-ci peut souvent rester douteuse. Ainsi, dans le cas où la monnaie est déterminée par son nom générique, alors que celui-ci est employé dans plusieurs pays à la fois, mais avec une portée différente (au cas, par exemple, d'un paiement stipulé en florins, en couronnes, en piastres, en livres (2)). Même doute encore si les monnaies de même nom et de valeur égale au pair, voient, à la suite d'une circonstance exception-

(1) En ce sens : Marcadé, IV sur 1247, n. 2 ; Massé et Vergé sur Zacharie, III, p. 427, § 561, note 13; Aubry et R., IV p. 202 § 319, note 15; Laurent XVII, 592; Laromb. art. 1247, n. 8; Demolombe, IV, 270. — *Contra* : Duranton, XII, 401. Zacharie édit. Massé et V. *ubi supra*.

(2) Au pair, le florin d'Autriche vaut, en fr. 2,50, celui de Hollande 2,10; la couronne autrichienne 5,44, celle d'Indo-Chine 5,40, scandinave 1,33; la piastre de Cochinchine 5,44; du Mexique 5,00, de Turquie 0,22; la livre anglaise vaut 25 fr. alors que la livre turque vaut seulement 22,70 fr.

nelle, leur parité détruite au change (1). Ou encore, lorsque la pratique se met de la partie pour brouiller le terrain d'entente : en Roumanie, pour préciser, la monnaie de compte et de cours est le « leu », mais on emploie couramment pour le désigner l'expression francs que l'on insère souvent dans les conventions et ce langage est loin d'enrayer la confusion (2).

Il importe, dans ces différents cas, de savoir quelle est la monnaie que les parties ont visée lors de la conclusion du contrat. C'est une question de fait, et on ne peut donner une solution d'ensemble. Il s'agirait, dans chaque cas particulier, de déterminer l'intention probable des contractants et les juges du fait auront un pouvoir discrétionnaire pour trancher la difficulté suivant le cas. Faute de pouvoir découvrir cette intention dans les circonstances proches ou éloignées du contrat (3 *in fine*) il nous semble qu'il faut s'en tenir aux principes énoncés plus haut, à la monnaie du lieu d'exécution de la créance, en premier lieu. Ceci, basé sur une présomption de volonté et sur l'utilité pratique, évidente surtout dans le cas des effets de commerce, intermédiaires courants d'extinction des dettes.

(1) Le 16 mai 1923, le franc suisse valait à Paris 2,705, le franc belge seulement 0,862.

(2) Le « leu » valait à la même date (note 1), à Paris 0,073. La question de savoir si le débiteur devait s'acquitter en x lei, ou de la même somme en francs, ce qui est bien différent, s'est posée devant la Cass. roumaine III^e Chambre, 47 nov. 1920, Pandectele romane 1924, C. I.

(3) La question est en effet controversée et loin d'être tranchée. On trouvera un exposé très fourni des opinions émises dans Massé (Le dr. com. dans ses rapp. avec le dr. des gens, I. 604-610) et son opinion personnelle (611). Pour les auteurs modernes, M. Lyon-Caen et Renault (Tr. IV, 302), s'appuyant sur Alauzet (IV 1395), pensent, à propos de la lettre de change, qu'il faut s'attacher à la monnaie du lieu de l'émission de la lettre, du

Pour ce qui est des circonstances de fait ayant concouru à la conclusion de la convention, indiquons à titre d'exemple qu'un important élément pour discerner l'intention des parties, au cas, du moins, ou une assez forte différence de change tranche l'individualisation des deux monnaies de même nom, est le mode d'exécution adopté antérieurement au litige, monnaie de paiement des intérêts au cas de prêt, des primes ou des parts de bénéfices

moins dans le système français d'après lequel la lettre est l'exécution d'un contrat de change, les termes ayant dû être employés dans le sens accepté là où le contrat s'est formé (« là où le contrat devrait être exécuté » pourrait être dit avec autant de raison, croyons-nous, puisqu'il s'agit d'un contrat de change). Autrement disent les auteurs cités, il serait singulier que deux lettres tirées par la même personne au profit d'un même bénéficiaire eussent une valeur différente suivant le lieu du paiement (nous ne le croyons pas). Demangeat et Bravard (III. 233 en note) — cités par eux, — ajoutent qu'autrement le tireur pourrait être victime de son ignorance (oui, mais que vaut cet argument devant l'intérêt des preneurs successifs ?... (voir la suite). Mais, disent Mrs Lyon-Caen et Renault, il faut se préoccuper du porteur qui a dû penser naturellement à la monnaie du lieu du paiement, qui doit prévaloir dans la théorie voyant dans la lettre de change une monnaie de paiement (comme dans l'autre, ajouterons-nous). — M. Rolin (II. 965.) s'attache au lieu d'exécution dans le cas d'un achat fait à Vienne par un étranger, le paiement étant stipulé en Hollande, car il est alors douteux que le paiement puisse se faire en un même chiffre de florins Hollandais. Dans le cas d'une traite de 400 livres tirée de Constantinople sur Londres, le porteur a droit en principe à 400 livres sterling. Mais s'il avait prêté la somme en livres turques, il n'aurait droit qu'à leur valeur en livres sterlings. De toute façon, pense Rolin, si le calcul du montant en monnaie du lieu du paiement conduisait à un prix dérisoire ou ridiculement exagéré, on devrait s'en tenir à la monnaie du lieu du contrat (v. notre texte). C'est une question d'interprétation. — Ainsi (Valéry, 694) par exemple, un Autrichien qui affrète un navire scandinave à Marseille à raison de 10 couronnes la tonne, devra en francs 10,50, ou 13,30 par tonne suivant la monnaie de paiements. Il faut alors voir les circonstances dans lesquelles la dette est née, pour démêler l'intention probable des contractants ; s'il s'agit d'un prêt, quelle est la monnaie fournie ; pour tout autre contrat, il faut tenir compte du lieu de sa formation, de la correspondance échangée, de la valeur des marchandises achetées, de la convention, etc. Et dans le doute, M. Valéry croit qu'il vaudrait mieux prendre la moyenne, entre ce que réclame le créancier et ce qu'offre le débiteur. Cette dernière solution ne vous paraît pas très juridique ; en ce qui concerne les autres, nous renvoyons au texte.

en matière de rente, etc.), l'acte d'exécution répété du débiteur pouvant constituer une preuve de sa volonté initiale; le débiteur serait dès lors mal venu à invoquer l'erreur s'il a payé en monnaie forte, à revendiquer l'action en répétition de l'indû et le droit de continuer les paiements dans la monnaie la plus basse, et, dans le cas où il aurait payé dans celle-ci, à réclamer le bénéfice de l'assurance dans la monnaie à cours fort (v. Picat, cit., p. 16). Cette idée semble appelée à entrer dans la jurisprudence. En effet, une compagnie suisse assure une personne sur la vie et l'indemnité est stipulée payable au siège, à Genève, donc en francs suisses, monnaie du lieu d'exécution. L'assurance passe en même temps un contrat de réassurance avec une compagnie française, « aux clauses et conditions de la police directe ». La question est de savoir si l'assurance peut réclamer au réassureur le remboursement de la somme payée en francs suisses? L'affirmation n'est pas douteuse, et telle est l'intention des parties. Cependant la 1^{re} Chambre du tribunal civil de la Seine (8 avril 1922, Gaz. Trib., 22, 2, 486) décide le contraire, elle rejette l'argument que « le contrat de réassurance créerait un lien de droit entre le réassureur et l'assuré puisque les clauses du contrat primitif d'assurance seraient opposables au réassureur ». Car, « l'assurance et la réassurance constituent deux contrats bien distincts ». C'est en vain que le contrat de réassurance contient les mêmes clauses que le contrat primitif; « une semblable référence ne saurait viser en aucune manière les conditions spéciales stipulées par l'assureur pour sa libération envers l'assuré ». M. Demogue pense

que l'intention des parties était de rendre l'assureur indemne par l'engagement du réassureur et que, si le franc suisse avait baissé au change, le réassureur n'aurait eu à payer que dans cette monnaie dépréciée. La réassurance est bien un contrat distinct, mais son but est de garantir contre les risques de l'assurance. En somme, il semble que le tribunal a été défavorablement impressionné par le fait que l'assureur, depuis la baisse au change de la monnaie française, n'a jamais payé ses primes qu'en *francs français*. «Ce qu'il avait cru adroit à ce moment se tourne contre lui». (Rev. dr. civ., 1922, p. 900 et s., v. aussi p. 182, 420 et 648.) Pour rester sur le terrain de la pratique en matière d'interprétation de l'intention des parties, citons cette autre espèce. Une société argentine émet en France des obligations libellées de la façon suivante : capital «100 pesos-or ou 500 francs», intérêt annuel «pesos 4,50 ou 22.50 fr.». Pourrait-elle, en profitant de la dépréciation du franc par rapport au peso, prétendre payer en francs français en se prévalant de l'art. 1190 code civil, qui, en cas de dette alternative, laisse le choix au débiteur s'il n'a pas été expressément accordé au créancier? Le tribunal civil de la Seine (1^{re} Chambre, 16 nov. 1921, Gaz. Pal., 22, 1, 125) ne le pense pas. L'art. 1190 n'est qu'interprétatif de la volonté des parties, de sorte que son application en droit fut-elle possible, elle devrait être écartée si, en fait, cette volonté apparaissait différente». Les circonstances spéciales de l'émission, le désir de garantir le créancier contre un change défavorable expliquent que ce dernier seul doit avoir le choix. (V. les remarques de M. Demogue, Rev. dr. civ. 1922, p. 420). Rattachons ici une autre espèce

à peu près semblable. L'acte de concession du canal de Suez porte que les droits de passage seront payés en francs, sans exception ni faveur et sans excéder la somme de 10 francs par tonne. Il s'agit de savoir si une compagnie de navigation pourrait prétendre payer en francs français. Il est hors de doute, soutient avec raison le Tribunal civil de la Seine (7 juillet 1922, *Gaz. Trib.*, 1922, 2, 561), qu'on a voulu parler d'un étalon fixe et invariable et non pas du franc-papier n'ayant pas cours légal en Egypte, qui pouvait, suivant les circonstances économiques ou politiques, subir des fluctuations de valeur. Le canal de Suez est une voie internationale, y ont accès les navires de toutes les nationalités, et tous, d'après l'acte de concession, doivent y être traités sur le pied d'égalité. Il fallait donc, pour faire régner cette égalité, établir un type qui fût le même pour tous et qui ne peut être que le franc-or, l'or étant l'élément commun et fondamental de tous les systèmes monétaires. L'argumentation semble solidement bâtie; cependant, remarque avec justesse M. Demogue, la seconde raison est faible : l'égalité serait tout aussi assurée si tout le monde payait en francs-papier. Il entre donc dans cette décision une autre considération : le maximum des droits que la compagnie est autorisée à réclamer étant de dix francs, il est inadmissible que, si le franc baissait considérablement, la compagnie ne put faire ses frais, ne recevant qu'une monnaie dépréciée (soit fr. 3,33 environ au taux actuel de la valeur du papier français, *Rev. dr. civ.*, 1823, p. 159). De même au cas d'une constitution de dot en une monnaie étrangère, le mari, l'ayant reçue, en doit la restitution en valeur à la dissolution du

mariage (v. Nancy, 17 juin 1922, Gaz. Trib., 22, 2, 535 et note Chap. III, Partie III).

Au risque d'alourdir notre exposé, il nous semble intéressant, vu l'importance pratique de la question, de donner quelques décisions récentes concernant la monnaie due en matière de chèque. Imaginons un chèque tiré de Suisse sur une place française. La jurisprudence semble faire une distinction. Si la dette est payée *en fait* par chèque elle voit là un paiement fait au lieu où le chèque est payable (Toulon, 11 mars 1868, S. 68, 2, 208; civ. La Rochelle, 4 mai 1917, *La Loi*, 31 mai 1917; Chambéry, 1^{er} juillet 1919, *La Loi*, 10 janvier 1920; Lyon, 18 octobre 1921, Gaz. Pal., 21, 2, 479); au contraire, si la dette était *stipulée* payable en chèque, la Cour de Nancy (27 juillet 1921, Gaz. Pal., 1921, 2, 371) estime que le lieu du paiement est le lieu de remise du chèque, le bénéficiaire devenant propriétaire de la provision et la remise du titre constitue, s'il y a provision, un paiement équivalent à une dation d'espèces (v. obs. de M. Demogue, Rev. dr. civ., 1922, p. 186). Mais la Cour de Poitiers (15 mai 1922, Gaz. Pal., 22, 2, 58) rejette cette solution : « Le chèque, tel qu'il est expressément défini dans la loi, est un mandat donné par le débiteur à une autre personne de payer son créancier; le dépôt préalable de la provision, exigé par la loi pour alimenter le chèque, effectué en dehors du créancier qui y reste étranger, n'est pas un paiement et n'équivaut pas non plus à un paiement... » Le chèque n'est donc rien de plus qu'un ordre de paiement donné par le débiteur qui reste maître jusqu'au dernier moment de le retirer, et le créancier en le recevant n'est pas encore payé, il ne reçoit qu'un paiement

conditionnel qui ne libérera son débiteur qu'au moment de la réalisation de la condition, de l'encaissement effectif. Cet arrêt groupe donc les deux opérations. Nous le croyons justifié en droit, voyez cependant les critiques de M. Demogue (*Rev. dr. civ.*, 1922, p. 186). Seulement la solution de la Cour de Poitiers ne doit naturellement pas l'emporter sur l'intention des parties. Ainsi, supposons un commerçant de Paris faisant vendre de l'argent en barres à Londres et demandant à son correspondant de lui envoyer à Paris, en un chèque, le montant de la vente faite à son compte, sans indiquer la monnaie. Le Trib. com. de la Seine (18 mars 1921, *Gaz. Pal.*, 22, 1, 16) en se référant peut-être aux décisions que nous avons citées et à d'autres que nous allons voir, déclare qu'ayant expressément accepté, en fixant le lieu de l'exécution, d'être payé en monnaie française, c'est à juste titre qu'on lui a adressé un chèque représentant la somme en francs. Cette décision semble juste. Pourtant l'avis de M. Demogue est que le mandataire vend en livres, il est débiteur en livres. On lui demande un règlement par chèque, il doit envoyer un chèque en livres. L'ordre d'envoi n'implique pas novation de la dette en francs. S'il est vrai que le tribunal dit que c'est la loi du lieu où le paiement doit être fait qui détermine les espèces, cette règle n'a rien d'absolu, elle répond seulement à une intention probable, à défaut de tout autre élément. Mais ce mode de paiement met le créancier à l'abri de tout risque de perte au cas d'une baisse du change français, comme il exclut tout gain au cas contraire, si des fluctuations advenaient entre l'émission du chèque et la date du paiement ; il donne donc une sécurité dont il

faut tenir compte (Rev. dr. civ. 1922, p. 419, rappr., p. 187 et 1920, p. 361, et 1921, p. 744). Mais relevons cette observation juste que le moindre aléa et la sûreté nécessaire aux transactions commerciales doivent constituer un important facteur dans la recherche de l'intuition probable des parties, et nous allons la reprendre.

En somme, toute dette de somme d'argent résultant d'une obligation contractuelle, doit être considérée comme se référant à la monnaie du lieu du paiement, à moins que les parties aient entendu déroger à cette règle. Cette intention peut ressortir clairement de l'énoncé du contrat ou résulter des circonstances de fait ayant concouru à sa conclusion. Nulle règle absolue ne peut être donnée pour leur interprétation, on doit s'en remettre à la sagesse du juge, dont le pouvoir d'appréciation en cette matière échappe au contrôle de la Cour suprême. Par l'application de ce principe, tout paiement à effectuer en France doit être considéré comme visant la monnaie du lieu (1) sous la réserve que nous venons d'indiquer. Cette solution s'appuie sur une présomption de volonté, l'utilité pratique et juridiquement stricte, sur les art. 1895 c. civ. et 475 § II c. pén., et encore et sauf controverse, sur les art. 6 et 3 du c. civ. Ceci fait que la question de la monnaie du contrat (monnaie française, anglaise, etc.) ne se pose même pas dans les rapports internes. (§ 1. Chap. II).

(1) Chambéry 21 nov. 1894, cité; Req. 15 nov. 1895, S. 99. 1. 270. P. 96. 1. 134; Req. 11 juill. 1917, S. et P. 18-19. 1. 215; Cass. 7 Juin 1920, S. et P. 20. 1. 198 et note Ly. C.; civ. Seine 21 juill. 1920, Journ. Pal. 1921; civ. Seine 19 mars 1919, com. Marseille 26 sept. 1894, cl. 98. 749. — V. aussi Desp. et d. B. 311; Valery, 694 bis; Baudry-L. et B. II, 1477; Ly-C. et R., IV, 303; Planiol II, 424 et note.

Pour ce qui est des obligations légales (proprement dites, quasi-contractuelles, délictuelles ou quasi-délits) disons rapidement que le montant de l'allocation ou du dommage causé, doit être rapporté à la monnaie du lieu où la créance est née et, pratiquement, à son pouvoir d'achat sur cette place. Là encore, le pouvoir d'appréciation du juge est absolu et constitue le facteur déterminant.

§ 2. *La monnaie de paiement.* — Supposant la monnaie du contrat déterminée expressément ou par interprétation judiciaire, devant les prescriptions des art. 1895 c. civ. et 475 c. pén., la question qui se pose est de savoir si le débiteur est tenu de s'acquitter dans la monnaie du contrat, au lieu s'il peut ou doit s'acquitter dans la monnaie ayant cours au lieu du paiement.

Les opinions sont partagées.

Suivant MM. Lyon-Caen et Renault (IV, p. 260), le débiteur ne pourrait imposer en paiement à son créancier une monnaie autre que celle qu'il avait promise et ils appuient cette solution sur les textes et les principes généraux : on ne saurait parler de rigueur excessive puisque le débiteur est tenu de fournir la chose même qu'il a promise et que le créancier peut l'exiger alors même que le débiteur prétend en offrir une autre égale ou même de plus grande valeur (art. 1243 civ.).

Cette solution est admise par quelques auteurs, mais sous la condition que la clause contienne la mention « et non autrement ». Mais on fait remarquer que cette mention est sous entendue par la loi, que toutes les fois qu'on offre au créancier autre chose que l'objet dû,

il y a dation en paiement et que celle-ci suppose son consentement (art. 1248 civ.) (1). Bravard (III, p. 321), laisse la question à l'appréciation du juge. Tout dépend, suivant lui, de l'intention des parties : la lettre de change a pu être, pour le preneur, une spéculation sur la différence du cours de la monnaie et il a pu n'attacher aucune importance à la désignation de la monnaie. Cependant Bravard admet une présomption en faveur du porteur et pense, qu'à moins que le titre ne prouve l'intention contraire, le créancier serait en droit d'exiger les espèces indiquées. — MM. Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*) croient cette opinion contraire à l'économie de la lettre de change dont l'effet ne devrait pas être subordonné à des circonstances extrinsèques ; ils se demandent encore comment le porteur pourrait connaître cette intention que rien ne souligne. Demangeat (sur Bravard, III, p. 347) croit la présomption trop rigoureuse ; il laisse au tiré le droit de fournir les espèces promises ou leur valeur en monnaie française et tire ses arguments de la discussion au Conseil d'Etat (Loché, XVIII, p. 66), de l'impossibilité de fournir les pièces indiquées, enfin de l'art. 338, c. com. Mais aucun de ces arguments ne semble décisif à MM. Lyon-Caen et Renault. Ils pensent que, dans la discussion au Conseil d'Etat, on a plutôt fait allusion à la pratique qu'au droit strict des parties ; que l'impossibilité de se procurer les espèces promises se trouvera rarement réalisée ; que l'art. 338 fournit aussi un argument à contrario ; qu'en outre ce système méconnaîtrait l'art. 143

(1) Ly-C. et R. IV, p. 260 ; en ce sens Nauguier I, 946, Pardessus I, 204 et 401 ; *contra* : Boistel 799, Bedarride I, 384, Alanzet, IV, 1394, Bravard III, p. 321.

c. com.; et que soutenir que l'art. 475, § 11 c. pénal, punirait le créancier qui se bornerait à exiger ce qui lui est dû, ce serait donner à cet article une portée excessive.

L'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault concernant la lettre de change nous semble juste. Le tiré serait donc tenu de verser la monnaie que la lettre indique, et le créancier ne pourrait pas refuser, un pareil paiement (v. Req. 18 nov. 1895, D. 96, 1, 341) (2). Cette solution, nous semble-t-il, doit être étendue en matière civile toutes les fois que l'intention des parties n'est pas manifestement contraire à cette interprétation (v. Demogue, Rev. dr. civ., 1921, p. 744 et 747 et Journ. Nat., 1823, p. 100). Cependant, dans le cas d'un Russe créancier en roubles d'un Français habitant Paris, qui assigne celui-ci en France en paiement du montant de la créance en roubles ou de la somme équivalente en francs au cours de l'assignation, le juge en première instance condamne le débiteur à payer en monnaie française, la Cour d'appel déclare les offres réelles faites en roubles par le débiteur non valables, et confirme le jugement et la Haute Cour (Req. 11 juillet 1917, S. 18-19, 1, 215) rejette le pourvoi en déclarant qu'il est de principe que tout paiement fait en France, quelle qu'en soit la cause, doit être fait en monnaie française et qu'il n'appartient pas aux parties de déroger à cette règle. Cette solution nous semble excessive et nous croyons que la Cour y a été amenée

(2) La loi allemande (art. 37) décide que si la lettre de change indique une monnaie qui n'est pas en usage au lieu du paiement, elle pourra néanmoins être acquittée dans la monnaie du lieu à moins d'une indication formelle contraire. Dans le même sens l'art. 39 et 293 du C. Italien, l'art. 33, L. belge de 1872, l'art 315, C. Portugais, etc. — V. aussi C. civ. Autriche, art. 905, de Prusse, part I, tit. V., § 256 et s. et tit. II § 322. C. com. d'Espagne, art. 494; Foelix 120, Massé 611.

par les circonstances de fait. Nous pensons que si, dans la majorité des cas, un paiement doit se faire en France en monnaie française au cours du change étranger, c'est que telle est le plus souvent l'intention des parties. Il est en effet très probable que le créancier ait pensé recevoir de la monnaie dont il pourrait faire usage sur la place, mais une intention contraire peut exister, elle est juridiquement valable et elle doit enlever au débiteur la faculté d'offrir toute autre monnaie, au cours du change ou au même à un taux supérieur (app. 1243) (v. Demogue. Rev. dr. civ., 1920, p. 362, et Journ. Nat., 1923, p. 100 et note 5; Thaller et Percerou, cit., 1251; Valéry. cit., 696. Contra : Picot, cit.).

§ 3. *La valeur de la monnaie étrangère rapportée à la monnaie nationale.* — Le problème qui se poserait serait de savoir sur quel pied doit se faire une transposition de valeur de la monnaie du contrat dans la monnaie du paiement, au cas où les conditions de la convention permettent un paiement dans la monnaie du lieu d'exécution. Nous croyons cette question trop importante pour ne pas la traiter avec toute l'ampleur qu'elle mérite, aussi nous renvoyons pour son étude théorique à la Section III et pour son application pratique au Chap. III de la deuxième partie.

SECTION II. — *La monnaie de paiement dans les rapports internes.*

Pour savoir qu'en principe, tout paiement à faire en France doit être effectué en monnaie française, le problème n'est pas résolu. Des différences de valeur intrinsèque ou de change peuvent heurter la parité nominale

de diverses espèces en cours. D'autre part, la loi positive peut ne pas leur donner à toutes la même force libératoire. Nous aurons donc à rechercher quelle est, de toutes les espèces courantes en France, celle que le créancier a le droit d'exiger et le débiteur le devoir légal de fournir, et encore quelle est, de toutes les valeurs renfermées dans une espèce, celle qui déterminera sa valeur de compte dans un paiement. La première question ne présente aucune difficulté, aussi nous passerons rapidement.

§ 1. *L'espèce de libération.* — A. *Principes.* — La loi du 7 germinal an XI s'occupe des fabrication, vérification, rapport légal, etc., de la monnaie d'or et d'argent, mais n'apporte aucune limitation à leur pouvoir de libération. Elle n'érige même pas leur acceptation en obligation. Ce n'est que l'art. 1895 (alinéa 2) du Code de 1804, qui oblige les particuliers à les accepter en paiement et sur un pied d'égalité parfaite, disposition qui s'applique de toute apparence à toutes les espèces en cours. Le § 11, de l'art. 475 du code pénal (L. 12-22 février 1810) renforce cette mesure en érigeant le refus d'accepter la monnaie nationale en contravention. Ces dispositions combinées font la base de la notion *cours légal* (v. p. 145). Mais, les particuliers ne sont pas tenus d'accepter le billet de la Banque de France de l'an XI, qu'aucune loi, jusqu'à celle du 12 août 1870 (et, d'une façon temporaire, le décret du 15-16 mars 1848, jusqu'à son abrogation par la loi du 6 août 1850) ne leur impose (v. *infra*). Mais le cuivre et le billon sont-ils obligatoires pour n'importe quelle somme? On serait autorisé à le croire (1), puisque le décret du 18 août 1810 porte (art. 2)

(1) V. cependant les arrêts du Cons. de la Monnaie du 18 sept.

que cette monnaie « ne pourrait être employée dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour l'appoint de la pièce de 5 francs ». Ajoutons à ces monnaies d'appoint les pièces divisionnaires d'argent que la loi du 14 juillet 1866 ne rend obligatoires que jusqu'à concurrence de la somme de 50 francs, et le cuivre et nickel, postérieurs au décret de 1810, qui sont soumis aux règles du décret. Nous avons un aperçu sommaire, mais d'ensemble et par ordre de dates, des dispositions fournissant une base au problème des paiements.

B. *Applications.* — Limitées par la loi de 1870, considérons deux périodes. a) Dans la première, de l'an XI à 1870, déduction faite des années 1848 à 1850, trois valeurs de cours servent d'intermédiaire aux opérations d'échange. Tout créancier, personne privée ou publique, est tenu d'accepter en paiement la monnaie légale d'or et d'argent sans limitation du montant du versement, jusqu'à 1864 (v. Titre préliminaire) ou 1866; toute espèce d'or et la pièce d'argent de 5 francs, à partir de 1866 jusqu'à la fin de la période. Les offres réelles légalement faites dans ces conditions par le débiteur sont valables et libératoires, sans préjudice de l'amende et des dommages-intérêts que le créancier aurait à encourir du fait de son refus. Mais le créancier a légalement le droit de refuser le billet de banque; ni la loi de l'an XI, ni

1774 (Isambert, XXIII, 53) du 21 janv. 1781 (*cod.* XXVI, 1434), pour ne citer que les plus récents, ne l'admettent en paiement que pour l'appoint des sommes ne pouvant s'acquitter en écus de 6 ou 3 livres. L'arrêt du 14 niv. au IV (Duvergier IX, p 33), tout en reconnaissant le principe, l'admet en paiement des contributions pour 1/40 de la somme à verser, indépendamment de l'appoint. Cet usage pénètre dans la pratique, dans les rapports entre les particuliers (Merlin, Rep., v. paiement § 3) et la Cour de cass. le déclare légal (crim. 28 mai 1810). C'est dans cet état que le décret 1810 trouve la monnaie de cuivre.

les lois postérieures concernant l'organisation de la Banque de France ne lui ayant accordé « un pouvoir libératoire équivalente à celui des espèces ayant cours légal en France; et tout porteur d'une lettre de change payable en France a droit d'exiger le paiement en monnaie ayant cours légal » (Cass., 7 avril 1856, S. 71, 1, 103) (1). Le créancier est encore tenu d'accepter la monnaie d'appoint dans les conditions légales : le cuivre pour la somme de fr. 4.99 (décret de 1810 et loi de 1852) (2), l'argent jusqu'à concurrence, en dernier lieu de 50 francs (loi 1866) (3); tout ceci sauf l'application des art. 475, code pénal, et 1382, code civil (v. arrêts cités, note 2). b) Dans la seconde période, de 1878 (1^{er} janvier) au 5 août 1914, la question se simplifie : il n'y a que deux monnaies légales au lieu de trois valeurs de cours. L'art. 1 de la loi du 12 août 1870 décide, en effet, qu'à partir de sa promulgation « les billets de la Banque de France seront reçus « comme monnaie légale » dans les caisses publiques et par les particuliers (4) alors que son art. 2 suspend leur conversion. Or, l'art. 2 se trouve abrogé le 31 décembre 1877 (art. 28 de la loi du 3 août 1875), mais l'art. 1 reste en vigueur (Cass., 28 déc. 1887, S. 88, 1, 205) (5). A partir de 1878, le billet passe donc au rang de monnaie légale. Dès lors, à partir de cette

(1) P. discussions lors d la loi de l'an XI, D. Rep., v. oblig. n. 64 et Avis du Cons. d'Et., 12-30 frim. an XIV, *cod.* n. 98 et suppl. n. 27. — Dans le même sens Demolombe, XVIII, 261; Laromb. IV, art. 1246, n. 3; Laurent, XVIII, 559; Huc, VIII, 39; Aubry et R., IV, § 348 et note 7, p. 452.

(2) P. la loi de 1864, v. Cr. 13 juill. 1860, S. 60, 1, 120 et 9 nov. 1861, D. 65, 1, 270. — Cfr. Merlin, Rep., v. paiement § 3; Toullier, VII, 54; Planiol, II 421.

(3) Req. 6 mai 1864, S. 68, 1, 344 (deux arrêts), D. 68, 1, 341.

(4) Remarquons que la loi de 1870, art. 1, renvoie à la notion du cours légal tel qu'elle est admise pour la monnaie métallique.

(5) Il est d'ailleurs implicitement confirmé par la L. 17 nov. 1894 (art. 14).

date, tout paiement en or, billets de banque ou pièces d'argent de 5 francs est libératoire et son acceptation obligatoire pour le créancier quelque soit le montant du versement ou le choix de monnaie fait par le débiteur. Mais celui-ci ne saurait imposer un versement en cuivre ou monnaie d'argent divisionnaire au dessus du montant légal (v. Cass., 28 décembre 1887, S. 88, 1, 205, et Verdun, 18 janvier 1887, S. 82, 2, 144) (1). Le billet de banque a donc, dans cette période, la même force obligatoire que la monnaie légale métallique. Mais si le créancier est tenu de l'accepter en paiement quel que soit le montant de la créance, il n'est pas tenu de « rendre la monnaie » sur un billet d'une valeur supérieure au montant de la créance (Cr., 6 janvier 1872, S. 72, 1, 95 et note, v. aussi loi 7-12 septembre 1790) et le refus ne constituerait pas alors le fait caractérisé par l'art. 475, § 11, code pénal, le débiteur ne pouvant pas, par sa seule volonté, renforcer les charges de son créancier (v. note sous Cass., 28 décembre 1887, D. 88, 1, 217).

c. *Questions particulières.* — a) Le cours légal des billets de banques coloniales françaises est restreint au ressort de chaque banque, ne pourrait donc être invoqué au dehors, ni dans les pays de protectorat, voire même la Tunisie (Trib. Tunisie, 14 août 1890 et loi du 11 octobre -890. b) *Quid*, pour la monnaie des pays de l'Union latine circulant en France en vertu des différentes conventions et lois en vigueur? L'art. 475, § 11, code pénal, parle de « monnaie nationale », dès lors, le refus en France d'accepter une monnaie étrangère ne tombe pas

(1) Baudry-L. B. II, 1030; Huc, VII, 39; Aubry et R., IV, § 318, note 16; Lyon-C. et R., IV, 259; Laurent, XVIII, 562 et renvois.

sous le coup de cet article (Req. 29 décembre 1882, S. 83, 1, 93, D. 83, 1, 433). D'autre part, les conventions successives et les lois les approuvant (1), ne lient les Etats signataires que pour leur admission dans les caisses publiques, et les particuliers ne sont pas astreints à les accepter (arrêt précité et Cass. 9 août 1883, Cl. 84, 186) (2), et ceci alors même que ces pièces ont cours légal en Suisse et Italie, ou que la Banque de France et la Banque de Belgique ont pris l'engagement de les recevoir (note Ducroq, D. 83, 1, 433).

En somme, à défaut d'une convention déterminant la monnaie de paiement, tout créancier est tenu en France d'accepter la monnaie à cours légal ou à cours légal restreint dans les termes de la loi, tout en pouvant refuser le billet de la Banque de France à cours libre avant 1870, et, à toute époque jusqu'aujourd'hui, le billet d'une banque coloniale française en dehors de son ressort et toute monnaie étrangère, alors même qu'elle appartiendrait à un pays de l'Union latine. Le débiteur ne peut aller à l'encontre de ces prescriptions et le fait d'avoir volontairement, dans un paiement, mélangé parmi la monnaie légale française des espèces étrangères constitue un fait pénalement repréhensif (v. Corr. Seine, 28 janvier 1888 et loi du 29 janvier). Si le refus d'accepter en paiement une monnaie légale française constitue une contravention, l'obligation du débiteur de fournir une pareille monnaie est la condition de sa libération, à

(1) Conv. 23 déc. et L. 14 juill. 1866; Conv. 5 nov. 1878 et L. 1879; Conv. 6 nov. 1885 et L. 39 déc. 1885; Conv. 4 nov. 1908 et L.

(2) Au point de vue de l'application des art. 132 et 133, c. pén., concernant le faux monnayage, le même principe devrait être observé (Cass. 5 janv. 1884, S. 85, 1, 517 et Renault, Rev. Crit., 1884, p. 717).

moins, cela va sans dire, d'avoir l'assentiment de son créancier.

§ 2. *La valeur de la monnaie de paiement dans les rapports internes.* — Comme nous l'avons fait pour la valeur de la monnaie dans les rapports internationaux, nous renvoyons l'étude de cette question à la section suivante.

SECTION III. — *La valeur de la monnaie dans les rapports internes ou internationaux.*

La question qui se pose ici est de savoir quelle est des trois valeurs renfermées dans une espèce (v. p. 13), celle qui fournira la base de compte dans un paiement. Une distinction s'impose suivant que la monnaie est l'objet précis d'une obligation de somme d'argent, ou d'un contrat quelconque, de vente par exemple, dans quel cas la monnaie est traitée en marchandise. Examinons la question dans les rapports internes ou internationaux.

§ 1. *La valeur de la monnaie de paiement dans les rapports internes.* — A. *L'article 1895 du code civil.* — Au lieu de son origine, la seule valeur de la monnaie que la loi connaisse est celle dont elle-même l'investit : sa valeur nominale. C'est pour qu'elle serve de base de compte dans les transactions et facilite les opérations qu'elle la lui donne. C'est, d'après elle, à l'époque du paiement, et alors même que la monnaie aurait subi des variations de valeur ou des changements matériels entre la naissance de l'obligation et le paiement, que la monnaie sera comptée.

Ainsi, pour reprendre l'exemple de Zacharie, si une loi nouvelle réduit à 4 fr. 95 la valeur de la pièce de 5 francs, le débiteur de 1.000 francs les ayant reçus en 200 pièces de 5 francs doit verser, s'il le fait en mêmes espèces, 202 pièces plus 0.10 cent.; et à l'inverse, si la loi a porté la valeur de la pièce de 5 francs à 5 fr. 05, le débiteur ne sera tenu de rembourser que 198 pièces et 0.10 cent. (1). Le débiteur serait en perte ou en profit suivant le cas. Pratiquement, celui qui a emprunté 5 francs avant 1914 doit la même somme aujourd'hui alors que le pouvoir d'achat de la monnaie a diminué de deux tiers. Aussi peu équitable que ce principe puisse paraître, il est légalement consacré par l'art. 1895, c. civ. et renforcé par l'art. 475, § 11, c. pén.

L'art. 1895 décide, en effet, que toute obligation qui résulte d'un prêt d'argent n'est jamais que de la somme numérique inscrite au contrat (al. 1), et que le débiteur ne doit que cette somme, en espèces ayant cours au jour du paiement, quelles que soient l'augmentation ou la diminution qu'elles aient subies depuis le contrat (al. 2). On ne doit donc s'attacher d'après cet article dans le compte du montant de la créance, qu'à la valeur légale nominale des espèces et non pas à leur valeur propre ou de change par exemple (2). La disposition est catégorique, et le prêteur ne pourrait prétendre à un remboursement dans les espèces même qu'il a prêtées (3), il doit se contenter de la somme

(1) Laurent, XVII, 564; Aubry et R., IV, § 318, note p. 159; Despaquet et de B., 311.

(2) Cfr. Demante et Colmet de Sauterre, 2^e éd., VIII, 100; Guille-mard, 81; Baudry, L. et Wahl, 751; N. nouv. C. civ ann., art. 1243 n. 37 et s.

(3) Cependant : Cass. 1^{er} août 1832, S. 22, 1, 797; cette faculté de

numérique inscrite sur les pièces, et doit subir le caprice ou l'intérêt du débiteur quant à leur choix, pourvu que les pièces aient cours légal, et ceci quel que soit le changement survenu dans leur valeur (de poids, titre ou valeur nominale ou de change) mais à la condition, bien entendu, que ce changement ne soit pas postérieur à l'échéance de la créance ou à la mise en demeure du débiteur (Pont, I, 211, et D. Rep. Vol. 205).

Cette disposition, manifestement unique, a été vivement critiquée (v. Pont, I, 205-210). Elle est justifiée pourtant dans les rapports internes (Valéry, 695bis). On dit : que ce que l'on considère dans une monnaie est plutôt sa valeur légale que l'espèce même, c'est cette valeur qui fait le prix des choses et, d'autre part, que les risques à courir sont égaux de part et d'autre (3). Nous croyons ces raisons insuffisantes. D'une part, la valeur nominale est une base légale de compte. Elle représente moins la valeur des choses que celle-ci ne représente la valeur de la monnaie. Si l'on prend pour base l'or, valeur réelle, à peu près fixe, étalon le plus souvent légal, toujours de rigueur dans les rapports internationaux, on voit que la valeur des choses varie peu, par rapport à la valeur de la monnaie de crédit. Lorsque celle-ci se substitue en fait à l'intérieur d'un pays à

ne payer que la somme numérique prêtée, en valeurs existantes à l'époque du paiement s'étend au cas où les parties ont convenu d'un paiement en mêmes valeurs que celles dans lesquelles le prêt ou le placement a été fait, dit la Cour de Bruxelles (27 nov. 1809). C'est une question que nous reprendrons.

(3) Delvincourt, II, 132; Demante et C. de Sauterre, *loc. cit.*, 100bis; Duranton, II, 91 ou XVII, 573; Troplong, De la vente, I, 163 ou 236; de Villargues, v. paiement 132 et 133; Laurent, XVII, 564 ou 509; Baudry-L. et B., II, 142; Aubry et R., IV, § 159 et notes 10 et 11; Zacharie, § 318 et note 10; v. aussi Pothier, 35.

l'étalon or, qu'elle tient à elle seule toute la circulation sur le marché en chassant la monnaie saine, les prix augmentent bien entendu, mais la valeur propre de la livre de pain peut cependant rester la même (rapportée à l'étalon or). Comme la monnaie n'est pas en soi une valeur de consommation, elle ne vaut que par l'utilité qu'elle peut fournir. On fixe les prix sur le pouvoir d'achat de la monnaie. Il est donc bien plus logique de penser que les parties ont eu en vue celle-ci, que la valeur nominale de la monnaie. Les prix sont indifférents, ce sont les choses qui importent. D'autre part, il est rare que toutes les espèces en circulation subissent à la fois des variations de valeur, légale ou commerciale, ou qu'elles soient parallèles et de même force. Il est plus rare encore que le débiteur, à qui appartient le choix de la monnaie, ne s'arrange pas de façon à perdre le moins possible. Dès lors, dans tous les cas, c'est, d'une façon constante, le créancier qui subira la perte. L'équilibre des risques est donc inexistant.

Quoiqu'il en soit, la disposition est là; si la valeur nominale de la monnaie se soutient par l'utilité d'avoir un coefficient fixe de compte, son imposition à titre de valeur obligatoire n'est qu'une simple mesure de police destinée à écarter toutes discussions. Cette mesure était déjà connue en droit romain (L. 14, § 1, D. *de salut*, 46, 3) et familière à l'ancienne jurisprudence française (Pothier, 35) (1).

B. *Applications*. — L'art. 1895 c. civ. parle du prêt

(1) Voyez cependant les ordonn. juill. 1311 (5), et juin 1313. — Isambert II, 41 et 39.

d'argent monnayé (v. Pont, I, 204). Doit-il être étendu à toutes les obligations de sommes d'argent quelle qu'en soit la source? On l'admet généralement (Aubry et R., IV, § 318, note 2, p. 159) et Laurent (XVIII, 564) va jusqu'à lui trouver sa place au titre des obligations. La jurisprudence l'applique même au cas d'une restitution de valeurs de bourse : le débiteur ne doit rendre que le nombre en titres de même nature et ne pourrait être astreint à rendre leur valeur à l'époque du prêt, alors même qu'elle serait devenue dérisoire depuis (Req. 13 juillet 1897, D. 98, 1, 353), à moins que la restitution ne soit faite après terme (Req. 2 juin 1850, D. 50, 1, 201). Mais l'art. 1895 n'est pas applicable au cas où les espèces sont considérées dans la convention comme déterminées dans leur individualité (corps certain), ainsi dans le dépôt (art. 1932 c. civ.), le gage, le commodat et dans les hypothèses des art. 1892 et 1897 c. civ. (1). Hors ces restrictions, l'art. 1895 est d'une application générale et quelle que soit la dépréciation subie par une espèce par rapport à une autre, que l'art. 1895 et ses extensions soient critiquables ou non nous nous bornons à constater l'état du droit.

En somme, dans les rapports internes, la monnaie légale de paiement, quelle que soit sa valeur réelle ou la cause de la créance, est comptée suivant sa valeur nominale, libératoire dans cette mesure et subordonnée au choix du débiteur, dans le cas, du moins, où une clause expresse n'en décide pas autrement.

(1) Duranton, XII, 92 et s.; Demolombe, XXVIII, 258; Duvergier, note sur 1895; Rev. Etrang., 1840, VII, p. 922.

§ 2. *La valeur de la monnaie dans les rapports internationaux.* — Nous avons vu que l'art. 1895 décide que la valeur d'une créance doit être rapportée à la valeur nominale des espèces désignées (al. 1), qu'elle doit être soldée dans les espèces ayant cours à l'époque du paiement suivant cette valeur nominale, que la valeur légale de libération des espèces en cours est la même quel que soit le changement survenu dans la valeur absolue de l'une ou de l'autre (al. 3). Enfin, il résulte encore de l'art. 1162 civ., que le choix de l'espèce de paiement, à moins d'une convention contraire, appartient au débiteur. L'art. 1895 s'applique à toute dette de somme d'argent, quelle que soit la cause de la créance. Mais on doit se demander encore quelle est l'étendue dans l'espace de l'art. 1895. Il semble certain que sa force obligatoire est locale; il ne devrait régir que les paiements à faire en France. D'autre part, au sens juridique strict, malgré le texte qui ne fait aucune distinction, il paraît ne devoir s'appliquer qu'à la monnaie française (1). Est-ce dire que l'art. 1895 n'a aucune force dans les rapports internationaux?

Suivant la jurisprudence, si la créance est payable en monnaie étrangère, le débiteur doit s'acquitter en cette monnaie, d'après sa valeur nominale au moment du paiement (civ. Seine, 15 juillet 1921, D. 22, 2, 14). Est-ce une extension abusive de l'art. 1895? Quoiqu'il en soit, cette solution est juridique. L'art. 1895 ne fait aucune distinction, mais en admettant que ce ne soit

(1) Une monnaie sur une place étrangère est une marchandise comme une autre, v. p. 80.

pas une raison suffisante, ou même que la solution ne puisse pas s'appuyer sur une disposition législative étrangère correspondante à celle de l'art. 1895, elle pourrait du moins reposer sur une interprétation de volonté. Le prix des choses, le montant des créances sont désignés uniformément dans la valeur légale courante de la monnaie ; n'ayant fait aucune réserve directe ou indirecte (clause or, par exemple), les parties sont censées accepter l'aléa de l'opération. Le créancier serait dès lors tenu d'accepter la monnaie étrangère suivant sa valeur nominale au jour du paiement. Il aurait même le droit d'exiger une monnaie légale, mais dans cette sphère, il devrait subir le choix de son débiteur.

Pour revenir à la première partie du jugement cité, sauf le cas où le créancier a entendu recevoir effectivement la monnaie étrangère, — comme dans tous les cas où un paiement devrait s'effectuer dans une espèce déterminée, voire en or, — son but, en fait, est de trouver une valeur dont il pourrait tirer le même parti que s'il venait de toucher le montant de la créance dans la monnaie due (v. Valéry, 696). Le débiteur pourrait donc, sauf la restriction indiquée, s'acquitter par un versement équivalent dans la monnaie du lieu du paiement (v. Req. 14 juillet 1917, S. 18-19, 1, 205; Demogue, Journ. Nat., 1921, p. 127, 1923, p. 97 et s.; Rev. dr. civ., 1920, p. 362 et renvois).

Qu'il paie dans l'une ou l'autre monnaie, le débiteur est tenu, comme il en a le droit, de se référer au montant nominal de la créance et de compter les espèces suivant leur valeur nominale au jour du paiement. Si la créance

lui permet d'opter pour la monnaie du lieu, ou que le créancier l'accepte, quelle serait la base de transposition pour établir l'équivalence, le droit du créancier?

Obligé par la valeur légale des deux monnaies, le débiteur serait-il autorisé à les rapporter à la lettre, c'est-à-dire au pair, à l'application rigoureuse de l'art. 1895? Précisons! Le débiteur de 100 francs en monnaie suisse serait-il libéré par un versement en France de 100 francs dans la monnaie du lieu, alors, par exemple, que le franc suisse vaut, au change du jour du paiement, en monnaie française 3 francs? Certainement non. Pourtant il y a un point de contact entre les deux monnaies où leur valeur se couvre : la monnaie d'or. Or, par application de l'art. 1895, le louis d'or a le même pouvoir libératoire en France que le billet de banque de valeur nominale égale. On pourrait faire le même raisonnement pour une monnaie étrangère. La conclusion serait l'établissement d'un syllogisme rigoureux en logique ($A = B, B = C$, donc...) mais faux en équité et dangereux en pratique. Vouloir payer son créancier de monnaie suisse en papier de crédit déprécié français au pied de sa valeur légale, c'est prétendre lui imposer une disposition légale qui peut être d'ordre public, mais ne lui est pas applicable, alors même que le paiement s'effectue en France, en monnaie française, alors même que le créancier y a son domicile (v. art. 3, c. civ.). C'est la solution unanimement admise (*infra*). Est-ce parce que l'art. 1895 ne s'applique pas dans les rapports internationaux ou bien est-ce parce que la solution contraire prétendrait imposer la valeur légale d'une monnaie qui n'est pas celle de la créance même? A l'inverse, le débiteur

suisse, par exemple, de 100 francs français, peut obliger — la solution n'est pas contestable, — à pareille époque, son créancier en France, en Suisse ou ailleurs, à accepter le paiement en billets de la Banque de France, ou d'une valeur équivalente dans la monnaie du lieu d'exécution, quelle que soit la dépréciation de ce billet par rapport à la monnaie d'or française, et ceci en vertu de l'art. 1895 du code civil français.

Il n'est donc pas rigoureusement exact de dire comme on le fait (Valéry, cit., 695bis) que l'art. 1895 ne s'applique pas dans les rapports internationaux. Il s'applique au contraire avec toutes ses rigueurs toutes les fois qu'un créancier, quels que soient sa nationalité, le lieu de son domicile ou le lieu de l'exécution de l'obligation, a stipulé un paiement en monnaie française, sans préciser laquelle. Ainsi il doit accepter un paiement en billets quoique la valeur de ceux-ci ne soit que le tiers de la monnaie correspondante en or. Il doit donc accepter la valeur légale de cours du billet et son équivalence juridique avec toute autre espèce française (art. 1895). N'empêche que, s'il réalise sur le marché les valeurs reçues, il n'aura récupéré que le tiers de la valeur réelle de sa créance. Dès lors, l'art. 1895, sur une place étrangère, suit, si l'on peut dire, la créance mais non pas l'objet en soi, c'est-à-dire que la monnaie française sur une place étrangère a deux valeurs : entre créancier et débiteur d'une dette *de somme d'argent*, elle vaut ce que vaut sa valeur légale, nominale et de cours (art. 1895) ; entre créancier et débiteur d'une créance de *monnaie française valeur marchande*, sa valeur est fixée au cours libre du marché. C'est d'un côté un instrument de libéra-

tion qui fait l'objet de la convention, de l'autre une marchandise, un objet de placement, de spéculation. Dans le premier cas c'est une valeur légale avec tout l'absolu qu'elle comporte, dans le second, une valeur de marché libre soumise à la loi de l'offre et de la demande, etc.

Si la valeur légale de la monnaie de paiement ne peut être rapportée à celle de la monnaie due (de la convention) au pair — parce que l'équité s'y oppose, parce que l'art. 1895 ne s'applique au plus qu'à une seule des deux monnaies, à la monnaie due — il est tout aussi certain que le tribunal, ayant à fixer le montant d'une créance de monnaie étrangère dans la monnaie du lieu, doit tenir compte de l'avantage ou du préjudice que le créancier éprouvera du fait qu'il n'est pas payé dans la monnaie due (1). La même ligne de conduite doit être observée dans un règlement normal. On propose alors d'appliquer l'art. 1897, écrit pour les lingots et denrées (Valéry, *loc. cit.*). Mais la chose ne serait matériellement possible qu'au seul cas où l'on pourrait opposer des valeurs semblables; de plus, ce n'est pas la valeur de la matière ou le crédit absolu d'une espèce qui fait son pouvoir d'achat et moins encore son pouvoir de libération, l'équivalence de valeurs ne serait donc pas atteinte. Dans l'hypothèse que nous avons prise, le débiteur pourrait désintéresser son créancier par un versement de 100 francs en monnaie d'or française, ou même moindre, s'il avait touché la somme en or ou même si la valeur réelle du métal au

(1) Le dr. romain avait la ressource de l'*actio de eo quod certo loco*, L. r., § 80, D. e. q. c. l. XII, Cfr. Paris 2 mars 1870, D. 70, 2, 107; art. 1296, civ. et 178 com.; Valéry, 694bis.

poids couvre celle de la créance. Mais le créancier peut refuser d'accepter et se prévaloir de l'équivalence de valeur de libération établie par l'art. 1895 entre les différentes monnaies légales. Autre application de l'art. 1895 dans les rapports internationaux ! En somme, ni l'identité d'espèces, ni même la valeur intrinsèque des espèces pas plus que leur parité ou leur valeur légale respective rapportée à une quantité commune, la monnaie d'or, ne peuvent servir de base à la transposition de la valeur des monnaies.

Mais sur le marché international de la monnaie, celle-ci est traitée comme marchandise. Elle fait l'objet de transactions régulières en bourse et subit des variations de valeurs incessantes. Le rapport d'une monnaie à une autre est officiellement constaté, il se traduit dans la monnaie du lieu par le prix qu'un acheteur, dans l'espèce un débiteur de monnaie étrangère, doit mettre pour se procurer l'espèce voulue. C'est la somme que le débiteur doit déboursier pour se fournir des espèces dues en nombre suffisant pour couvrir le montant nominal de la créance, qui est la valeur de celle-ci à un moment donné. Le jour du paiement, c'est la cote du jour au lieu de l'exécution qui règle le rapport des deux monnaies. Et peu importe la valeur intrinsèque de l'une ou l'autre monnaie, leur valeur au pair ou même la qualité des espèces prêtées si elles ont un pouvoir libératoire égal à celles cotées. C'est le marché du change qui règle la valeur d'une créance étrangère, c'est lui qui oppose la valeur de la monnaie de paiement à la valeur de la monnaie due envisagées toutes deux dans leur valeurs légales nominales et de cours (art. 1895).

Aussi un débiteur de monnaie étrangère a le droit en Angleterre de payer en livres sterling, mais il doit calculer la livre au cours du jour et non pas au change fixe de 25 francs, de même que le capitaine d'un navire qui paie ses hommes à l'étranger ou leur fait des avances en monnaie du lieu doit se référer au cours du change du jour (C. police Hull, 18 nov. 1885, Cour Cardif, 3 mai 1886, Rev. Internat. de dr. marit., 85-86, p. 536 ; v. encore Genève, 10 janvier 1903, Cl. 05, 744.).

Telle est aussi la règle suivie en droit français. Ainsi, en matière commerciale, il est dit dans les travaux préparatoires de l'art. 143, c. com., que la disposition « n'empêche pas que la lettre puisse être payée au cours du change en monnaie du lieu où elle doit être touchée » (Locré, Esp. du C. de comm., II, p. 174) (1), et l'art. 338 en fait une application particulière. La jurisprudence généralise la règle et la doctrine l'admet (2).

Ainsi le montant d'une dette payable en monnaie étrangère doit être calculé dans la monnaie du lieu d'après le cours du change. Mais il y a le jour de la naissance de la créance, celui de l'échéance, celui du paiement effectif ou un éventuel jour de l'estimation (v. art. 338, c. com.). L'estimation écarte toute difficulté,

(1) Demangeat sur Bravard, III, p. 321; Toullier 1251 ; *contra* : Ly.-C. et R., IV, 301.

(2) Bordeaux 26 janv. 1831; Paris, 1870, D. 70, 2, 107; civ. Seine, 21 mars 1894, cl. 94, 541; com. Marseille, 26 sept. 1894, Journ. Marseille, 95, 1, 28; Chambéry, 21 nov. 1894, S. et P. 99, 1, 270; Rennes, 6 juill. 1897, cl. 98, 547; civ. Seine 28 déc. 1898, cl. 99, 798; Req. 14 juill. 1918, S. 18-19, 1, 205; civ. Annecy, 2 déc. 1920, D. 21, 2, 9. — Baudry, L. et B., II, 1477; Valéry, 694 et s.; Aubry et R., IV, § 318; note 9, p. 160; Demogue, Rev. dr. civ., 1920, p. 362.

mais à son défaut, à quelle époque doit-on se placer pour rapporter la monnaie de paiement au cours de la monnaie due? La question est d'une importance capitale de nos jours, aussi, quoiqu'elle ne soit pas nécessairement liée au cours forcé du billet de banque, nous croyons lui trouver une place sinon logique, du moins pratique dans notre deuxième partie (Chap. III).

CHAPITRE II

Clauses et paiements en numéraire en temps normal

La diversité des espèces, de leur valeur intrinsèque, les variations de celle-ci ou de leur valeur de change, la contrainte imposée aux particuliers d'accepter en paiement la monnaie légale (art. 475, § 11, c. pén.) et ceci pour sa valeur nominale arbitraire (art. 1895, c. civ.) et suivant le choix du débiteur (*eod. art.* 1162), fournissent aux créanciers autant de raisons de se prémunir contre un règlement en monnaie dépréciée. En contractant, pour s'assurer une exécution conforme à leur intention à ce qui semble leur droit et l'équité, ils stipulent de leurs débiteurs, ou bien le paiement en une monnaie étrangère déterminée, ou bien en telle espèce ayant cours au lieu du paiement, mais présentant à leurs yeux, par rapport à toute autre, des garanties suffisantes de stabilité (ex. la clause « payable en monnaie d'or »), ou bien encore, un paiement en l'une quelconque des monnaies courantes au lieu du paiement, mais avec obligation pour le débiteur, de leur tenir compte de la prime d'une monnaie déterminée

à la monnaie versée (la clause *agio*). Le but poursuivi dans le premier cas pourrait encore être de conclure en même temps qu'un contrat de vente, par exemple, un contrat de change, en se faisant remettre, à l'échéance, sur telle place ou sur la même, telle monnaie que le créancier recherche pour solder une dette ou même pour réaliser simplement la différence du cours actuel avec le cours du jour à l'échéance, cours escompté en hausse. Mais dans les trois cas, les clauses énumérées peuvent fournir le palliatif à la dépréciation ou à l'amoindrissement légal de valeur d'une espèce et particulièrement aux inconvénients résultant du cours forcé du billet de banque. Quelque soit le but poursuivi, il s'agit de savoir si pareille clause, qui, par elle-même ou par une stipulation expresse, exclut du paiement la monnaie nationale, ou toute autre espèce légale autre que celle stipulée, ou qui détruit l'équivalence de pouvoir de libération que la loi établit entre les espèces légales, — placée dans l'ambiance légale et dans le régime monétaire du lieu du paiement, serait valable et exécutoire?

Nous localisons la question en France, et nous nous plaçons dans l'hypothèse d'une telle clause invoquée devant les juridictions françaises. Nous rappelons encore que nous limitons dans cette partie l'étude du problème au temps normal dont le caractère, dans notre sphère, est la convertibilité du billet de banque. Le principe qui domine toute la matière des obligations, et que nous aurons souvent à invoquer est que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » et « qu'elles doivent être exécutées de bonne foi » (art. 1134, al. 1 et 3, v. aussi al. 2), règle dont

l'art. 143, c. de com. fait une application particulière (« une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique »), et que l'art. 1243, c. civ, pose en principe général pour la solution des obligations (« le créancier ne peut être contraint de recevoir autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande »). La question semble donc toute résolue. Si nous insistons, c'est que, si la solution qui s'impose naturellement est unanimement admise en temps normal, elle est controversée, du moins en partie (la clause « payable en or »), sous le cours forcé du billet de banque. Aussi nous allons passer pour le temps normal à une exposition plutôt qu'à une démonstration.

Les clauses se ramènent à trois types, renfermant en eux toutes les variations possibles de clauses pratiques :
1° Stipuler un paiement en monnaie étrangère n'ayant pas cours au lieu d'exécution, en l'espèce en France;
2° Stipuler telle espèce courante à l'exclusion de toute autre monnaie légale et nous prendrons pour type la stipulation d'un paiement en monnaie d'or à l'exclusion de la monnaie d'argent ou du billet de banque; et enfin,
3° Stipuler un prix différent suivant que le versement serait effectué en une espèce ou en telle autre, mesuré sur la différence de cours de l'une à l'autre.

SECTION I. — *Stipulation d'une monnaie étrangère.*

Nous avons vu (p. 60) qu'à défaut de clause contraire tout paiement doit être effectué dans la monnaie ayant cours au lieu d'exécution, que, par conséquent, les som-

mes exigibles en France doivent être payées en monnaie ayant cours légal en France (Req. 18 mars 1895; v. aussi note, page 60). Ceci sur une présomption de volonté et par application des art. 1895 c. civ., 475, § 11 c. pén., et, sauf controverse, des art. 6 et 3 du c. civ. Reste à savoir si, par une convention expresse, les parties pourraient déroger aux dispositions des art. cités, si elles peuvent stipuler un paiement en France en monnaie étrangère ?

Stipuler une monnaie étrangère n'a visiblement rien de contraire à l'ordre public. La monnaie étrangère est traitée en France comme une marchandise. La loi tolère et même organise les transactions qui s'y réfèrent et, si elle n'oblige pas les particuliers de l'accepter en paiement, elle garantit les marchés conclus et en assure l'exécution dans la mesure où une loi peut le faire ; en outre, cette clause trouve son appui dans l'art. 1443 c. com. et 1134 et 1243 c. civ.

Mais stipuler un paiement en monnaie étrangère, c'est exclure implicitement, si la convention ne le fait pas d'une façon expresse, la monnaie nationale. Ainsi posée, la question heurte l'art. 475 § 11 c. pén. Mais il est généralement admis que cette disposition est applicable au seul cas où les parties n'ont pas déterminé elles-mêmes la monnaie de paiement (1), et que son but était d'assurer une circulation normale à la monnaie nationale (2). Or, comme il ne peut être question ici de don-

(1) Blanche, VII, 476; Valéry, 695; Ly.-C., S. 1920, 1, 193; Dupuich, Rev. Polit. et Parlement. Cit. Boistel, D. 1873, 1, 177, etc.

(2) Trav. prép. à l'art. 475, § 11, c. pén. Loché, 33, p. 225; D. Rep. v. Constav. 365 (v. surtout discours de Corvetto et du comte Réal, *loc. cit.*).

ner cours légal en France à une monnaie étrangère ni d'exclure d'une façon générale et permanente un paiement en monnaie légale française, l'ordre public n'est pas en jeu. De plus, l'art. 143 c. com. apporte une dérogation expresse à la règle de l'art. 475 et il n'y a aucun motif de droit ou de raison de limiter l'exception en matière commerciale, d'autant plus qu'elle peut s'appuyer sur les principes posés par les art. 1134 et 1243 c. civ.

Cette clause stipulant un paiement en monnaie étrangère est admise sans discussion en jurisprudence et doctrine en temps normal (1) et ceci alors même qu'il s'agirait d'une monnaie dont la circulation en France serait interdite (v. Décret 11 mai 1807 et loi du 30 novembre 1896). Il s'agirait seulement de savoir : 1° Si le débiteur est tenu de s'exécuter dans la monnaie promise ou s'il aurait la faculté ou le droit d'imposer au créancier un paiement en monnaie française (question que nous avons déjà vue, p. 61 et s.); 2° Dans les derniers cas, si l'on doit se rapporter dans la transposition des monnaies au cours du change au jour de la naissance de l'obligation, de son échéance ou du paiement effectif. Nous renvoyons pour cette question au Chap. III de la deuxième partie.

(1) Req. 18 mars 1895, cl. 96, 381 et 18 nov. 1895, S. 99, 1, 270; Chambéry, 10 nov. 1896, Gaz. Pal., 97, 1, 249 et 21 nov. 1894, D. 96, 1, 341; Aubry et R., 5^e éd., § 318, p. 260, texte et note 9; Laurent, XVII, 563; Baudry, L. B., II, 1577; Hue, VII, 11; Lyon-C. et R., IV, 361; Thaller et Percerou, 1251; Planiol, II, 524; Valéry, 695; Boistel, 799. V. encore Bordeaux 23 mars 1921, Journ. des int. priv., 1921, p. 567; Paris, 18 oct. 1922, Gaz. Pal., 22, 2, 503 et 31 oct. 1922, Gaz. Pal., 12 déc. 1922.

SECTION II. — *Stipulation d'une espèce nationale déterminée à l'exclusion de toute autre.*

Une clause pratique de ce genre porterait que le paiement en principal et intérêts doit être effectué « en espèces d'or ou d'argent et non en aucune autre valeur ou papier monnaie représentatif de numéraire dont le cours, même forcé, serait introduit en France en vertu de lois et décrets auxquels les débiteurs ont renoncé de bonne foi et d'honneur » (espèce Do-Dellattre, c. Scoutenteu, Douai, 8 mars 1872, 5, 72, 2, 161, et Cass., 11 févr. 1873, 5, 73, 1, 97. D. 73, 1, 177).

Mais on pourrait tout aussi bien stipuler un paiement en monnaie d'or à l'exclusion de l'argent et du billet de banque, ou inversement et, d'une façon générale, l'une quelconque des espèces courantes à cours légal ou libre à l'exclusion de toute autre monnaie légale. Nous prendrons pour type la clause stipulant un paiement en monnaie d'or.

Cette clause est très fréquente dans les transactions civiles ou commerciales, elle est de style dans les contrat notariés, se trouve insérée dans les lettres de change, les contrats de vente, de bail, de prêt, (Vainberg, Rev. crit. 1874, p. 401 d. s. III), figure dans les prospectus d'émission d'un grand nombre de titres de rente ou d'obligations étrangers placés en France (1), etc.

Son but est, nous l'avons dit, d'éviter un paiement en

(1) Parfois c'est un avantage refusé aux nationaux, dans ce cas, le paiement des coupons n'est fait en or qu'aux personnes signant au préalable un *affidavit*, déclaration solennelle de nationalité étrangère, certifiant ainsi que les titres dont les coupons ont été détachés leur appartiennent en propre (v. Valéry, 696).

monnaie dépréciée et, particulièrement, de pallier à un règlement en billets de banque à cours forcé. Il semble donc clair que, hors le cas où le créancier entend recevoir effectivement de la monnaie d'or, le débiteur devrait avoir la faculté de s'acquitter en or ou tout au moins en une autre espèce à cours légal, sauf à lui tenir compte de la dépréciation de la monnaie versée par rapport à la monnaie stipulée (cfr Havre, 17 janvier 1872. Journ. Nantes, 72, 2, 104 ; v. aussi Valéry, 696) ce qui rendrait la clause inutile tant que la convertibilité du billet n'est pas suspendue, c'est-à-dire en temps normal.

Nous allons cependant rechercher, par principe, si la clause est valable dans une pareille période, comme pouvant exclure la monnaie légale d'argent ou le billet de banque.

Cette clause contient les deux propositions suivantes : stipulation d'un paiement en monnaie d'or et exclusion expresse ou implicite de la monnaie légale d'argent ou de papier.

1° Stipuler un paiement en monnaie légale française d'or n'a rien que de licite puisque la loi (art. 475 § 11 c. pén.) déclare contrevenant celui qui la refusera en paiement, que les art. 143 c. com. 1134 et 1243 commandent l'exécution d'une pareille promesse, et que la promesse d'une monnaie étrangère est licite et obligatoire.

2° Quant à exclure par une clause expresse une monnaie courante, si celle-ci a cours libre, comme le billet de Banque de France dans la période de l'an XI à 1870, on fera œuvre inutile puisqu'on peut le faire en dehors de toute convention. — Il nous reste à discuter le seul

cas de la monnaie à cours légal. Le cours légal n'est-il pas une mesure de police touchant la circulation monétaire et, à ce point de vue, n'entre-t-il pas dans le cadre des lois de police et de sûreté, obligatoires pour tous ceux qui habitent le territoire (art. 3 c. civ.) et auxquelles on ne peut déroger par une convention particulière (art. 6 et 1172, 900, 1131, 1133, etc. du c. civ.) ? Il semble donc que toutes lois monétaires intéressent l'ordre public. Si cela est vrai, faisons remarquer que, depuis le début du siècle dernier, ce n'est jamais une loi monétaire au sens étroit du mot, qui donne cours légal à une monnaie quelconque (pour l'art 1 de la loi de 1870 et du décret de 1848 voyez *infra*). Ce n'est pas la loi du 7 germinal au XI qui le fait (v. p. 37). Pour ce qui est du cours légal restreint de la monnaie d'appoint, le décret de 1810 déclare seulement que les espèces visées ne pourront être employées dans les paiements que pour l'appoint ; mais ne dit pas qu'elles devront être reçues pour cette somme. Peut-on tirer un argument par a contrario, de ce texte ? Il y a des décisions en ce sens, (v. p. 67 n. 2) mais nous croyons que la jurisprudence ne peut se référer juridiquement qu'à l'art. 475 § 11 c. pén. On pourrait faire la même observation pour les lois de 1852, 1864 et 1866 concernant le cuivre et la monnaie divisionnaire d'argent. C'est seulement le § cité de l'art. 475 c. pén. qui, en faisant un contravention du refus d'accepter la monnaie nationale, l'impose aux particuliers. A ce point de vue, une question pourrait se poser : est-ce que la monnaie à cours libre n'est pas une monnaie nationale ? La question semble embarrassante, pourtant, même sans s'en référer à l'avis du conseil

d'Etat du 12 prim. an XIV, la réponse est bien simple : ce n'est pas même une monnaie (juridiquement parlant), et la réglementation du billet de la Banque de France de l'an XI et les garanties dont la loi l'entoure s'expliquent comme celles concernant les effets de commerce, le chèque, etc. Si la notion du cours légal, obligation pour les particuliers d'accepter une monnaie en paiement, résulte du seul art. 475 c. pén. il est unanimement admis que cet art. concerne le seul cas où la convention ne détermine pas d'une façon expresse et limitative la monnaie de paiement (p. 85 et note 1). Refuser une espèce légale par ce qu'il est convenu d'un paiement en telle monnaie ne serait que l'exercice d'un droit, résulterait d'une convention légalement conclue (v. arti. 1134 c. civ.), ne constituerait donc pas une contravention (v. Blanche, VII, 476). — Nous remarquons encore qu'il est permis d'exclure un paiement en monnaie nationale puisqu'on peut stipuler et exiger, en vertu de cette convention, un paiement en monnaie étrangère. Il y a donc dans notre hypothèse deux raisons pour une de l'admettre au profit d'une monnaie légale française déterminée. En somme, l'art. 475 c. pén. le seul texte qui pourrait entraver l'admission de la clause quoique formulé en termes absolus, ne faisant ni réserves, ni exceptions, ne s'oppose donc pas à l'exclusion d'une monnaie légale au profit d'une autre. C'est une mesure interprétative de volonté à laquelle on peut déroger. L'art 1895 c. civ d'où résulte l'équivalence de pouvoir libératoire des espèces légales, ne s'y oppose pas non plus, ni l'art 1162 d'où résulterait le droit du débiteur d'imposer son choix au

créancier — Quant à l'art. 1 de la loi de 1870, en vertu duquel la monnaie de crédit a cours légal, aujourd'hui encore, constatons qu'il décide seulement que «les billets de la Banque de France seront reçus *comme* monnaie légale...» Sans donner la définition ni même une notion du cours légal, il assimile simplement le billet à la monnaie métallique, renvoie donc à l'art 475 du c. pén. lequel permet d'exclure d'un paiement une espèce légale.

Mais, dit-on, l'art 143 c. com. se comprend s'il s'agit d'exclure la monnaie d'un Etat au profit de celle d'un autre, et non quand la convention porte sur deux monnaies ayant cours au même endroit. Mais, où voit-on cette distinction dans l'art. 143 ? Il y a au contraire une raison de plus de l'appliquer en faveur de la monnaie nationale (Lyon-Caen et Renault, IV, p. 260 et note 1) et cet art. est l'application d'un principe général (art. 1134, al. 1 et 3) et d'un principe particulier à la solution des obligations (art. 1243). Et ce n'est ni l'art. 475 c. pén., ni l'art 1895, ou 1162 ci. civ.) (v. aussi l'art. 1602, al. 2) qui s'opposerait à la validation de la clause. D'ailleurs l'art. 1895 n'est pas d'ordre public (Pont. I, 212). Et la notion d'ordre public prise en général même, ne serait pas atteinte, dans le cas où l'on stipulerait un paiement en une monnaie étrangère, et encore moins dans celui de la monnaie nationale. La clause n'amène la démonétisation d'aucune monnaie légale, elle n'amènerait même pas une dépréciation sensible des espèces écartées puisque la valeur de ces conventions est infime par rapport à la valeur des transactions courantes ; en tout cas, elle n'aurait aucun effet pratique et ne saurait durer ; dans le cas de l'exclusion du billet de

banque, dans notre hypothèse, sa convertibilité assure le drainage à la parité. La validité de la clause en temps normal est unanimement admise, et si bien assise qu'on dit couramment, et en particulier pour le billet de banque, que le cours légal, — en l'absence du cours forcé (c'est notre cas) — n'a certainement pas le caractère d'ordre public. (Lyon-Caen, S. 1920, 1, 193).

En somme, en temps normal, la clause stipulant un paiement en monnaie d'or à l'exclusion du billet de banque ou de toute autre espèce légale est valable. C'est la solution juridique et l'avis unanime suivi en jurisprudence et en doctrine (1). Elle est aussi licite qu'inutile pratiquement pour le billet de banque convertible.

Nous ne nous sommes pas occupé particulièrement ici de la monnaie à cours légal restreint. Mais qu'elle se trouve dans le cas de la monnaie stipulée ou exclue, la solution reste toujours la même et pour les mêmes motifs.

SECTION III. — *Clauses concernant la valeur de la monnaie.*

L'art. 1895 c. civ. qu'on étend à toutes les obligations de sommes d'argent, quelle que soit la cause de la créan-

(1) Cass. 1 févr. 1873 et Aix, 23 nov. 1872 qui déclarent pourtant la clause nulle sous le cours forcé du billet de banque; Req. 7 juin 1920 qui l'admet sous certaines réserves même sous le cours forcé; Lille, 23 déc. 1181; Douai, 8 mars 1872; Labbé, note S. 72, 2 et S. 73, 1; Boistel, note D. 73, 1, 93; De Folleville, Rev. prat. de dr. fr., 1874, p. 437 et s.; Vainberg, *loc. cit.*; Lyon-Caen, note S. 1920, 1, 193; Dupuich, Rev. Polit. et Parlement, 1920, p. 110 et s. et note D. 1920, 1, 137; Demogue. Le cours forcé du billet de banques et ses effets, Journ. Nat., 1921, p. 137; Aubry et R., IV, § 318, texte et notes 7-9, p. 158; Baudry-L. et B., II, 1475; Lyon-Caen et R., IV, 762.

Thaller et Perceyrou, Tr. élément de dr. com., 1251; Troplong, com. titre prêt, 243. Larombière, Tr. théorique et prat. des oblig., art. 1895, IV, art. 1246 n. 8; Guilloard, 83 etc.

ce, veut que la dette ne soit toujours que de la somme numérique énoncée au contrat (al. 1), et que le débiteur n'ait à payer que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement (al. 2), et l'art 475 c. pén. érige en contravention le fait de refuser les espèces nationales suivant leur valeur nominale (al. 11). Ces deux textes établissent le principe de l'équivalence de valeur de libération des espèces légales, et le choix de la monnaie appartiendra au débiteur (Off. art. 1162) à moins d'une convention contraire (v. même art.). Or, malgré leurs dispositions impératives, les art. 1895 et 475 c. pén., d'après ce que nous avons dit, ne reçoivent qu'un sens interprétatif de la volonté présumée des parties. Il est donc permis aux particuliers, tout au moins en temps normal, d'écarter par une clause expresse, le paiement en monnaie légale, au profit d'une monnaie soit étrangère, soit locale. D'autre part, les deux dispositions mettent sur le même pied et le cours légal et la valeur nominale d'une monnaie nationale. La conclusion que nous pourrons en tirer va de soi.

Mais examinons le problème de près. Il s'agirait de savoir si, à l'encontre des deux articles, on pourrait, eu vertu d'une clause, forcer un débiteur à verser des espèces courantes pour une valeur autre que leur valeur nominale, ou bien à considérer la valeur de la créance comme différente de son montant nominal, ce qui revient au même ? Nous envisageons la question suivant qu'il s'agit d'effectuer un paiement dans une monnaie étrangère ou dans une espèce ayant cours au lieu d'exécution, distinction qui s'impose et qui facilitera la solution du problème.

A. — Dans le premier cas, la monnaie est une marchandise. De plus, sa valeur légale est simplement territoriale. Il ne saurait donc être question d'imposer à un créancier échappant à la juridiction du lieu d'origine de la monnaie, sa valeur nominale. Ce créancier serait donc libre, du moins en France, et d'une façon générale dans tout autre pays que celui de la monnaie en question, de ne consentir par convention à l'accepter que pour une valeur différente, par exemple, celle de son poids, et pourrait, au cas où le débiteur aurait un engagement de ce genre, le contraindre à exécuter. Cette solution s'accorde avec les art. 143 c. com. 1134 et 1243 c. civ., avec l'art 338 c. com. qui, dans un cas particulier, parle du cours du change, avec la jurisprudence qui évalue la valeur d'une créance en monnaie étrangère en monnaie française au cours du jour et non pas au pair (v. aussi, p. 77).

B. — La question est moins simple pour la monnaie nationale. Les termes des art. 1895 c. civ. et 475 c. pén. sont absolus et ne semblent réserver aucune exception.

1° Ici non plus, ce n'est pas la monnaie à cours libre qui pourrait nous embarrasser. La loi autorise le créancier à la refuser d'une façon absolue, et qui peut le plus, peut le moins : la valeur nominale de cette valeur de crédit, puisque «de simple confiance» (Avis Cons. d'Et. an XIV), n'est pas plus strictement obligatoire que sa valeur de cours. Au sens juridique, ce n'est même pas une monnaie, les art. 1895 c. civ. et 475 c. pén. ne lui sont pas applicables, qu'est-ce qui s'opposerait donc à valider une clause stipulant le paiement en cette monnaie et suivant sa valeur nominale augmentée de la prime de l'or sur

elle par exemple? Le créancier pourrait donc exiger l'exécution de la convention, comme il pourrait, en dehors de toute convention, refuser d'accepter un paiement en monnaie à cours libre, ou de tenir compte de sa valeur nominale.

2° Pour la monnaie légale, la question est plus complexe. Une monnaie renferme trois valeurs (p. 13) : le débiteur pourrait la promettre pour l'une d'elles ou pour une valeur arbitraire. Pareille clause serait-elle valable? a) Stipuler une monnaie pour sa valeur nominale est un non sens devant l'art. 475 c. pén., la clause n'aurait aucune utilité puisque cette valeur est immuable, que la loi peut la conserver tout en changeant le poids et le titre de la monnaie, qu'un changement de nom emporte démonétisation de la monnaie ancienne; b) Pratiquement, on pourrait stipuler dans un prêt un remboursement en mêmes espèces (c'est une forme de la stipulation d'une monnaie suivant sa valeur intrinsèque, ou, si l'on va plus loin, suivant sa valeur nominale plus la perte qu'elle subit sur la monnaie d'or, étalon des valeurs). Cette clause serait-elle valable? Il est certain qu'un créancier peut stipuler un paiement en or, en argent, etc., qu'il pourrait le faire partie en or, partie en telle autre monnaie, qu'il pourrait alors observer la proportion des valeurs versées. Dès lors, en totalisant l'opération dans les termes « remboursable dans les espèces reçues », la clause ne serait-elle pas valable? Nous ne croyons pas qu'on puisse le soutenir. Mais qu'arriverait-il si, entre la convention et son exécution, la monnaie était démonétisée? La Cour de Bruxelles (27 novembre 1809, S. 10, 2, 596) déclare que la faculté de payer en monnaie exis-

tante s'étend au cas où les parties ont convenu que le paiement serait fait en mêmes valeurs que le prêt ou placement. Il s'agit, dans cette espèce, d'un changement de monnaie et la question est de savoir si les débiteurs des arrérages d'une rente devaient payer x francs suivant la valeur nominale ou y francs suivant le cours de la monnaie ancienne. La Cour se prononce pour la première solution et s'appuie sur l'art 1895. Cet arrêt contient deux propositions, et nous ne nous occupons pour l'instant que de la première : le débiteur doit payer en valeurs actuellement en cours. Nous sommes d'accord, mais faisons une réserve. La monnaie ancienne est démonétisée. Mais la démonétisation n'implique pas disparition absolue de la circulation de la monnaie en cause. De toute façon, cette monnaie entre dans l'ordre des marchandises ordinaires (1). Or, une convention portant sur une monnaie démonétisée (v. la livre tournois) est, en soi licite et exécutoire dans la mesure où cela est possible. Il se pourrait que le créancier ait entendu recevoir la monnaie stipulée quelque fût son sort, et en prévision de sa démonétisation probable. Nous ne voyons pas ce qui, en dehors d'une prohibition expresse dans la loi nouvelle (v. note), pourrait s'opposer à considérer une pareille clause comme valable. Mais ce qui serait plus probable

(1) La loi du 4 germinal an XI en abrogeant l'art. 4 de la déclaration du 7 oct. 1755 qui obligeait les particuliers sous peine d'amende et de confiscation à porter les anciennes pièces françaises à la Monnaie, n'en fait plus qu'une simple invitation (v. aussi Béranger devant le Cps. Lég., 3 germinal an XI). Cette loi, en parlant des pièces rognées et altérées, qui se trouvent dans le même cas, dit (art. 1) qu'elles ne seraient plus admissibles qu'au poids. Par là, elle autorise leur circulation comme marchandise. V. Merlin, Rep. v^o Monnaie. — Cette observation enlève toute portée à l'un des deux arguments de Pothier (V. Prêt à consompt. n. 37; v. suite du texte).

et plus courant, c'est que les parties, en insérant la clause, aient entendu se référer à la valeur intrinsèque et plus encore à la valeur au change de la monnaie prêtée, ce qui semble être le cas dans l'espèce soumise à la Cour. Dès lors, sa seconde proposition nous semble outrepasser l'intention des parties. Dans le cas de la démonétisation d'une espèce, il nous semble que si l'intention des parties paraît s'attacher à la valeur intrinsèque de la monnaie, la question devrait être traitée comme s'il s'agissait d'un prêt en lingots, ce qui ferait place à l'application des art. 1896 et 1897 c. civ. Dans le cas, au contraire, où l'intention des parties se réfère au pouvoir d'achat de la monnaie, à sa valeur au change, la solution la meilleure nous semble être de tenir compte de cette valeur-ci. De toutes façons, la validité de la clause « remboursement dans les espèces prêtées » ne nous semble pas douteuse. Cette solution s'appuie sur les art. 143 c. com., 1243 et 1134 du c. civ. Elle n'est pas contraire à l'art 475 c. pén. puisqu'elle est la somme de plusieurs stipulations de monnaie déterminées, alors que chacune serait valable. De plus, si cette clause touche à la valeur nominale de la monnaie, remarquons que l'art. précité met celle-ci sur le même pied que le cours légal. Or, s'il est permis de déroger à celui-ci on ne voit pas pourquoi on appliquera un traitement différent à la valeur nominale. Celle-ci n'engage pas plus l'ordre public que le cours juridique d'une monnaie. Elle lui est plutôt subordonnée car elle ne vaut que par celui-ci. Et sur le terrain pratique du bon sens, il serait curieux de permettre au créancier de stipuler mille francs en or et de lui interdire de désigner cette somme par le poids correspon-

dant de l'or au titre 900, en espèces ayant cours en France alors surtout que c'est là un moyen courant de régler les gros versements métalliques. Quant à la façon de solder un pareil paiement au cas, rare d'ailleurs, où l'on ne pourrait se procurer les espèces promises (v. § 3, p. 146), ce ne serait qu'une question d'indemnité à rapporter au prix de la matière, au titre le jour du paiement ou au cours du change suivant l'intention des parties. Pothier (cit. 37) admettait la clause pour la lettre de change mais faisait une différence entre celle-ci et le prêt. Il justifiait sa solution par le fait du Prince (v. note p. 96) et par l'institution de la lettre de change qui est un contrat d'échange. Duranton (XII, 93) ne croit pas ces raisons suffisantes, il fait justement remarquer que si la clause est contraire à l'ordre public en matière de prêt, elle le sera pour la lettre de change, d'autant plus qu'il voit le prêt mélangé d'un échange ; c) Il y a une troisième clause touchant à la valeur de la monnaie, celle-ci d'un usage fréquent. Les parties pourront fixer un montant fixe à une obligation en telle espèce de leur choix, ce qui serait permis, et accorder au débiteur la faculté de s'acquitter en telle autre, mais sur le pied du rapport au change de la monnaie de paiement à la monnaie de la convention (1). Pareille clause serait-elle valable? Il nous le semble puisque chaque terme de l'alternative pris à part le serait. Le premier ne fait aucun doute: les parties sont libres en principe de fixer leur prix comme il leur convient, et peuvent stipuler telle monnaie qu'il

(1) Ex. payer 1000 en or ou, en billets, 1000 plus la valeur de la dépréciation de ceux-ci par rapport à la monnaie d'or; payer 1000 en billets ou la somme en monnaie d'or déduction faite de la prime de celui-ci sur le billet; etc.

leur plaît. D'autre part, on peut fixer un prix variable se rapportant à la valeur de la marchandise (voire sur les mercuriales), on peut aussi le faire dépendre d'un étalon précis, de l'or ou de toute autre monnaie. Juxtaposées en alternative, les deux vérités seraient fausses? Nous ne le pensons pas. Aucune règle de droit ne s'oppose à valider la clause ; elle n'exclut pas un paiement en monnaie légale, ce qui serait d'ailleurs permis ; elle contrarie bien l'équivalence de valeur libératoire établie par l'art. 1895 c. civ., mais cette mesure n'est pas d'ordre public et l'art. 475 c. pén. ne régit l'objet d'un paiement qu'en l'absence d'une convention entre les parties. La validité de cette clause n'est d'ailleurs pas contestée, du moins pour l'époque qui nous occupe pour l'instant. Mais cette clause une fois admise, ne consacre-t-elle pas la dépréciation de la monnaie faible, ne la renforce-t-elle pas et, par là, n'entraîne-t-elle pas le désordre du régime monétaire? Nous verrons toutes ces questions (*eod*). Rapprochons ici la clause « payable en francs-or » qui n'est autre que la stipulation *agio*, et la clause paiement en certaines denrées ou d'après leurs cours. Ces deux clauses sont incontestablement valables en temps normal. Une clause assez fréquente, insérée dans certaines obligations émises par des pays à change incertain en France, est la promesse de payer intérêt et capital dans la monnaie du pays et en monnaie française (*x* pesetas ou *y* francs). Elle se rapporte nécessairement à la valeur de change des deux espèces et contient une estimation comparative entre les deux valeurs. La validité de cette clause n'est pas douteuse et la jurisprudence l'admet. Nous n'insistons pas davantage puisque

nous aurons l'occasion d'y revenir. *d)* En continuant ce même raisonnement, on arrivera logiquement à décider que la clause stipulant une monnaie suivant une valeur arbitraire serait valable. Il suffirait de raisonner en passant par la clause payable 1.000 en or ou 1.500 (somme fixe) en billets, par les marchés à termes, par la liberté des parties d'établir leur prix à leur gré.

En somme, en temps normal, sous la convertibilité du billet de banque, les clauses concernant l'objet des paiements en numéraire — clause payable « en monnaie étrangère », « en monnaie d'or » ou « clause agio » et leurs dérivées — sont valables et obligatoires. Cette solution est strictement juridique et généralement admise.

DEUXIEME PARTIE

Les paiements en numéraire sous le cours forcé du billet de banque

Nous renvoyons, pour tout ce qui concerne le cours forcé du billet de banque, à la partie préliminaire. Bornons-nous à rappeler seulement ici que le cours forcé est la dispense accordée à la banque d'émission de convertir ses billets en espèces métalliques (art. 2, Décret 1848 et L. 1870 et art 3, L. 1914), que les billets de la Banque de France ont eu par trois fois cours forcé (de 1848 à 1850, de 1870 à 1878 et à partir de 1914, — cette partie englobera donc l'étude des trois époques) ; enfin, que, ce qui caractérise cette période est, en dehors de la non-convertibilité du billet, son cours légal (p. 40).

Ceci dit, nous allons étudier les paiements en numéraire sous le cours forcé du billet de banque et, comme nous l'avons fait dans la première partie, suivant que c'est la loi, ou la convention des parties qui prétend régir leur objet quant à la détermination de l'espèce ou de sa valeur de compte. La situation du change des différentes monnaies pose encore un problème fort important toutes les fois qu'il s'agit de transposer une monnaie étrangère en monnaie française en vue d'un paiement. Nous l'analyserons dans le Chap. III.

CHAPITRE PREMIER

Les paiements en numéraire à défaut de clause

Cette question ne comporte aucune difficulté; la solution découle logiquement de la première et la troisième observation qui ouvrent la présente partie. La non-convertibilité du billet concerne les seuls rapports de la banque d'émission avec les détenteurs actuels ou possibles des billets (v. Sect. II et III) et nullement ceux des particuliers entre eux. Ce n'est donc que le cours légal du même billet qui peut entrer en ligne de compte. Or, les art. 1 du décret de 1848 et de la loi de 1870 déclarent que les billets de la Banque de France seront reçus par les particuliers et par les caisses publiques « comme monnaie légale ». Ils renvoient donc aux art. 1895 c. c. et 475 § 11 c. pén. (*infra*). Nous nous trouvons dès lors dans la situation exposée au Chap. I de la précédente partie. Ainsi, pour l'espèce, les particuliers seront donc tenus d'accepter en paiement la monnaie légale sans distinction, le billet de banque comme la monnaie d'or ou d'argent, et sans limitation de montant. La loi de cours forcé ne fait qu'ajouter, ou plutôt assimiler, si ce n'est déjà fait, le billet aux deux autres monnaies légales (Chapitre suivant). Quant à la valeur de compte de la monnaie versée, quelle qu'elle soit, c'est sans doute sa valeur légale nominale qui l'emporte (les parties n'ayant, dans leur convention, fait aucune réserve, sont censées s'en remettre à la décision de la loi, si inique qu'elle puisse être, c'est-à-dire aux art. 475 c. pén. et 1895 c. civ. auxquels renvoient les art. 1 du décret de 1848 et de la loi de 1870). Cette solution doit s'appliquer alors même que

la loi de cours forcé est postérieure à la convention, car entre autres on admet généralement que les lois monétaires, du moins celles de cours forcé, sont d'ordre public (1), or, il n'y a pas de droit acquis contre celui-ci (v. Chap. II, Sect. V). Ceci est vrai alors même que le créancier échappe à la juridiction du lieu du paiement. Ainsi, un créancier suisse ne pourrait refuser en France, lieu fixé pour le paiement, le papier monnaie à cours forcé même au cas d'une convention antérieure à cette mesure (civ. Belfort, 5 nov. 1920, D. 20, 2, 9) (2) tout en ne restant pas tenu de rendre la monnaie sur un billet de banque, car le débiteur est obligé de faire l'appoint (v. Trib. police, Toulon, 2 nov. 1872, S. 72, 2, 225; Crim., 6 février 1872, S. 72, 1, 96). Mais nous ne croyons pas que le débiteur puisse, aujourd'hui, imposer à son créancier un paiement en billets ou jetons des Chambres de commerce, des Compagnies de Tramways, etc., même pour une somme restreinte (voire dans les conditions du décret de 1810 ou de la loi de 1866). Il en est, bien entendu, autrement des nouvelles coupures de 5 et 10 francs de la Banque de France qui sont des monnaies légales, donc libératoires et obligatoires quelque soit le montant du versement (3).

(1) Cass. Palerme 21 déc. 1872 et 19 févr. 1875, *Circolo giurid.*, 3, 329 et 6, 17; Naples, 10 déc. 1874, *ibid.*, 1875, p. 455; Brescia, 4 nov. 1878, Cl., 81, 38; Cass., 11 févr. 1873, S. 73, 1, 97, D. 73, 1, 225; Aix, 23 nov. 1872, S. 73, 2, 161, D. 72, 2, 757, D. 72, 2, 51.

(2) Weis, Tr. de dr. internat. publ., p. 804; Despagne, 433; Lescable, Quest. de dr. internat. privé en mat. d'oblig., p. 305; Chrétien, Lettre de ch., 59 et s.; Nougner, Lettre de ch. 143; Fiore, p. 472; Eperson, Journ. dr. int. privé, 1382, p. 784; Marquis de Sebie, Oblig. conv. en dr. internat. privé, p. 420; Carpent., Rep. 133.

(3) V. pour la monnaie obsidionale : Cr. c. 9 nov. 1872, D. 72, 1, 473; Trib. police Besançon, 1 avril et 6 mai 1871, D. 71, 3, 104 et note; comp. Dijon, 13 avril 1871, D. 72, 2, 49.

CHAPITRE II

Les clauses sous le cours forcé du billet de banque

On se souvient des trois clauses théoriques auxquelles se ramènent toutes les stipulations ayant trait à l'objet des paiements en numéraire: clause stipulant un paiement en monnaie étrangère, clause stipulant un paiement en or, et enfin, clause stipulant l'agio d'une espèce sur l'autre. Elles sont toutes valables en temps normal et il s'agit ici de savoir en quoi le régime du cours forcé du billet de banque peut contrarier une pareille solution. Nous savons que le cours forcé est la dispense de convertir le billet en espèces métalliques, et que cette mesure est doublée du cours légal de ce billet. Il s'agirait donc de voir si, devant ces deux dispositions, les clauses en cause ne pourront plus être légalement insérées dans une convention, ou bien si l'ayant été antérieurement à la loi de cours forcé et dans le but même de pallier à ses inconvénients, les dites clauses ne seront plus valables? Nous avons étudié les trois clauses séparément dans la deuxième partie; ici, pour éviter autant que possible des répétitions, nous les analyserons parallèlement et ceci au point de vue des lois de cours forcé, des textes subsidiaires concernant la monnaie, des principes, de l'intérêt pratique. Mais nous croyons, avant tout, devoir donner les textes que nous aurons à invoquer et examiner l'état de la question en jurisprudence et doctrine.

SECTION I. — *Les lois de cours forcé et lois subsidiaires concernant la circulation de la monnaie.*

L'art. 3 de la loi du 5 août 1914 déclare que : « jusqu'à

ce qu'il en soit disposé autrement par une loi, la Banque de France et la Banque d'Algérie sont dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces ». L'art. 1 de la loi du 12 août 1870 (encore en vigueur, v. p. 30) décide que « à partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale, dans les caisses publiques et par les particuliers ».

Remarquons que l'art. 3 de la loi de 1914 est la reproduction textuelle des art. 2 de la loi de 1879 et du décret du 15 mars 1848 abrogés, comme l'art. 1 de la loi de 1870 celle du même art. du décret de 1848. Remarquons encore que ce ne sont pas des dispositions isolées dans le droit français, que l'ancien régime et le droit intermédiaire fournissent les modèles et même les formules (p. 113 et 132).

Nous aurons encore à donner deux textes : 1° Le décret du 3 juillet 1915 qui porte : « sont prohibées la sortie ainsi que les réexportations sous un régime douanier quelconque, de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits ainsi que des monnaies d'or. Cette disposition n'est pas applicable aux exportations de la Banque de France ». 2° La loi du 12 févr. 1916 qui décide que : « en temps de guerre, toute personne convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé, d'avoir tenté ou proposé d'acheter, de vendre ou de céder des espèces et monnaies nationales à un prix dépassant leur valeur légale, ou moyennant une prime quelconque, sera condamné à une peine... » (art. 1).

Ce sont là les seuls textes susceptibles de porter atteinte

à la validité de la clause, solution admise en temps normal.

SECTION II. — *Etat de la question en jurisprudence et doctrine.*

Au premier abord, aucun des textes précités ne semble controuver la validité de la clause « payable en or » : Il est, en effet, admis qu'on peut, dans la période de 1878 à 1914, déroger à l'art. 1 de la loi de 1870 (l'art. 28, loi du 3 août 1875 abroge le seul art. 2; v. Cass. 28 décembre 1887, S. 88, 1, 205, D. 88, 1, 217); d'autre part, la suspension de la conversion regarde les seuls rapports de la Banque de France avec les détenteurs de billets (v. Dupuich, Rev. P. et P., 1920, p. 110 et suivantes et note D. 1920, 1, 138 et Aubry et R. cit.). Cette clause, admise en temps normal, semble donc devoir l'être sous le cours forcé du billet de banque. Cependant, cette solution est controversée.

Le point de départ de la controverse est fourni par deux espèces en tous points semblables : 1° Le preneur d'une traite tirée de l'étranger sur la France se prévaut de la mention insérée dans la traite que le paiement devrait se faire en monnaie d'or ou d'argent et non autrement et refuse le paiement offert en billets de banque à cours forcé (Vidal, frères et Co. c. Cunella Gilly); 2° Un prêt civil est stipulé remboursable en or ou en argent et en aucune autre valeur ou papier monnaie représentatif de numéraire dont le cours, même forcé, serait introduit en France, et la question est posée aux juges de savoir si une offre faite par l'emprunteur en billets de banque est valable et libératoire (Do. Delattre

c. Scotenten) (1). La situation est la même, le domaine seul est différent.

Le Tribunal de commerce de Marseille (7 novembre 1871, S. 71, 2, 225), dans le premier cas, déclare la clause nulle (2) et la Cour d'Aix (23 nov. 1871, S. 72, 2, 161) approuve le jugement. Dans la seconde espèce, le tribunal civil de Lille (23 déc. 1771) valide la clause, la Cour de Douai (8 mars 1872, S. 72, 2, 161) est du même avis, mais son arrêt est cassé (11 février 1773, S. 73, 1, 97). A remarquer : deux arrêts (Aix et Douai) en sens opposé dans des espèces semblables et tous deux rendus contrairement aux conclusions du ministère public.

Ce qui semble avoir mis les différentes instances en désaccord est le fait qu'en 1870, comme en 1848, le législateur se trouvait devant un billet de banque ayant cours libre. En renfermant dans une même loi deux dispositions pourtant indépendantes (le cours légal et la dispense de conversion du billet de banque), le législateur paraît avoir fourni l'occasion d'enchaîner en une seule notion les deux mesures. Ce qui le prouve, ce sont les définitions données du cours forcé où la non-convertibilité empiète sur le terrain du cours légal (p. 30 note). La si-

(1) Deux autres cas se sont présentés depuis : Une société d'assurances ayant son siège central à l'étranger mais des succursales en France contracte avant 1914 une assurance vie avec un Français habitant la France et lui promet le paiement du capital en France, en monnaie d'or. Cette clause, valable en temps normal, produirait-elle son effet après la loi du 5 août 1914 et pendant qu'elle est en vigueur? Esp. La New-York c. Deschamps, v. Req. 17 juin 1910. — Un propriétaire donne à bail son immeuble avant 1914 et stipule le paiement des loyers en France en monnaie d'or française (esp. Leffebvre c. S. Darius, civ. Seine 17 mars 1919). Quel serait l'effet de cette clause après l'entrée en vigueur du cours forcé? (V. encore com. Marseille, 7 déc. 1922, Gaz. Pal., 26 janv. 1923 et notre Chap. III.)

(2) Ce jugement est à écarter; il s'appuie sur un tout autre motif que le cours forcé du billet de banque.

tuation n'est plus la même en 1914, quand la loi n'a plus à s'occuper que de la convertibilité du billet de crédit. Cependant, si la Chambre des Requêtes (7 juin 1920) donne une solution contraire à celle du 11 février 1873, elle la subordonne à une condition (v. *infra*).

Telle est la situation; essayons maintenant de grouper les opinions.

La clause est considérée comme nulle : en jurisprudence, par la Cour suprême (11 févr. 1873) ainsi que par la Cour d'Aix (23 nov. 1871) et le Tribunal civ. de Marseille (7 nov. 1871, S. 71, 2, 225) (1), le Tribunal civ. de la Seine (17 mars 1919, Gaz. Trib., 1920, 2, 361), du même avis sont encore Cass. Athènes, 13 novembre 1894 (Cl. 97, 193) et Milan, 1^{er} mai 1894 (Cl. 98, 416); en doctrine par Aubry et Rau (IV, § 318, texte 3, note 7, p. 262 et suiv., 5^e éd.); Baudry-Lacantinerie et Barde (Oblig., II, 147); Laurent (XVII, 560); Lyon-Caen et Renault (Tr., IV, 762); Lyon-Caen (Précis., I, 409 et note S. 1920, 1, 93); Planiol (II, 423); Vainberg (Rev. crit. de dr. fr., 1874, 401); de Folleville (Rev. Prat. de dr. fr., 1871, p. 426 et suiv.); Demogue (Journ. Nat., 1921, p. 138 et 1923, p. 98, et Rev. Trimestr., 1920, p. 361, 362, 379); Garçon (Débats, 2 avril 1921).

Sont pour la validité de la clause : Civ. Lille, 23 décembre 1871 et Douai, 8 mars, 1872; Demolombe (XXVII, 259 et 262); Boistel (Précis., 669 et note D. 73, 1, 97); Dupuich (Rev. Polit. et Parlement., 10 janvier 1920, p. 110 et suiv. et note D. 1920, 1, 137). (V. aussi Pillet, Journ. des int. priv. 1896, p. 15.

Mais il y a encore deux opinions intermédiaires :

(1) Ce jugement est à écarter, il s'appuie sur un tout autre motif que le cours forcé du billet de banque.

Suivant la Chambre des Requêtes, 7 juin 1920, la clause serait valable à condition de ne pas froisser l'ordre public; et suivant Labbé (note D. 73, 1, 177) que M. Valéry admet (Journ. de dr. internat. privé, 1916, p. 1132) la clause serait valable mais le débiteur pourrait forcer son créancier à accepter un paiement en billets de banque, à condition de lui tenir compte de la prime de la monnaie stipulée sur le billet.

Ceci pour la clause « payable en or ». Quant à stipuler un paiement en monnaie étrangère, la clause est généralement admise. Telle est l'opinion de la jurisprudence d'après laquelle la succursale d'une banque russe ayant ouvert un compte courant en roubles, ne peut, à un moment où les rapports entre la France et la Russie sont suspendus, se refuser à acquitter le montant du compte en roubles sous prétexte que les roubles n'ont pas de cours en France. Le client n'a pas à s'occuper de ce point d'ordre purement interne, dit le jugement, et n'a pas d'avantage à faire état de ce que l'exportation de roubles a été interdite en Russie, car il est possible de s'en procurer ailleurs. (Civ. Seine, 30 mai 1919, Gaz. Trib., 1919, 2, 322 et Rev. dr. civ. 1921, p. 747). En doctrine, la clause est considérée comme valable (1).

Quant à la clause *agio* (v. p. 84 et 104), elle serait nulle sous le cours forcé d'après MM. Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*), Demogue (*eod*) et de Folleville (*eod*), valable en tout temps d'après Labbé (*cit.*).

(1) Aubry et R. *loc. cit.* note 9, p. 260; Baudry-L. et B., *loc. cit.*; Planiol, II, 424; Demogue, *loc. cit.* etc. M. Arino note Pandectele Romane 1920, I, conclut à la nullité de la clause (son opinion s'appuie sur l'art. 8 de la loi de cours forcé roumaine du 21 déc. 1916 suivant lequel les débiteurs qui se sont engagés avant le 15 août 1916 — l'entrée de la Roumanie en guerre — à payer en monnaie d'or pourront dorénavant s'acquitter en billets de banque suivant leur valeur nominale).

L'état de la question sommairement indiqué, nous aurons à rechercher la solution conforme au droit, à l'équité, aux besoins de la pratique, et nous le ferons suivant le plan que nous nous sommes tracé (p. 104). Nous établirons notre discussion sur la clause « payable en or », au sort de laquelle nous rattachons les deux autres. Remarquons seulement que la validité de la clause stipulant un paiement en monnaie étrangère n'a jamais été contestée en France. La jurisprudence l'admet (Civ. Seine, 30 mai 1919) comme la doctrine (*supra*). Nous verrons aussi trois nouvelles clauses qui sont d'origine récente mais qui se rattachent à l'une ou l'autre des clauses dont nous venons de parler.

SECTION III. — *La clause et les lois de cours forcé.*

A. *La clause n'est expressément défendue par aucune des lois de 1848, 1870 ou 1914.* a) Peut-on conclure de là à sa validité? Il le semble :

1° Puisque l'admission de la clause en temps normal fait la règle et que sa défense serait une mesure d'exception;

2° Puisque les lois de cours forcé se copient les unes les autres, et reproduisent dans leurs termes les textes les plus anciens, et que le Décret du 12-18 septembre 1790 (1) la défendait d'une façon expresse. Il y a donc au moins un précédent (pour ne parler que de celui-ci)

(1) Art. 4 : « En exécution du décret du 16-17 avril dernier, toutes sommes stipulées par acte payables en espèces pourront être payées en assignats, nonobstant toutes clauses ou dispositions à ce contraire ». Le décret auquel fait allusion cet article, donne dans son article 4 cours légal à l'assignat, et ses termes sont copiés de près par les art. 1 du décret de 1948 et la loi de 1870. (p. 132).

que les législateurs postérieurs, par leur silence, semblent ne pas avoir voulu suivre (1).

3° Parce que, même en 1914, la question ne peut être considérée comme tranchée : aucun arrêt des Chambres réunies, le seul arrêt du 11 février 1873, s'il trouve des partisans, est vivement combattu (v. Boistel, note D. 73, 1, 177; Labbé, note S. 73, 1, 97; Valéry, *loc. cit.* v. p. 109), il y a encore les deux arrêts contraires de Douai (8 mars 1872) et d'Aix (23 nov. 1871) tous deux rendus contre les conclusions de leur ministère public; la discussion reste donc ouverte, une défense expresse aurait été de mise si telle avait été la pensée de l'auteur de la loi, alors surtout qu'il avait des exemples sous les yeux (v. *supra*).

4° Parce qu'enfin, les lois de cours forcé, lois d'except-

(1) Douai, 18 mars 1872 (S. 72, 2, 161; D. 72, 2.) en faisant siens décision et motifs du trib. civ., Lille (23 déc. 1871) déduit de cette opposition que la clause paiement en or ou monnaie argent à l'exclusion du billet est tout aussi licite que si, en admettant comme seules monnaies légales les espèces d'or et d'argent, il était convenu que le paiement serait effectué en argent à l'exclusion de l'or et réciproquement. — Cass., 11 févr. 1873 (S. 73, 1, 93. D. 73, 1, 177), casse cet arrêt et conteste tout d'abord que cette dernière stipulation soit permise. La circulation de toutes les monnaies — dit-elle, — intéresse l'ordre public, et les particuliers ne peuvent en exclure aucune de leurs rapports (elle se démentit plus tard : Req., 7 juin 1920, S. 20, 1, 93). La monnaie serait dépréciée au détriment de l'intérêt général, — ajoute l'arrêt de 1873, — et l'art. 475 § II c. pén. ne comporte aucune distinction. — La cour est en contradiction avec elle-même, avec l'ensemble de la jurisprudence et la doctrine, elle semble encore hésitante puisqu'elle déclare dans la suite qu'alors même que les parties pourraient choisir entre les monnaies métalliques, la même liberté ne saurait leur être accordée à l'égard de la monnaie de crédit, qui est mise en circulation pour remplacer l'or et l'argent qui se raréfient à une époque où la confiance est ébranlée, le papier de crédit volontaire serait mal accueilli, dit-elle. Il serait dangereux, contraire au but de la loi, et l'intention du législateur de laisser aux particuliers la faculté de préférer les espèces métalliques et d'exclure d'un paiement, les billets, moyen de salut pour la continuation du commerce et de l'escompte. — Nous reverrons ces arguments par la suite.

tion, sont d'interprétation stricte, et que les art. 1 des décret et loi de 1848 et 1870, loin de défendre la clause renvoient simplement aux art. 475 c. pén. et 1895 c. civ. (*infra*), auxquels, quoiqu'en dise l'arrêt du 11 février 1873, il est permis de déroger (v. note précéd. et Req., 7 juin 1920).

b) La validité de la clause s'appuierait donc solidement sur le silence de la loi. Mais les objections sont nombreuses :

1° Le législateur moderne — dit-on — n'a pas à annuler une clause contraire à une loi qui se trouve être d'ordre public; cette nullité est inscrite dans les art. 6 c. civ. et 475, § 11 c. pén. (Cass. 11 février 1873; Lyon-Caen, note S. 1920, 1, 93; etc.).

Mais cette objection suppose établi que la clause est contraire à la loi, nous la réservons pour plus tard (B. § 5) ainsi que tout ce qui concerne l'art. 475 c. pén. (Sect. V, § 2).

2° On dit encore : Si le législateur de 1790 annule la clause alors que ceux de 1848, etc., ne le font pas, c'est que les conditions juridiques sont différentes : le premier n'a pas, pour l'appuyer, le droit commun, c'est-à-dire les art. 1895 c. civ. et 475 c. pén., il a donc besoin d'une disposition spéciale pour annuler la clause antérieure à la loi, disposition qui aurait été superflue sous l'empire du code civil et du code pénal, et un législateur ne doit pas faire de l'inutile (Vainberg, *loc. cit.*).

Mais cet argument ne porte pas : les articles cités ne sont ni l'un ni l'autre d'application stricte, il souffrent les dérogations conventionnelles, c'est la solution admise à l'unanimité en temps normal, c'est la solution juridi-

que, en tout cas la règle; il n'est nullement prouvé qu'une loi de cours forcé change en quoi que ce soit leurs termes ou leur esprit, au contraire (*infra* let. B.) et c'est l'avis de la Cour suprême qui admet des dérogations en temps de cours forcé (Req. 7 juin 1920). Il n'est d'ailleurs pas absolument certain que les dispositions des art. 1895 civ et 475 pén. soient nées entre 1790 et 1804 ou 1810. En voici la preuve : le décret des 12-17 *septembre* 1790 (lettre B) se réfère à celui du 16-17 *avril* (note 1, p. 110). Celui-ci décide que « les assignats créés par le décret du 19-21 décembre 1789 auront cours de monnaie entre toutes personnes dans l'étendue du royaume et seront reçus comme espèces sonnantes dans toutes les caisses publiques et particulières (art. 4). C'est le cours légal pur et simple de l'assignat. Mais quel aurait été le sens de cet article si « auront cours de monnaie » ne signifiait pas que les espèces « sonnantes » ont un pouvoir libératoire obligatoire, que les particuliers ne peuvent méconnaître (1). Jusqu'où va cette force obligatoire? Le décret de *septembre* vient le dire, il annule les clauses et dispositions contraires insérées dans une convention (note, p. 110) ; c'est que la question ne se pose même pas en dehors d'une convention (2).

(1) Cette observation nous dispenserait de citer des précédents à l'art. 475, § 11 pén. tels que l'arrêt de la cour de la monnaie, 28 avril 1781, l'édit. d'octobre 1736, arrêt 3 sept. 1757, éd. janv. 1726, arrêt du 1^{er} août 1738, du 22 août 1771, du 22 août 1711, du 11 sept. 1774, du 2 janv. 1781, etc.

(2) Remarquons que les décrets de 1790 se suivent de près, à quelques mois d'intervalle. Rapprochons les art. 1 du décret de 1848 ou de la loi de 1870. Ceux-ci sont la reproduction littérale de l'art. 4 du décret d'avril. Or, le décret de septembre n'a pas pu échapper au législateur de 1848. Il fait un choix. C'est évident. Son silence à propos de la disposition de septembre ne marque-t-il pas visiblement son intention? Voilà un argument, tiré du silence de la loi, à ajouter à ceux énumérés en tête de la présente section.

3° On dit encore : Les circonstances économiques des deux époques sont différentes, c'est ce qui explique la différence d'attitude des deux législateurs. L'assignat ne s'appuie pas sur la monnaie métallique, mais sur les domaines nationaux devant être vendus d'urgence pour le rembourser; l'assignat n'est pas une monnaie fiduciaire mais une monnaie d'Etat, destinée dans la pensée du législateur à remplacer, à jamais peut-être, l'or et l'argent; la terre est exposée à des dépréciations plus fortes que la monnaie métallique, de là, répugnance d'un côté, mesures de coercition de l'autre; ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, la démonétisation des assignats; les législateurs n'ont pas à créer une monnaie nouvelle, ils rendent obligatoire pour un certain temps une monnaie existante, ayant subi l'épreuve, dans laquelle les particuliers ont confiance; on voit dans le cours forcé le crédit à ouvrir à l'Etat, en tout cas une mesure temporaire (Vainberg, cit. IV).

Nous répondons : qu'une créance nantie d'une sûreté réelle est reçue plus volontiers qu'une créance *ab-initium* découverte en partie; — que la théorie des physiocrates est en vogue à l'époque et si bien établie qu'elle préside à la confection du Code Napoléon et règne encore pendant la première moitié du XIX^e siècle; — que s'il peut résulter une dépréciation d'une vente en bloc des domaines, surtout à une époque troublée, personne n'est garanti contre une émission à outrance et un épuisement sérieux du stock métallique de conversion (v. la Russie des Soviets, l'Allemagne, l'Autriche, etc., en 1923); — que l'assignat n'est pas plus, en droit ou en fait, une monnaie d'Etat que ne l'est le billet de banque, aujourd'hui que

l'Etat, en retour du droit d'émission qu'il accorde, s'aroge privilèges et avantages dont le plus périlleux pour la banque, la fortune des particuliers, le régime économique et financier est la main-mise éventuelle sur le stock métallique et le crédit réservé ; — que si le public de 1790 ne devait pas être encouragé par le précédent du billet de 1716, celui de 1848 n'avait aucune raison de l'être davantage, ayant sous les yeux trois exemples pour un (le billet Law de 1716, l'assignat de 1789 et le mandat territorial de l'an IV) ; — qu'en 1848 et 1870, le billet de banque avait subi l'épreuve comme monnaie *libre*, que la confiance avec laquelle on l'acceptait en paiement résidait autant dans la faculté de le refuser que dans celle d'obtenir la conversion, et que la contrainte, à elle seule, pourrait la lui enlever autant que la suspension de la conversion ; que le législateur de 1790 voyait dans l'assignat une mesure tout aussi transitoire que n'importe quel législateur conscient, dans le cours forcé du billet de banque ; — que si la contrainte, doublée de la défense de la clause exclusive, n'a pas pu empêcher la démonétisation de fait de l'assignat, pas plus que celle du billet Law ou du mandat territorial, ce résultat à lui seul devait instruire les législateurs de 1848 et postérieurs que défendre la clause est pour le moins inutile, sinon dangereux. — En somme, ou bien l'on part de l'idée que les circonstances économiques des deux époques sont essentiellement différentes, et alors on doit admettre qu'à des besoins différents s'imposent des mesures appropriées mais non pas semblables (1), ou bien l'on admet qu'en temps troublés les conditions se valent, et alors la diffé-

(1) Une nouvelle monnaie créée pour les besoins du moment a certainement besoin d'être imposée avec beaucoup plus de rigueur que celle qui a su se faire adopter en dehors de toute contrainte.

rence des mesures s'explique par des conceptions différentes des moyens (1), et encore n'oublions pas que les dispositions législatives de 1790 ont été sous les yeux des législateurs modernes.

Défendre la clause — dit-on, — aurait été un danger. Si le législateur de 1848 ou 1870 l'avait fait, les financiers se seraient demandés pourquoi cette mesure superflue, les agioteurs auraient exploité la situation. Alors, au lieu de créer une situation claire, ils auraient contribué à la ruine du crédit public. C'est grâce à l'absence de cette défense dans les lois de 1848 et 1870, qu'on voit pour la 1^{re} fois en France en 1848 le billet faisant prime sur l'or et la Banque de France demander à être délivrée du cours forcé, qu'en 1874, après un emprunt de 7 milliards, l'or ne faisait aucune prime sur le billet malgré son cours forcé (Vainberg, *cit.* IV).

Mais le cours forcé à lui seul, sans contenir la défense de stipuler un paiement en or, ne fait illusion à personne. Ce sont les événements mêmes qui préviennent financiers et gens du peuple, et ce sont ces derniers qui, en prévision de la suspension de la conversion, se présentent pour réclamer le remboursement. — En outre, est-ce créer une situation claire que de ne pas défendre une clause admise en règle générale, si telle est la pensée du législateur ? — quant à la prime du billet sur la monnaie métallique en 1848 ou leur parité en 1870, elles s'expliquent par la dépréciation du métal à cette époque, due à la découverte des mines de Californie, par la sagesse du gouvernement qui limita les émis-

(1) Ce qu'un législateur a pu juger utile, le second l'a pu croire néfaste. En fait, le législateur de 1790 semble répéter une expérience malheureuse, celui de 1848, etc., en tirer l'enseignement.

sions aux besoins et par le patriotisme et la foi des citoyens.

5° On dit encore : si le législateur avait voulu admettre la clause, il l'aurait dit (Vainberg, *cit.* IV). Mais la capacité et la liberté d'agir sont de règle en droit moderne, et les restrictions limitativement énumérées. En matière d'obligations, le principe est établi par l'art 1134 c. civ., dans la sphère de leur solution, par l'art. 1243 et, particulièrement pour la lettre de change et le billet à ordre, par les art. 143 et 187 c. com., mais cette liberté d'agir est subordonnée à une condition : c'est qu'on n'aille pas à l'encontre de l'ordre public (art. 6, 900, 1172, 1131, 1133 c. civ.). Or, les art 1895 civ. et 475 pén. restrictifs du principe sont interprétatifs de volontés (pour l'art. 6 v. Sect. V, § 5). Ce n'est donc pas au législateur de dire ce qu'il permet de faire puisque la liberté d'action est la règle. Et c'est si bien la règle que la clause est admise sans discussion en temps normal. — N'oublions pas, en outre, que la loi de cours forcé est une loi d'exception et qu'il incombe au contraire au législateur d'y fixer toutes les exceptions qu'il entend faire au droit commun. Or il en établit deux, mais n'annule pas la clause.

En somme, la loi ne défend pas la clause et ce qui n'est pas défendu est permis sous la réserve de l'ordre public ; mais cette clause ne lui porte aucune atteinte (Sect. V, § 5). Et ce n'est pas un oubli puisqu'il y a des précédents. L'admission de la clause en temps normal fait le droit commun et le législateur dont la pensée était d'y porter une dérogation devait l'exprimer. Or, les lois de cours forcé sont d'interprétation stricte,

Et la question de la validité de la convention ne peut être considérée, même par le législateur de 1914, comme tranchée. Autant de raisons, croyons-nous, de conclure à la validité de la clause, et nous croyons aussi avoir réfuté toutes les objections contraires à cette solution. Nous n'aurons pas à argumenter différemment, qu'il s'agisse de la clause payable en or, en monnaie étrangère ou de celle qui oblige le débiteur à tenir compte au créancier de la différence d'agio d'une espèce à l'autre.

B. — *La clause n'est expressément défendue par aucune loi de cours forcé, mais l'est-elle au moins d'une façon implicite ?* C'est-à-dire, y a-t-il incompatibilité entre la clause « payable en or » et une disposition expresse de la loi, son esprit, son but, ou avec l'intention du législateur ? Ceux qui argumentent sur l'ordre public de la loi pour la repousser le supposent. (v. Sect. V, § 5). Examinons les questions.

§ 1. *La clause et le sens strict des textes.* — Opposons la clause aux textes : Toute loi de cours forcé contient deux dispositions : — *a*) la dispense de conversion (art. 2, L. 1914 et art. 2, L. 1848 et 1870) et, — *b*) subsidiairement, pour le cas où le billet n'a pas cours légal, la décision que celui-ci sera reçu comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers (art. 1, décr. 1848 et L. 1870). — Que fait la clause ? *a*) Elle impose comme monnaie de paiement telle espèce que les parties ont choisie lors de la convention et, — *b*) elle exclut, par là même ou d'une façon expresse, un paiement en billets, qui se trouvent avoir cours légal et dont la convertibilité est momentanément

suspendue. Voyons, dès lors, quelle est la disposition de la loi que la clause tient en échec ?

Ce n'est pas la suspension de conversion, qui concerne exclusivement les rapports de la Banque de France avec les détenteurs des billets. — Mais l'exclusion d'un paiement en billets semble au premier abord contraire à l'art 1 de 1848 et de 1870. Seulement la loi de 1914 ne contient pas cette disposition, et pour cause (la non abrogation de l'art 1 de la loi de 1870 laisse subsister le cours légal du billet). N'oublions pas non plus que si les particuliers, entre 1878 et 1914, ne peuvent refuser un paiement en billets sans encourir la peine prescrite par l'art 475 c. pén., ils sont parfaitement libres de l'exclure par une convention expresse. Dès lors, si la clause semble contraire aux lois de 1848 et 1870, on ne peut dire autant à propos de la loi de 1914, dont les dispositions sont étrangères aux rapports des particuliers entre eux. C'est dans cette observation, croyons-nous, qu'est le nœud de la controverse. Il nous semble que si, au moment où elle est née (1871-1873), on s'était trouvé devant un billet ayant, avant la loi du cours forcé, force libératoire obligatoire, il est probable qu'on aurait pu voir dans la seule suspension de conversion, une mesure prohibitive de la clause. La Cour de Cassation en 1873, moins surprise, moins empressée de « bien faire », n'ayant peut-être pas à subir les suggestions de l'arrêt de la Cour d'Aix, ou des conclusions du Ministère public près de la Cour de Douai, aurait-elle annulé la clause ? Nous n'en savons rien, mais le fait est que l'arrêt du 7 juin 1920 de la Chambre des Requêtes s'écarte de la voie tracée en 1873 et s'il n'en

sort pas franchement, c'est, croyons-nous, un peu dû au poids de la tradition.

Mais pour avoir opposé les deux cas, nous n'avons pas résolu le problème. Abordons la situation de 1848 et 1870. Elle n'a plus qu'un intérêt théorique, mais c'est elle qui renferme la difficulté, elle nous facilitera donc la tâche. Que décide l'art. 1 des lois de 1848 et 1870 ? Que « les billets de la Banque de France seront reçus *comme monnaie légale...* » Ce qui veut dire que la loi donne au papier de crédit une *valeur obligatoire équivalente* à celle des espèces ayant cours légal (Aix, 23 nov. 1873). D'après cet arrêt, elle assimile, au point de vue de la recevabilité, le billet à la monnaie métallique (1). Sans toucher à la notion communément acceptée du cours légal de la monnaie métallique, la loi l'adopte purement et simplement pour la monnaie de

(1) A notre avis, la Cour d'Aix, en employant les termes « valeur obligatoire équivalente », s'est trop avancée pour s'en tenir à la nullité de la clause (v. p.). Est-ce en s'en apercevant, en s'inspirant de son arrêt du 7 avril 1856 (cit.) ou par un simple hasard que l'arrêt du 11 février 1873 a transformé ces termes en « *valeur obligatoirement équivalente* », ce qui est différent ? Ce n'est pas là un querelle de mots, puisque Labbé pense que, si ceci veut dire, qu'à même valeur nominale billet de banque et monnaie métallique devront être reçus comme ayant la même valeur absolue, quelle que soit la dépréciation du premier, « ce serait une inexactitude dangereuse » (note S. 73, 1, 97). Car il est indiscutable — pense Labbé — que le papier n'aura jamais la valeur du métal. Il n'aura que la valeur de la confiance que le public lui accorde et non pas celle que lui attribue la loi. Le métal, obligé de se laisser prendre comme équivalent du papier, se cachera ou se livrera au commerce du change qui méconnaît le cours forcé (S. 72, 2, 161). Dès lors — dans une autre sphère — au cas où les parties ont fixé le prix d'après la dépréciation du billet et où elles conviennent que si le débiteur s'acquitte en monnaie d'or ou d'argent il aura droit à une réduction de prix proportionnelle à la prime de la monnaie versée sur le billet de banque, la clause serait-elle valable si l'on admettait le principe d'équivalence entre la monnaie de papier et la monnaie métallique ? Annuler une pareille clause serait un non sens, modifier le contrat serait difficile, pourtant il ne pourrait pas être exécuté tel qu'il est fait, car il est évident que les parties n'ont pas attribué la même valeur au papier et à la monnaie métallique (Labbé, note S. 73, 1, 97).

crédit qu'elle soumet aux mêmes règles, ni plus, ni moins rigoureuses (v. Boistel, D. 73, 1, 177). Or « le cours légal est l'obligation pour les particuliers d'accepter en paiement la monnaie nationale (art. 475, § 11, c. pén.), dans la mesure ou la loi l'ordonne (v. décr. 1810, L. 1866, etc.), à moins que les parties n'aient, par une convention expresse, fait un choix entre les monnaies nationales ou qu'elles ne les aient exclues en faveur d'une monnaie étrangère (art. 143, c. com. et 1134 c. civ.) » Ceci est unanimement admis en jurisprudence et doctrine pour le temps normal, et c'est la règle. Or, ni l'une, ni l'autre loi de cours forcé ne dérogent d'une façon expresse à ces principes. Leurs art. 1 ne défendent pas aux particuliers d'exclure un paiement en billets, il renvoient implicitement à la notion du cours légal de la monnaie métallique. Les termes « seront reçus comme monnaie légale » ne peuvent recevoir d'autre interprétation. Dès lors, si les particuliers peuvent, par une convention, exclure la monnaie légale d'or et d'argent, la même faculté doit leur être accordée quant au billet de banque, puisqu'il devrait être reçu simplement « comme monnaie légale » (v. cependant note, p. 111 sur Cass. 11 février 1873 et opposez, Req., 17 juin 1920). Donc, l'incompatibilité de la clause avec les textes de 1848 et 1870, n'est qu'apparente. — Quant à la loi de 1914, cette apparence même n'existe pas, et alors surtout que le billet de banque à cours légal (de par la non abrogation de ce même art. 1 de la loi de 1870), reçoit pendant la période de 1878 à 1914 son interprétation normale.

Pour que la clause fût en désaccord réel avec une loi

de cours forcé, il faudrait que celle-ci : — ou bien démonétisât la monnaie métallique, lui retirât son cours légal [et encore !... (1)], — ou bien qu'elle prohibât sa circulation, — ou qu'elle imposât aux particuliers d'une façon exclusive, ou tout au moins absolue, l'usage du billet de banque que la clause exclut.

Or, rien de pareil dans aucune loi de cours forcé. — a) La loi, loin de démonétiser la monnaie métallique d'or et d'argent, y ajoute une troisième monnaie légale pour suppléer à sa raréfaction. — b) Elle ne prohibe pas sa circulation : tout particulier peut posséder, acquérir et faire un paiement en monnaie métallique et le versement par lui effectué, par cela seul qu'il est fait en or ou en argent, ne serait ni nul, ni sujet à répétition ou à blâme (v. Dupuich, cit.) — c) Mais la clause n'exclut-elle pas une monnaie de papier que la loi impose d'une façon exclusive ? Non, puisque, loin de démonétiser la monnaie métallique, elle y ajoute une nouvelle monnaie légale. — d) Reste à savoir, du moins, si la loi ne fait pas du billet une valeur obligatoire absolue, de façon à écarter toute clause exclusive ? Non, puisque le billet serait reçu comme monnaie légale sans plus, ni moins de rigueur.

2° *La clause et l'esprit de la loi.* — Au point de vue strict des textes, la clause n'est donc contraire à aucune

(1) La monnaie démonétisée cesse d'être monnaie : perd sa force légale, n'oblige plus les particuliers à l'accepter en paiement, son refus ne constitue plus une contravention, sa valeur nominale ne fournit plus la base de compte dans un règlement, sa valeur absolue subit une dépréciation mais elle n'en reste pas moins une valeur marchande cotée en Bourse. Elle peut être achetée, vendue, échangée, faire l'objet de transactions à terme et au comptant. Mais en supposant une monnaie démonétisée entre la naissance et l'échéance d'une convention stipulant paiement en cette espèce, quel sera l'effet de la clause ? Voir p. 96.

disposition expresse des lois de cours forcé de 1848, 1870 ou 1914. Mais l'est-elle à leur esprit ? On l'a soutenu (1).

On pourrait, en effet, prétendre que : puisque les lois de cours forcé sont d'ordre public, et qu'elles le sont dans toutes leurs dispositions, puisque leurs articles 1^{re} (L. 1848 et 1870) déclarent que la monnaie de crédit sera reçue comme monnaie légale, en renvoyant aux art. 1895 civ. et 475 pén. ils leur communiquent leur propre caractère de mesures d'ordre public ; on ne pourrait donc plus y déroger.

Mais cet argument perd de vue que les art. précités renvoient aussi aux articles 143 c. com. et 1134 et 1243 du c. civ. Car, le cours légal est la combinaison et de la contrainte ordinaire, et de la liberté de déroger par convention. C'est l'acception courante de la notion, puisqu'admise en temps normal, elle fait la règle, et c'est la notion juridique puisqu'elle se justifie en droit. En effet, la loi du 7 germinal au XI organise deux monnaies légales (v. p. 65), mais n'ordonne pas aux particuliers de les accepter en paiement, ni ne leur défend d'en préférer une autre. Vient le code civil de 1803. Il décide bien que l'objet d'un prêt d'argent ne sera jamais que de la somme numérique énoncée au contrat en monnaie ayant cours au jour du paiement, mais l'art. 1134, texte de principe, fait de la convention la loi des parties et décide en outre que la bonne foi doit présider à l'exécution de toute obligation. Ce code décide encore que le

(1) Cass. 11 févr. 1873, Aix, 23 nov. 1871 ; Vainb., de Follev., Lyon-C. et R., Tr. cités ; Lyon-C., note S. 1920, 1, 193, Demogue. Journ. Nat. 1921, p. 137. *Contra*, Dupuich, Rev. P. P. cit. et note D. 1920, 1, 137. Voir aussi Labbé et Valéry cités.

créancier n'est pas tenu d'accepter autre chose que ce qui lui est dû (art. 1243). Si l'art. 1895 d'un côté et les art. 1134 et 1243 de l'autre peuvent s'exclure (en faisant alors de l'art. 1895 une mesure d'exception, son application devrait être limitée au prêt d'argent), ils peuvent tout aussi bien se concilier. Pourquoi choisir plutôt la première solution que la seconde juridiquement normale et simple? La conciliation s'appuie sur l'existence d'une clause et la suppose valable. C'est l'interprétation qu'on donne en temps normal. Elle s'impose d'autant plus que le Code de comm. de 1807 vient apporter une dérogation expresse à l'art. 1895. Son art. 143 veut que la lettre de change soit acquittée dans la monnaie qu'elle indique. Or, il n'y a aucune raison de principe, surtout que cette mesure est la simple application des art. 1134 et 1243, pour renfermer cette décision dans la sphère des effets de commerce ou même des rapports commerciaux. Cela vient donc à l'appui de la validité de la clause. Suit le Code pénal (loi 12-22 février 1810). Il érige le refus d'accepter une monnaie légale en contravention. Change-t-il la situation qui s'imposait antérieurement? Au contraire, il s'accorde parfaitement avec la solution donnée. C'est une disposition interprétative signifiant qu'à défaut d'une clause contraire, tout créancier est tenu d'accepter en paiement la monnaie nationale sous peine d'amende. C'est la notion même du cours légal et elle se dégage nettement de l'ensemble des mesures citées. C'est dans cette acception qu'elle entre en jurisprudence et doctrine et fait le droit commun. Or, les lois postérieures, le décret de 1810 et les lois de 1854, 1864 et 1866 n'y changent rien. Elle s'emboitent dans l'ensemble tout

en limitant le versement en monnaie de cuivre ou d'argent divisionnaire qu'un créancier est tenu d'accepter à défaut d'une clause. Nous avons repris la législation dans l'ordre chronologique et essayé de fixer la notion du cours légal de la monnaie métallique : « valeur de libération obligatoire mais subordonnée à la convention des parties. » Or, l'art. 1 du décret de 1848 veut que la monnaie de crédit soit reçue « comme monnaie légale ». Ceci, parce que le billet n'était jusqu'alors qu'une valeur facultative (av. Conseil d'Etat, an XIV), un créancier pouvant toujours exiger un paiement en monnaie métallique (v. Cass. 7 avril 1856, cit.). L'art. 1 renvoie donc à la notion courante du cours légal de la monnaie métallique. Il établit un régime d'exception dans la situation légale du billet de banque valeur de cours libre, mais s'il avait voulu déroger en même temps au régime du cours légal de la monnaie métallique, il aurait dû l'exprimer d'une façon expresse et non pas y renvoyer. L'art. 2 du même décret porte une seconde atteinte au régime normal du billet de banque : il suspend sa conversion. De plus, cette mesure est étrangère aux rapports des particuliers entre eux. Encore, remarquons que si, dans la pensée du législateur, cette mesure emportait défense de refuser un paiement en billets, son art. 1 n'a pas de sens. La loi de 1870 reprend textuellement le décret de 1848, et la loi de 1914, les art. 2 des lois précédentes. Dès lors, de quelle autre disposition pourrait-on dégager un esprit contraire à la notion juridique et normale du cours légal, donc à la clause ? Ce n'est en tout cas pas de la combinaison des deux dispositions : elles sont dissemblables et visent des rapports différents.

D'ailleurs, la loi de 1914 n'en contient qu'une, et ce n'est pas la dispense de conversion qui implique la nullité de la clause (*supra*). Cette disposition est complétée par l'art. 1 de la loi de 1870, implicitement confirmé par la loi du 17 novembre 1897 (art. 14). Or, celui-ci reçoit, dans la période de 1878 à 1914, l'interprétation que nous venons de donner du cours légal. Dès lors, rien de plus curieux que de voir, par le seul fait que la loi accorde à la Banque de France un moratorium, la clause valable jusqu'en 1848, nulle depuis, licite à partir de 1850, sans effet en 1870, obligatoire après 1878 et défendue encore en 1914! C'est un changement à vue bien maigrement défendu en droit et qui, pratiquement, tient bien peu compte de la certitude qui doit régner dans les contrats.

§ 3. *La clause et le but de la loi.* — La clause, a-t-on soutenu (note, p. 123), est contraire au but de la loi. Quel est donc ce but?

On n'a qu'à envisager les événements, la situation monétaire et économique à la veille de nos lois de cours forcé. En 1848 et 1870, le billet de banque est une monnaie facultative. Les événements en cours ébranlent la confiance en lui. On préfère la monnaie métallique, on la garde autant qu'on peut, mais on refuse le billet dont on tient à se défaire. Seulement, la seule chance de récupérer sa valeur est de réclamer la conversion puisqu'on ne peut l'imposer en paiement. Mais la conversion du billet n'est pas entièrement assurée (p. 24), de là, affluence aux guichets, panique, etc. En 1914, le billet circule par la volonté de la loi (cours légal), mais ceci n'assure pas la conversion de tous les billets en cours, n'assure donc pas leur valeur de confiance. On se sert du billet tout en conservant les espèces métalli-

ques et on les conserve d'autant plus facilement que la loi assure l'écoulement des billets. Mais, pendant que la tendance du billet à cours libre est de débarrasser le marché d'une monnaie dépréciée, celle du billet à cours légal est au contraire de chasser la monnaie saine. Dans un cas comme dans l'autre, la conversion amènera l'épuisement du stock métallique de la banque, entraînera sa faillite puisqu'elle ne pourra répondre à toutes les demandes, et arrêtera ses opérations d'escompte, ce qui signifiera, surtout dans ces périodes où les demandes affluent, où les événements l'exigent (v. décl. Cons. gén. B. F., 15 mars 1848, D. 48, 4, 49), la ruine de l'industrie, du commerce, des établissements de crédit, du travail, du crédit de l'Etat. Devant les circonstances et l'alternative de suspendre les conversions ou les escomptes, la Banque de France demande en 1848 au gouvernement provisoire que « ses billets et escomptes soient réputés monnaie légale », que la conversion soit suspendue, qu'elle soit autorisée à émettre des coupures et à augmenter l'émission d'un certain chiffre (*ead.*). Le gouvernement considérant les faits (relatés *supra*) croit que, loin de permettre la suspension ou la restriction des escomptes, il doit donner à la banque le moyen de fournir à l'industrie et au commerce des puissants instruments de crédit, attendu qu'il est indispensable de conserver à Paris les espèces du Trésor en dépôt à la banque, et que la limitation de l'émission donne au public toute la sécurité désirable (Préamb. décret 15 mars 1848, D. *ead.*). Ces « puissants instruments de crédit » sont les billets de banque à cours légal et à conversion suspendue. Voilà pour le décret de 1848. Pour la loi du 12 août 1870, nous renvoyons au discours

du ministre des finances Magne (D. 70, 4, 76). Il est inspiré du préambule cité. Il déclare que, dans les opérations d'escompte, la banque donne un engagement à vue contre d'autres à terme. Or, l'émission dépasse l'encaisse ce qui lui permet de faire des opérations qui dépassent ses moyens réels, mais ce système s'appuie sur la confiance du public. Lorsque cette confiance fléchit, que la panique gagne et devient un danger plus réel encore que les faits, que la conversion devient pressante, qu'on exige de la banque l'exécution de ses engagements à vue sans lui permettre d'attendre les échéances de son portefeuille, les caisses seront épuisées, la banque devra cesser les opérations d'escompte et le commerce et l'industrie seront sérieusement atteints. Le discours signale encore deux autres avantages résultant de la préservation de l'encaisse : la possibilité de faire des achats à l'étranger et d'assurer le service de l'armée (emprunts en métal et en billets à l'Etat).

Quel est donc le besoin auquel le législateur doit répondre? Sauver l'encaisse de la banque, lui permettre de continuer ses opérations d'escompte, assurer à l'Etat la libre disposition du stock métallique, et des emprunts en billets. Or, quels sont les moyens qu'il emploie? La suspension de la conversion et, le cas échéant, le cours légal du billet de banque. Or, ni l'une, ni l'autre mesure ne sont faites pour renforcer son crédit. L'arrêt de conversion vaut dans une certaine mesure expropriation sans contre-partie, et seul le cours légal sauve le billet de la démonétisation de fait en assurant sa circulation effective. Mais arrêter la conversion, préserver le stock, n'est-ce pas assurer au billet l'espoir

d'une conversion dans l'avenir? En théorie oui, mais pratiquement cet espoir est fonction de l'inflation et de l'épuisement du stock. Or, dans ces périodes de crises, les rentrées budgétaires escomptées sur les prévisions ordinaires sont insuffisantes, ralenties momentanément ou même arrêtées, les besoins croissent dans des proportions inaccoutumées, le recours à l'emprunt public peut être d'un rendement douteux, inopportun, même impopulaire. La seule ressource du Trésor est alors le crédit qu'il s'est ménagé auprès de la banque en retour des privilèges accordés. La suspension de la conversion lui permet de puiser dans le stock métallique pour « les achats à l'étranger », le billet de banque à cours légal lui assure une monnaie pratique pour le service de l'armée et les paiements à l'intérieur. La valeur de ces billets dépendra donc de l'usage que le Trésor fera de son crédit, du rapport des émissions anciennes et nouvelles à l'encaisse effectif qui restera en banque. C'est cette valeur aléatoire « les puissants moyens de crédit » (Décl. 1848, *supra*) que la banque fournira au commerce, à l'industrie en escompte. Peut-on soutenir dès lors que le cours forcé a pour but de renforcer le crédit du billet (Lyon-Caen et R., IV, p. 652 *in fine*) alors qu'il fait tout pour le subordonner aux événements et à la volonté des gouvernants?

En somme, le but du cours forcé (dispense de conversion et cours légal de la monnaie de crédit) est : A. en mettant le stock à l'abri de la conversion : *a*) d'éviter la ruine de la banque, *b*) de tenir l'encaisse à la disposition du Trésor (1) ; B. en donnant cours légal au billet : *a*) de fournir à la banque une monnaie pratique pour conti-

(1) Civ. Seine, 9 juillet 1917 ; Lyon-Caen et R. IV, p. 652.

nuer ses opérations d'escompte (1) et b) de la mettre à la disposition de l'Etat pour ses besoins internes (2).

Dès lors, en quoi la clause « payable en or » peut-elle contrecarrer le but de la loi? Son exécution n'épuise pas l'encaisse de la banque, la clause ne lui est pas opposable et elle peut continuer à refuser les remboursements en numéraire. La clause n'empêche pas le Trésor d'épuiser au besoin cet encaisse, ni le billet de faire office de monnaie légale, de servir pratiquement de monnaie courante dans les opérations internes, donc l'Etat et les particuliers de s'en servir.

Mais nous avons vu qu'on attribue à la loi l'intention d'arrêter sinon d'éviter sa dépréciation. Or, exclure le billet d'un paiement, dit-on, c'est user sa valeur de confiance, et la banque n'aurait plus à sa disposition un moyen valide de seconder l'industrie, le commerce et l'Etat (Lyon-Caen et R. cit.). Seulement, si le but de la loi est de soutenir le crédit du billet, elle s'y prend bien mal (*supra*). La valeur du billet dépendra de l'inflation et de l'épuisement du stock, que la loi prépare mais dont nul ne peut prévoir la mesure. En outre, c'est un but qu'aucun législateur raisonnable ne devrait viser, puisqu'il ne pourrait l'atteindre par le fait qu'il ordonne l'équivalence de valeur du billet et de la monnaie métallique. Le papier n'aura jamais la valeur de celle-ci quoiqu'en dise un législateur (v. Labbé, note S. 72, 2, 161 et

(1) De soutenir l'industrie, le commerce et la banque : Cass., 11 février 1873 ; civ. Seine, 9 juillet 1917 ; Paris, 13 février 1919. (Cet arrêt ajoute : de maintenir le plus d'or en France., — il se réfère sans doute au décret de 1915). — de Follev. cit. 8° ; Lyon-Caen et Renault, IV, p. 652, etc.

(2) Assurer la libre circulation des billets à l'égard de la monnaie métallique, dit civ. Seine, 9 juillet 1917.

73, 1, 97). D'autre part, qu'est-ce que la valeur de la somme des conventions portant stipulation de paiement en or par rapport à la masse des opérations journalières ! Quelle est la somme des conventions qui pourront influencer le marché ? Quatre conclues en France et une à l'étranger (Trib. com. Marseille, 7 décembre 1922, v. p. 107 et note) dont deux dans la période de 1870 et 1878.

On dit encore que le but de la loi est d'introduire le billet en remplacement de la monnaie métallique raréfiée, d'enrayer l'agiotage qui entrave le crédit ; or, admettre la clause, c'est augmenter les difficultés de paiement et encourager l'agiotage (Vainberg, III, cit.). Mais admettre la clause, c'est faire circuler le métal, or, c'est la thésaurisation qui augmente l'écart entre le métal et le billet, c'est elle qui fournit matière à l'agiotage. Ce n'est pas la clause qui augmentera les difficultés de paiement, mais l'avalissement du billet, l'inflation, l'épuisement du stock et le cours forcé. Augmenter les difficultés de paiement, c'est tenir la clause pour nulle, c'est suspendre la conclusion de nombreux contrats, car, la clause assure la fixité des prix, le moindre aléa des opérations. La clause généralisée supprime l'agiotage, les paiements effectifs en numéraire, c'est le retour à l'office de la Chambre des compensations, au régime normal. La clause va même vers le but de la loi puisqu'elle fait circuler le métal ce qui, éventuellement, pourrait renforcer l'encaisse de la banque (v. l'esp. La New-York, Req. 17 juin 1920 et Dupuich, Rev. P. et P. cit. et note D. 20, 1, 137).

§ 4. *La clause et l'intention du législateur.* — La clause,

dit-on, est contraire à cette intention (1). Mais quelle est cette intention?

On sait que la monnaie fiduciaire n'est pas une création du XIX^e siècle; ses prototypes en France sont le billet Law, l'assignat et le mandat territorial. Il serait utile de voir quelles sont les mesures que les différents législateurs ont pris à leur égard. Elles sont trois : la suspension de la conversion, l'ordre intimé au public de les accepter comme monnaie légale, et enfin la défense de les écarter d'un paiement par une clause, quelquefois encore, la suspension de la circulation métallique (2). Or : 1^o La deuxième et la troisième mesure n'auraient aucun sens si la notion du cours légal n'était pas acceptée dans le sens que nous lui avons donné (p. 121); 2^o Les législateurs modernes ont toutes ces mesures sous les yeux, ils n'ont rien inventé, pas même leurs termes; 3^o Sur les trois mesures, ils en prennent deux. Cette observation se passe de tout autre commentaire. Leur intention apparaît clairement alors surtout que la dis-

(1) Cass., 11 février 1873, Vainberg, de Follev., cit ; Lyon-Caen, note S. 1920, 4, 193.

(2) Le billet Law créé en 1716 reçoit « cours de monnaie » de la loi du 18 janvier 1720. L'arrêt du Cons. de la Monnaie, 6 avril 1720, déclare nulles les stipulations de paiements en monnaie métallique (elle va jusqu'à suspendre le cours de celle-ci). L'ordonnance du 17 juillet 1720 suspend la conversion. — L'assignat, créé non convertible par la loi 19-21 décembre 1789, reçoit « cours de monnaie » du décr. 16-17 avril 1790 (cit.) et le décr. 12-18 sept. 1790 porte que les paiements seront faits en assignats nonobstant toute clause contraire (*eod.*), alors que la loi du 1^{er} août inflige des peines à ceux qui refuseront les assignats. (v. aussi l. 5 mess. et 25 mess. an III et 12 prim. an IV). — Le mandat territorial est créé non remboursable par la loi 28 vent. an IV. La loi 7 germ. an IV annule toute clause portant paiement autrement qu'en mandats et punit tous ceux qui en refusent (L. 5 therm. an IV établit la conversion, que suspend celle du 29 mess. Cette dernière mesure est abrogée par la loi du 15 germ. et celle du 6 pluv. an VI v. encore loi 5 mess. an V et 11 frim. an VI.

position abandonnée et les faits historiques les instruisent du danger que le billet encourt et de l'inefficacité d'une pareille mesure. On a cependant donné d'autres explications à leur attitude, nous les avons vues (p. 112 et s.) et il serait inutile d'y revenir.

§ 5. *La clause et le caractère d'ordre public des lois de cours forcé.* — Le principal argument de l'arrêt du 11 février 1873 pour annuler la clause est le suivant : Les lois, dit-il, qui, en vue d'enrayer une crise monétaire, donnent cours forcé au papier de crédit, participent du caractère des lois de police et de sûreté auxquelles l'art. 6 (v. aussi 1172, 900, 1131, 1134 c. civ.) défend de déroger. Le caractère d'ordre public des lois de cours forcé est généralement admis même par les adversaires de la décision de 1873 (1). Mais pour argumenter sur l'ordre public de la loi, il faut supposer que la clause lui est contraire. L'arrêt précité le suppose *à priori* et considère la clause nulle et sans effet (2). La Chambre des Requêtes (7 juin 1920, S. 20, 1, 193; D. 20, 1, 137), dans l'espèce à elle soumise (il s'agissait finale-

(1) V. Labbé, notes S. 1872, 2, 161 et 1873, 1, 97; Valéry, Journ. dr. int. priv. 1916, p. 1133 et man. 697. Dupuich. Rev. Pol et P., 1920, p. 110 et note. D. 1920, 1, 137. Voir aussi, note D. 73, 1, 177.

(2) En ce sens : Aix, 23 nov. 1871 (S. 72, 2, 161) et civ. Seine 17 mars 1919 (Gaz. Trib. 20, 2, 3); de Follev. cit; Labbé, notes cit; Vainberg, cit; Valéry, cit; Lyon-Caen, note, S. 1920, 1, 193; Demogue, Journ. Not., 1921, p. 137, 1923, p. 98; Dupuich, cit.; Demolombe XXVII, 262; Aubry et R. IV, § 318, texte et note 9; Laurent, XVII, 560; Lyon-Caen et Renault, IV. — *Contra* : Douai, 8 mars 1872, S. 72, 1, 161. — M. Arion (Pandecte romane, cahier 1, 1921) voit aussi dans la défense expresse de la clause de la loi roumaine de cours forcé de 1916, une mesure d'ordre public. Remarquons, en outre, que ceux qui argumentent sur l'ordre public de la loi pour annuler la clause la considèrent illicite, non seulement lorsqu'elle est insérée dans la convention postérieurement à la promulgation de la loi et sous son empire, mais aussi lorsqu'elle est faite d'avance et en prévision d'une loi de cours forcé probable ou imminente.

ment de faire entrer de l'or en France), déclare la clause conforme à la loi. L'ordre public, dit-elle, exclusivement fondé sur l'intérêt national, n'est intéressé au cours forcé qu'en ce qui concerne les paiements à faire en France, par des Français. L'étranger débiteur d'une monnaie déterminée par la convention ne peut pas réclamer en France le bénéfice du cours forcé (1).

Nous laissons de côté la part du vrai et du faux dans

(1) Cet arrêt approuve celui de la Cour de Paris (13 février 1919, P. 1920, 1, 195) qui est d'accord avec le Trib. civ., Seine, (17 mars 1919) qui déclare qu'il ne faut pas prendre l'art 6 à la lettre. Ce serait élargir, dit celui-ci, son sens et sa portée que de considérer d'une façon absolue et sans distinction, comme nulle une convention particulière, par cela seul qu'elle paraît au premier abord contraire aux dispositions d'une loi basée sur un intérêt d'ordre public. L'application de l'art 6, ne s'impose qu'au cas où l'intérêt public commande le respect absolu de la disposition prise, de sorte qu'on ne puisse y déroger sans aller à l'encontre de son but. La dérogation est au contraire licite, lorsqu'elle ne présente aucun inconvénient social et que la véritable intention du législateur se trouve respectée. (Voyez dans le même sens comm. Marseilles, 7 déc. 1922, Gaz. Pal, 26 janvier 1923 dans une espèce un peu différent. — La Cour de Paris l'approuve en appel. Elle pense que si les lois édictant le cours forcé sont d'ordre public, il appartient à la Cour de rechercher le but poursuivi par le législateur et si le contrat, qui lui est déféré est de nature à y porter atteinte. Le but des lois de 1915 et du 16 février 1916 (v. Sect IV) est de défendre l'encaisse de la Banque de France, de fortifier son crédit et de maintenir le plus d'or possible en France. Or, le résultat de la clause est, dans l'espèce, de faire entrer en France une somme importante en or. — On connaît la décision de la Cour suprême. — Mr. Lyon-Caen (S. 1920, 1, 193) observe que cet arrêt conduit logiquement à reconnaître la nullité de la convention au seul cas où le débiteur n'a pas le moyen de faire venir les espèces de l'étranger. Un Français peut le faire au cas où il aura un établissement à l'étranger et la clause devrait être reconnue valable dans de nombreux cas et sans considération de nationalité. M. Demogue (Journ. Nat. 1921, p. 137) donne des exemples, mais M. Lyon-Caen pense que si l'on devait laisser au juge le pouvoir d'apprécier suivant les cas, il y aurait une porte ouverte à l'arbitraire, à des décisions d'espèces, à des distinctions qui ne concordent nullement avec la rigidité que doit avoir une loi d'ordre public et cet arrêt distingue où la loi ne le fait pas. D'après M. Demogue, la distinction, au contraire, se justifie par l'intérêt national, qui est le guide de la jurisprudence. Il approuve l'arrêt. — Nous nous bornons à cet exposé, n'ayant pas à prendre position (v. le texte).

cet arrêt (v. Lyon-Caen, note S. 1920, 1, 193 et Demogue, Journ. Nat., 1921, p. 137), et s'il marque ou non un retour aux principes préconisées par Boistel (note D, 1873, 1, 177) (1). Nous n'insistons pas d'avantage sur ce qu'il y a d'indéfini ou d'incertain dans la notion de l'ordre public (2), ni sur ce qu'il y a d'arbitraire à considérer le cours légal du billet tantôt comme étant d'ordre public, tantôt comme ne l'étant pas, suivant qu'on est ou non en temps de cours forcé, et ceci malgré et contre les explications fournies par M. Dupuich (Rev. Polit. et P., 1920, p. 110 et s.). Nous faisons simplement valoir que l'une ou l'autre opinion de la Haute Cour, part du principe bien arrêté que la clause est ou peut être contraire à la loi. Or, à notre avis, ceci n'est pas démontré.

Nous pensons, au contraire, avoir démontré que la clause et la loi peuvent coexister et ne s'excluent nullement. En effet : A. La loi ne contient aucune défense expresse; B. Cette défense n'est même pas implicite, puisque : 1° la clause n'est contraire à aucune disposition expresse de la loi, 2° ni à son esprit, 3° ni au but poursuivi par elle, 4° ni à une intention du législateur; dès lors, elle n'est pas incompatible non plus avec le caractère d'ordre public de cette loi (caractère que nous ne contestons pas).

Nous avons discuté sur la clause « payable en or », terrain fourni par la pratique, mais qu'il s'agisse d'elle ou d'une stipulation de monnaie étrangère, ou de la

(1) Boistel pensait qu'il ne suffit pas qu'une loi intéresse dans une mesure quelconque l'ordre public pour qu'il soit défendu d'y déroger. A ce compte, toutes les lois seraient d'ordre public, et il conclut à la validité de la clause.

(2) V. de Vareilles-Saunières, Des lois d'ordre public et de la dérogation, Planiol I, 291; et D. C. civ. ann. art. 6.

prime d'une espèce sur l'autre, les raisons sont les mêmes pour ne pas les considérer comme *contraires aux lois de cours forcé*.

SECTION IV. — *Les clauses et les lois défendant l'exportation de l'or ou l'agiotage sur la monnaie nationale.*

Nous voulons parler du décret du 3 juillet 1915 (*Officiel*, 3 juillet 1915, p. 4633) et de la loi du 12 février 1916 (*Officiel*, 13 février 1916, p. 1218) déjà citées (p. 105). On se souvient que le décret de 1915 (rendu en exécution de l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814), prohibe l'exportation de la monnaie et des matières d'or, à moins que ce ne soit par l'intermédiaire de la Banque de France. La loi de 1916, prorogée par celle du 16 octobre 1919, (*Officiel*, 18 octobre 1919, p. 1153), punit d'un emprisonnement et d'une amende, ou de l'une de ces peines, quiconque aurait acheté, vendu ou cédé des espèces nationales à un prix dépassant leur valeur légale ou moyennant une prime quelconque ou aurait simplement tenté de le faire. Reste à savoir en quoi les clauses dont nous nous occupons seraient contraires à l'une ou l'autre mesure, touchant toutes deux à l'intérêt public ?

Le décret de 1915 défend d'exporter la monnaie et les matières d'or; son but est de déjouer l'appauvrissement du pays en or et particulièrement l'achat par l'Allemagne (v. rapport du ministre des finances au Président de la République, *loc. cit.*). Les clauses stipulant un paiement en monnaie étrangère ou une prime de la monnaie d'or sur le billet au cas où le versement s'effectuera en monnaie de crédit, lui sont étrangères. Reste la clause

stipulant un paiement en monnaie d'or. Or, il y a les contrats conclus avant le 4 août 1914, lesquels écartent toute intention de fraude. Il y a encore les paiements à effectuer en France, que le débiteur habite ou non la France (v. l'espèce *Req.* 7 juin 1920), et qui sont loin de contrevenir au Décret. Quant à effectuer un paiement en monnaie d'or à l'étranger, cela ne suppose pas nécessairement l'exportation de France puisqu'on peut en trouver sur une place étrangère (v. motifs *Req.* 7 juin 1920 et notes S. 20, 1, 93 et D. 20, 1, 137, M. Demogue, *Journ. Not.* 1921, p. 137; les roubles Civ. Seine, 30 mai 1919, *Gaz. Trib.*, 1919, 2, 322, et *Rev. Trimestr.*, 1920, p. 379). L'exécution de l'obligation deviendrait, peut-être, plus onéreuse pour le débiteur mais non pas impossible.

Pour ce qui est de la loi de 1916, les clauses portant sur une monnaie étrangère ne sont nullement atteintes. La clause portant payement en or sera parfaitement licite à condition de ne pas exiger ou offrir en vertu de la clause, l'or *monnayé français* pour une valeur supérieure à son montant nominal.

Mais, avait-on soutenu à propos de la loi de 1870, admettre la clause « payable en or » c'est protéger l'agiotage, lui fournir un terrain, etc. Mais nous avons vu que la clause « payable en or », loin de réduire la circulation de la monnaie métallique, l'intensifie et qu'elle risque à l'occasion de renforcer l'encaisse de la banque (v. l'espèce de *Req.* 1920). On pourrait même se demander si la clause, devenue plus fréquente, n'arriverait pas, en maintenant une circulation constante de la monnaie métallique, à enrayer la thésaurisation, l'agiotage et l'exportation. Quoiqu'il en soit, si le but de

la loi de 1916 est de réfréner tout trafic de nature à gêner les transactions, cette clause a plutôt tendance à la seconder. La loi de 1916 ne saurait donc mettre en échec une convention qui tend à favoriser le commerce, à fournir au pays des produits dont il a besoin et aux producteurs, armateurs et commerçants étrangers, l'assurance de toucher intégralement le montant de leurs créances (Valéry, *Journ. dr. internat. priv.*, loc. cit., II). La clause n'implique d'ailleurs nullement la spéculation sur la prime de l'or (Dupuich, *Rev. P. et P.*, loc. cit., VIII et note D. 20, 1, 137). Il est encore indiscutable que le papier n'aura jamais la valeur du métal, il n'aura que celle que lui accordent les particuliers et non pas celle que lui attribue la loi. (Labbé, notes S. 73, 1, 97 et 72, 2, 161).

Mais comment concilier la clause stipulant dans un paiement en monnaie dépréciée son agio sur la monnaie d'or (ou la théorie de MM. Labbé et Valéry suivant laquelle la clause « payable en or » doit se ramener en pratique à celle-ci, qui est valable opposée aux lois de cours forcé) avec la loi de 1916, puisque cette clause méconnaît la parité de la valeur de libération des deux espèces? Leur incompatibilité semble flagrante. Mais, la loi de 1916 réprime la spéculation. Or, cette clause implique-t-elle une spéculation? Prenons un exemple. Un Français achète des ballots de laine en Australie et les paie en devises étrangères, mettons en livres. Il se propose de revendre cette marchandise brut ou après transformation. Il se trouve devant une monnaie de crédit subissant au change des variations de valeur fréquentes et sensibles. Quel sera son prix en monnaie fran-

çaise? Il devra ramener son calcul à la monnaie d'or, valeur presque fixe (v. p. 155). S'il vend au comptant, l'opération est simple : il réclamera à son acheteur une somme en or, ou celle-ci augmentée de la dépréciation du billet en monnaie de crédit au jour de la vente. Mais s'il accorde un terme à son débiteur? Il ne pourrait savoir quelle sera la valeur du billet par rapport à l'or le jour de l'échéance. Il stipulera donc son prix en monnaie d'or, ce qui le prémunira contre toute surprise aussi bien que son débiteur. Cette clause n'est contraire ni aux lois de cours forcé, ni au décret de 1915, ni à cette loi de 1916. Mais il va plus loin et accorde à son débiteur la faculté de se libérer en billets, mais avec l'obligation d'observer le rapport de la dépréciation de celui-ci à la monnaie d'or. Rien de plus logique, de plus équitable, de moins blâmable. Où est la spéculation? Il poursuit le prix convenu avec son acheteur, et les parties l'ont voulu ferme et certain quelle que soit la monnaie de libération. Il n'y aura enrichissement sans cause ni pour l'une ni pour l'autre partie, aucun aléa, aucune spéculation. Le juge qui déciderait, au cas où le prix en or serait 1.000, que le débiteur pourrait s'acquitter de cette somme en billets modifierait le contrat, prétendrait abaisser la valeur d'une marchandise, offrirait un enrichissement sans cause au débiteur et infligerait au créancier une perte que rien ne justifie. Il y aurait spéculation, au sens large, au cas où le créancier aurait stipulé 1.000 en or ou 1.500 en billets. De part et d'autre, il y a un aléa à courir. De toute façon, cette clause ne peut être considérée *de plano* comme contraire à la loi de 1916. C'est plutôt une question de fait soumise à l'appréciation

absolue des juges. Rapprochez de cette « clause agio » la clause payable en francs-or (Sect. VII).

SECTION V. — *Les clauses et les principes.*

§ 1. *La clause « payable en or », a-t-on dit, manque de base légale :* Les art. 1134, 1243 c. civ., et 143 c. com., ne lui apportent aucun appui. — Nous examinerons rapidement les objections et renvoyons à ce que nous avons dit dans la première partie.

L'art. 1134 dit que la convention légalement formée tient lieu de loi aux parties. La Cour de Douai, pense l'arrêt de 1873, en fait une fausse application (Cass. 11 février). Le texte parle de convention légalement formée, or, la légalité de cette clause est contestable puisqu'elle déroge à une loi d'ordre public (Vainberg) cit., VI) ou encore puisqu'elle est contraire à l'art. 475, § 11 c. pén. alors que la loi de cours forcé donne au billet une valeur obligatoire équivalente à celle des espèces ayant cours légal (De Follev., cit.). Nous renvoyons pour les réponses faites à ces objections à la Sect. III (v. aussi *infra* § 2) : en somme, la clause n'est contraire à aucune loi de cours forcé ni aux lois et décrets de 1915 et 1916. Il est encore admis que le § 11 de l'art. 475 c. pén. n'est pas une disposition impérative à laquelle on ne peut déroger par une convention, et nous avons vu que le cours forcé n'implique aucun changement à apporter à son interprétation puisque la notion du cours légal de la monnaie métallique auquel renvoie la loi, comporte la liberté de stipuler un paiement en une monnaie déterminée à l'exclusion de toute autre.

L'art. 1253 veut qu'un créancier ne puisse être forcé d'accepter autre chose que ce qui lui est dû. Il en résulterait donc que le débiteur ayant promis de la monnaie d'or ne pourrait lui imposer de l'argent ou des billets (Cfr. aussi 143 c. com.) et réciproquement. Mais, dit-on, ce qui est dû au créancier c'est la monnaie légale : l'art. 1243 traite de la « *solutio* » en général et doit, dans le cas particulier d'un paiement de somme d'argent, être complété par l'art. 1895 c. civ. qui autorise le paiement en toute monnaie ayant cours légal en France (Vainberg, cit., VII). Ceci n'est pas douteux pour le cas où les parties n'ayant pas manifesté, dans leur convention, l'intention contraire, ont entendu s'en remettre aux dispositions de la loi. Or, nous nous trouvons dans l'hypothèse contraire, où l'art. 143 c. com. (et 187) établit une dérogation expresse à l'art. 1895 civ., et il est l'application du principe énoncé par l'art. 1134 c. civ.

L'art. 143 c. com. autorise le porteur d'un effet de commerce (Cfr. 187) à exiger la monnaie même que son titre indique. L'arrêt du 11 février 1873 ne fait pas connaître la portée qu'il donne à cet article. Mais suivant la Cour d'Aix (23 novembre 1871) il en résulterait seulement que le porteur de la lettre payable en France a le droit d'exiger son paiement en monnaie française à cours légal. Cette interprétation rend à l'art. 143 une insignifiance absolue (Labbé, note S. 72, 2, 161). Delamarre et Le Poitevin (*Dr. comm.*, V, 228) admettent que les parties peuvent choisir une monnaie étrangère mais ne peuvent choisir entre des monnaies françaises. Mais cette distinction est arbitraire, et le texte est général (Labbé, *loc. cit.*). L'art 143 parle de la lettre de change mais s'applique

aussi au billet à ordre (ar. 187 com.). Seulement, devrait-il être restreint aux seuls effets de commerce? Il n'y a pas plus de raison d'arrêter là son effet que de distinguer ici entre les opérations civiles et commerciales. Une pareille distinction mettrait en inégalité deux créanciers pour la seule forme de leur titre, ce qui se justifierait mal (v. Labbé, S. 73, 1, 97). D'après Vainberg (VI) cet art. serait seulement applicable en temps normal : la loi de cours forcé, loi spéciale, abroge toutes autres dispositions, elle supprime la circulation libre de la monnaie métallique. Cette opinion n'est nullement fondée puisque la loi, dans les termes : les billets seront reçus comme monnaie légale, renvoie à la notion du cours légal de la monnaie métallique (p. 121).

§ 2. *La clause, dit-on, est contraire aux art. 1895 c. civ. et 475 c. pén.* (1). — Le nouveau code civil italien contient la disposition de l'art. 1895 et admet expressément la dérogation par une convention (art. 1821 et 1822). Là est, croyons-nous, le sens de l'art. 1895. Cette interprétation est admise en jurisprudence et en doctrine en temps normal et il nous semble difficile d'admettre qu'une loi de cours forcé ait apporté quelque dérogation à son sens. Vainberg (*loc. cit.*, V) pense que l'art. 1895 consacre la valeur nominale de la monnaie et oblige le débiteur à s'exécuter en monnaie légale; or, dit-il, le

(1) L'art. 1895 oblige le créancier à prendre comme équivalentes les pièces de monnaie d'un titre numérique égal, alors même que leur valeur réelle ou commerciale aurait changé depuis la formation de l'obligation. Que la disposition soit critiquable ou non, telle est la loi, elle doit être observée (Labbé, note, S. 72, 2, 161) mais Labbé tire de là la conclusion qu'au cas d'une clause « payable en or » le débiteur pourrait s'acquitter en billets, à condition de tenir compte au créancier de la dépréciation de ceux-ci, ce qui ne semble pas très logique.

billet de banque a cours légal. Ceci est exact, mais sa valeur obligatoire ne dépasse pas celle de la monnaie métallique. Ainsi, dans l'opinion de Vainberg, on ne saurait arguer de la validité de la clause en temps normal ni de ce que la loi de 1879 met sur le même pied le billet de banque et la monnaie d'or et d'argent, un pareil argument, dit-il, méconnaîtrait le but et les causes d'introduction du cours forcé. Pour la réponse, nous renvoyons à la Section III.

Il est admis en temps normal que l'art. 475, § 11 c. pén. n'est pas d'interprétation stricte. Or, la suspension de la convertibilité du billet doublée de son cours légal n'a rien pu changer à la nature de cet article. Bien au contraire, puisque le cours légal du billet de banque est calqué sur celui de la monnaie métallique qui repose sur l'art. 475, avec l'interprétation connue. Mais l'arrêt de 1873 observe que les termes de l'art. 475 sont absolus. Remarquons qu'ils ne le sont pas moins en temps normal, et qu'on lui concède un simple esprit interprétatif de la volonté des parties, au cas seulement où la convention ne détermine pas elle-même la monnaie de paiement. (Blanche, cit.; Valéry, cit.; Lyon-Caen et R., IV, 301; Dupuich, cit., etc.).

§ 3. *La clause et la non-rétroactivité des lois.* — On pourrait soutenir, en s'appuyant sur les mots « à partir de la promulgation... » de l'art. 1 de la loi du 12 août 1870, et sur l'art. 2 du c. civ., que la loi réserve le droit des créanciers antérieurs à la loi de cours forcé et leur permettrait de se prévaloir d'un droit acquis. Mais l'arrêt de 1873 donne aux mots cités l'interprétation suivante : les lois sont en général exécutoires en France à

des dates variant suivant l'éloignement d'une place du siège du gouverneur. Ce système, en laissant quelques jours encore après la promulgation pour les demandes de conversion, aurait été funeste. Le législateur n'a donc pas voulu réserver au public des prétendus droits acquis. D'autre part, on dit encore qu'il n'y a pas de droit acquis contre l'ordre public (Labbé, note S. 187, 3, 97 et Lyon-Caen, note, S. 1920, 1, 193) et qu'il s'agit d'un règlement à effectuer postérieurement à la loi (de Follev., cit., p. 34). En même sens M. Demogue (*Journ. Not.*, 1921, p. 137).

Mais objection et réfutation partent du principe que la clause est contraire à la loi (v. Section III).

§ 4. *La clause et l'imprévision dans les contrats.* — L'art. 1156 c. civ. pose en principe qu'« on doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des textes ». On en rapproche le principe que les conventions doivent être exécutées de bonne foi (art. 1134, al. 3) et, à titre d'exemple, le bail à ferme dans lequel « le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse », mais, « cette stipulation ne s'étend qu'à des cas fortuits ordinaires... » (art. 1172), « à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus » (art. 1173). Tout ceci pour dire qu'il ne faut pas dépasser l'intention des parties lors du contrat. Or, les événements ont tellement changé les conditions d'avant 1914, dit-on, qu'aucune pensée humaine n'aurait pu prévoir les différences actuelles de change et la dépréciation du billet. Dès lors, les parties n'ayant pu le prévoir, n'ont pas pu l'avoir

en vue le jour du contrat, sans quoi elles se seraient abstenues. Pareille convention (la clause payable en or), favorable au créancier, dépouille le débiteur, et l'exécution littérale de la clause dépasse la sphère de leurs prévisions, et, partant, de leur consentement (Arion, note sous Cass. Roumanie, I ch., 29 décembre et III^e ch., 17 novembre 1920, *Pandectele romane*, 1921, I). Cet argument est assez facile à ébranler. Mettons d'abord de côté toutes les conventions actuellement conclues et exécutoires pendant cette crise. Ensuite, pour les autres, remarquons que la clause n'a aucun sens pendant la convertibilité du billet ou en dehors de son cours légal. En troisième lieu, le billet Law, l'assignat, le mandat territorial ont bien vu des crises pareilles, dire qu'on a agi par imprévision, c'est n'attribuer aucune force d'enseignement à l'histoire. Si l'exécution littérale de la clause semble avantager le créancier, il est sûr que la solution contraire le dépouille. Enfin, cet argument met en cause la théorie même *rebus sic stantibus*, la clause « *freibleibend* », c'est l'incertitude dans les contrats et l'inégalité des parties devant la loi. (V. la Politique financière et monétaire de la France, p. 100-103).

§ 5. *La clause, la cause et l'égalité des prestations.* — L'art. 1131 c. civ. décide que l'obligation sans cause, à fausse cause ou à cause illicite ne peut avoir d'effet. Or, la convention, dit-on, tend à établir une équivalence économique entre les obligations des parties et entre leurs résultats matériels. Dans un contrat synallagmatique, l'obligation de l'une des parties est la cause de l'obligation de l'autre qui espère y trouver cet équivalent. Lorsque l'équilibre est rompu, l'équivalent disparaît, est

impossible à réaliser non pas par une imprévoyance imputable aux parties ou par la faute du débiteur, mais on peut dire que la cause fait défaut (Arion, *loc. cit.*, § 4). Il nous semble d'abord que, dans cette théorie, il faut séparer la cause de l'équivalence des prestations. La cause existe, n'est ni fausse ni illicite par hypothèse. Ensuite, que faire des contrats unilatéraux gratuits qui sont néanmoins obligatoires? D'autre part, la lésion comme motif d'annulation des contrats n'est admise que dans des cas limitativement déterminés (art. 1674 et 887 c. civ.). La clef du commerce est là. Pensons, en outre, à l'arbitraire auquel une pareille théorie laisse porte ouverte. Enfin, si l'équilibre des prestations est une condition des échanges, elle est bien réalisée dans l'exemple donné dans la Section II, dernier alinéa. Supposez avec cette théorie un créancier ayant prêté un billet de 20 francs convertible en 1914, recevant aujourd'hui de son débiteur un billet diminué de deux-tiers de sa valeur, voilà l'égalité des prestations! La clause donne au contraire au créancier la certitude de toucher son dû, c'est le moindre aléa dans les transactions.

§ 6. *La clause et la force majeure.* — Pour ne pas exécuter la clause, la défense, dans l'espèce portée devant la Chambre des Requêtes (7 juin 1920) allègue la raréfaction de l'or en circulation en France à l'époque du paiement (le 5 septembre 1916), d'où l'impossibilité de se le procurer. En laissant de côté les motifs particuliers pour lesquels, dans cette espèce, il n'y avait pas lieu de tenir compte de cet argument, rappelons que, en jurisprudence, la force majeure est un obstacle absolu et actuel à l'exécution d'une obligation (Cfr. cependant

Cass. 3 décembre 1890, D. 92, 1, 127 et *Rev. Crit.*, 1893, p. 203). Mais un obstacle de fait rendant seulement l'exécution plus onéreuse ne suffirait pas (Planiol, II, 232). Pour que le débiteur puisse se prévaloir de la force majeure, telle qu'elle est conçue en jurisprudence, il faudrait que, quelle que fût sa nationalité, le débiteur démontrât l'impossibilité de se procurer de l'or dans aucun pays et à aucun prix Dupuich, *Rev. P. et P.*, 1920, p. 116 et note, D. 1920, 1, 137), situation rarement réalisée.

§ 7. *La clause, la bonne foi, l'équité et la logique.* — L'art. 1134, al. 3, déclare que les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Elles obligent non seulement à ce qui y est compris, mais à toutes les suites que l'équité, la coutume ou la loi donnent à l'obligation suivant sa nature. Or, dit-on, ni la nature, ni l'équité ne peuvent permettre que les effets de l'obligation soient la suite d'événements extraordinaires et absolument imprévus, ni qu'ils ruinent le débiteur en enrichissant le créancier (Arion, *loc. cit.*). Nous avons dit que la clause est généralement insérée en prévision de ces événements extraordinaires, et on voit dans l'exemple donné dans la Section III (p. 138), que l'enrichissement du créancier et l'appauvrissement du débiteur ne sont pas nécessairement réalisés, ne le seront même jamais si l'on tient compte de l'amoindrissement du pouvoir d'achat du billet. La bonne foi voudrait que la valeur escomptée par le créancier et promise par le débiteur, et qui pourrait n'être que l'équivalent rigoureux de la chose prêtée, confiée ou vendue, soit réalisée par le créancier. Or, le prix des choses augmente avec la dépréciation du billet, alors

que la valeur légale de celui-ci est fixe par rapport à l'étalon universel *or*. Ne serait-il donc pas logique et équitable d'admettre la stipulation du prix en *or*, alors que celui-ci fixe le pouvoir d'achat de la chose vendue? Supposons un commerçant vendant sa maison pour en acheter une autre faisant le même chiffre d'affaires, mais qu'il préfère pour des raisons qui lui sont personnelles. Il suit la foi de son débiteur, lui accorde un terme. La guerre venue, le bouleversement des valeurs réalisé, s'il a inséré la clause payable en *or* et qu'on admette celle-ci, il touchera la valeur de la nouvelle maison; au cas contraire, il sera dépouillé de 66 pour cent de la valeur de la maison vendue dont son acheteur bénéficiera, en vendant sa maison, plus la plus-value réalisée depuis l'achat. On voit donc que, si la clause est antérieure à la loi de cours forcé, elle a pour but d'empêcher qu'une somme fixée d'après la valeur des espèces métalliques ne soit, plus tard, payée sans aucune augmentation en un papier ayant, dans les rapports entre les hommes, une moindre valeur. On fixe le prix sur l'étalon *or*, et l'étalon billet le supplante : voudrait-on que l'on soit, alors, payé suivant une autre mesure? Ce serait une injustice (Labbé, note S. 73, 1, 97). Si la clause est insérée pendant la crise et sous l'empire du cours forcé, son but serait de fixer la valeur du billet de banque dont la valeur réelle et le pouvoir d'achat subissent des fluctuations dangereuses et mettent l'incertitude dans les opérations.

En somme, nous avons pris pour base de discussion, dans cette section, la clause « payable en *or* », et nous pensons avoir démontré que, loin de ne pas être sou-

tenue par les art. 1134, 1243 c. civ. et 153 c. com. elle est solidement appuyée; qu'elle n'est pas plus contraire en temps de cours forcé qu'en temps normal aux art. 1895 c. civ. et 475 c. pén.; qu'elle n'a nullement besoin d'être soutenue par le principe de la non-rétroactivité des lois; qu'elle est loin de prouver l'imprévision des parties; que sa mise en vigueur ne repose pas sur un défaut de cause ou une cause fausse, illicite ou immorale; que la raréfaction du métal précieux sur la place ne peut pas constituer un cas de force majeure; que son admission est au contraire imposée par la bonne foi qui doit présider à l'exécution des obligations autant que par la logique et l'équité. Mais, qu'on parle de la clause « payable en or » ou d'une stipulation de monnaie étrangère dans les rapports internationaux (dont la validité n'a jamais été contestée et qui est pratiquement admise par le Tribunal civil de la Seine, 30 mai 1919, cit.) ou même dans les rapports internes, ou d'une clause stipulant l'agio de la monnaie de paiement sur l'or, ou de la clause « payable en francs-or », qui n'a pas d'autre signification, on ne donnerait ni d'autres ni de meilleures raisons. Remarquons aussi ce qu'il y aurait d'illogique à admettre la clause stipulant le paiement en telle monnaie étrangère et d'exclure la clause « payable en or » dont elle pourrait n'être qu'une forme, ou un moyen de tourner la prohibition.

SECTION VI. — *La clause et l'économie nationale.*

La clause, dit-on, est dangereuse. Elle paralyse l'effet d'une loi de cours forcé (Cass. 11 février 1873; Vainberg,

cit.; Lyon-Caen et R., IV, p. 652, note *in fine* et Lyon-Caen, note, S. 1920, 1, 193), elle mettrait la volonté des particuliers au-dessus des lois (de Follev., cit., 8 et 10). Il nous semble avoir démontré que la clause n'est contraire à aucune loi de cours forcé française, elle ne tient pas en échec leur but qui est de sauvegarder le crédit de la Banque, de lui permettre de continuer ses opérations d'escompte (auxiliaires du commerce et de l'industrie) de tenir l'encaisse ou des billets ayant une valeur pratique de circulation à la disposition du Trésor. La clause n'étant pas contraire à la loi de cours forcé, on ne saurait soutenir qu'on met la volonté du public au-dessus de la loi. Mais elle n'est pas non plus contraire au décret de 1915 et à la loi de 1916. Elle n'amène aucune perturbation dans la vie juridique du pays, puisque, conforme aux principes, elle n'en tient aucun en échec.

Mais, dit-on, la clause entraîne la ruine de l'Etat et de la fortune privée. Ceci, parce qu'elle fait baisser le cours des fonds public en restreignant l'emploi du billet (civ. Seine, 17 mars 1919), car la clause, admise, se multiplierait, deviendrait de style, contribuerait à la dépréciation du billet, monnaie indispensable en temps de crise (de Follev., cit. p. 438 ; Lyon-Caen, note, cit.). D'autre part, demander à la justice de valider la clause, c'est lui demander de reconnaître la prime de l'or, de l'augmenter en renforçant la demande, de fournir un terrain à l'agiotage, etc. (Vainberg, cit). Or l'intérêt national devrait primer la liberté des conventions (Demogue, *Journ. Not.*, 1923, p. 99). — Remarquons d'abord que la défense légale de la clause n'a jamais empêché la démonétisation d'une monnaie de crédit compromise (v. entre autres,

le décret du 12 sept. 1790. — Vainb. cit. VI), et encore moins sa dépréciation. En outre, ce n'est pas parce que quelques particuliers manifestent, dans une convention destinée à rester secrète, leur méfiance, que le public retirera sa confiance au billet ; il est averti du danger que celui-ci encourt par le cours forcé lui même (Yves-Guyot, *Journ. des Ec.*, 1919, p. 152). L'admission de la clause multiplierait son emploi ? M. Dupuich (note, D. 1920, 1, 137) ne le pense pas. Mais alors même, où serait le danger ? Ce serait, selon nous, au contraire désirable : la clause assure l'équivalence des prestations dans la mesure ou ceci peut être réalisé, elle écarte l'aléa, donc la spéculation, des transactions, active dès lors les échanges, fournit le pays et le public de produits dont ils ont besoin, donne aux producteurs, commerçants et armateurs étrangers et nationaux, la certitude de toucher le montant intégral de leur créance (v. Valéry, *Journ. dr. int. priv.* 1916, p. 1133) de leurs marchandises et services dans l'avenir. Voilà l'intérêt national. La clause entraîne la dépréciation du billet ? Mais le papier ne vaudra jamais que ce que vaudra son crédit, le rapport de l'encaisse à la circulation fiduciaire ; plus l'autorité interviendra pour maintenir ou imposer sa valeur nominale, plus sa valeur réelle baissera. Le métal, forcé de se laisser prendre pour sa valeur légale équivalente à celle du papier, se cachera, aggravera l'agiotage, provoquera son exportation, méconnaîtra de toute façon sa valeur nominale de pair avec le papier. Si les parties ne peuvent fixer comme objet de leur dette une somme différente en or ou en papier, ou simplement un paiement en or, tous les prix seront fixés comme devant

être payés en papier, c'est-à-dire suivant leur valeur en or plus la dépréciation du billet, *plus un écart de spéculation* qui représente les fluctuations possibles, souvent fortes, de la valeur du billet. « Candide celui qui paiera en or ou en argent » (Labbé, note S. 73, 1, 97). C'est dans la défense de la clause qu'il faut voir, sinon la cause, du moins un élément de thésorisation, d'agiotage et d'exportation des monnaies faisant prime, donc l'appauvrissement de la circulation du pays (v. Léon Say, *Dict. finances*, I, v^o c. f. n^o 11, p. 1298, col. I). Il est dangereux que l'or se cache, mais non qu'il circule. Si l'or nécessaire est introuvable en France, qu'on le cherche ailleurs et l'opération protégée par le décret de 1915 et la loi de 1916, loin de compromettre l'ordre public, le sert, reconstitue le stock métallique du pays, et mène à la restauration du change (Dupuich, D. 1920, 1, 137). D'ailleurs la chambre de compensation pourrait reprendre son rôle et les versements effectifs seront nuls ou presque. Voilà l'intérêt national. Quant au particuliers, l'admission de la clause éviterait, dans bien des cas, l'appauvrissement du créancier et l'enrichissement sans cause du débiteur (Labbé, D. 72, 2, 161). Ce serait pour les parties la confiance dans l'issue de l'opération conclue, dans la parole donnée, but que tout législateur doit poursuivre. Dans l'ordre économique, ce serait activer les opérations sur un terrain sain, contribuer à la prospérité des particuliers, du pays et de l'Etat (v. *La semaine de la monnaie*).

SECTION VII. — *De quelques clauses nouvelles.*

Les circonstances et la crainte de voir les clauses ha-

bituelles annulées par les tribunaux ont fait naître trois clauses pratiques que nous signale M. Demogue (*Journ. Not.* 1923, p. 97 et s.). Nous avons touché incidemment deux d'entre elles; si nous y revenons, nous avons l'excuse de l'actualité de la question.

1° La clause « payable en francs or » signifie que le débiteur doit payer en billets la valeur des espèces stipulées au change, ou la quantité de métal contenue en elles, ce qui, pratiquement, revient au même. Sous la première forme c'est la « stipulation agio », sous la seconde, un « échange contre barres ou lingots » ce qui entraînera l'application des art. 1896 et 1897, ou contre la « valeur intrinsèque des espèces ». Le Traité de Versailles en donnant l'exemple à propos des paiements à faire par l'Allemagne, estimés en marks-or, les particuliers l'ont suivi. — Pareille clause serait-elle valable ? Il nous le semble. Qu'on la rapproche de la clause « payable en or », ou de la « stipulation agio ». Nous ne saurons raisonner autrement que comme nous l'avons fait pour celles-ci. Mais on fait remarquer l'imprécision de la clause, en ce qui concerne le montant de la créance (*eod.*, p. 98), on cite cependant un moyen d'évaluation, celui qui est préconisé par la Commission des réparations. Rapprochez encore celui proposé par la Commission française à l'occasion de la dernière Convention internationale de Madrid, concernant les relations par postes et chemins de fer. Il consisterait à rapporter le billet français au change d'une monnaie étrangère, circulant au pair de l'or, cotée sur les plus grandes places : le *dollar* convertible. (v. *La semaine de la monnaie*, p. 237 et s.). Mais M. Demogue pense qu'une précision pa-

reille à la décision prise par la Commission des réparations (v. loc. cit.) dans la convention serait nécessaire. Nous croyons une pareille précision exécutoire mais superflue au cas où nous avons une monnaie étrangère convertible, pouvant servir de base d'évaluation.

A l'appui de notre thèse, nous invoquons les travaux de la Semaine de la Monnaie. On y émet le vœu que la légalité des stipulations « payables en francs or » soit reconnue et la pratique répandue (p. 372) et on se fonde sur la validité des stipulations de tant de grammes or ou de la monnaie étrangère. On fait encore valoir l'utilité d'une comptabilité établie en francs or, valeur fixe (p. 338, 344, 361). Nous renvoyons encore à la décision du tribunal civil de la Seine concernant le droit de passage du Canal de Suez du 7 juillet 1922, dont nous avons parlé (p. 57) et que nous reverrons, et celle du Tribunal de commerce de Marseille du 7 déc. 1922 (*Gaz. Pal.*, 26 janv. 1923) qui déclare que « la prétention du demandeur ne tend pas à faire sortir de la monnaie d'or de France, mais seulement à être payé de sa créance en papier ayant cours forcé, d'un montant équivalent à la valeur de la monnaie prévue aux accords, et il n'y a rien là de contraire à la loi d'ordre public existant » (p. 107, note). Nous avons cependant contre nous l'opinion de M. Demogue (*loc. cit.*, p. 99 et s.).

2° La stipulation d'un paiement en monnaie étrangère dans les rapports internes, comme palliatif à une dépréciation éventuelle de la monnaie française ou des fluctuations actuelles de sa valeur, nous semble devoir être traitée de la même manière que si elle avait lieu entre ressortissants de pays différents. Nous ne voyons aucune

raison de faire des distinctions là où l'art. 143 c. com. n'en fait pas. M. Demogue nous semble plutôt être d'avis contraire (loc. cit., p. 400).

3° On pourrait encore se mettre à l'abri des variations du change en stipulant des paiements en nature, de la valeur de certaines marchandises ou matériaux. Cette clause est valable et M. Demogue (loc. cit., p. 401) l'admet. Faute d'autre indication dans la convention, il nous semble qu'il faut se référer aux règles que nous avons données à propos de la détermination de la monnaie de paiement et se rapporter au prix moyen de la place que l'intention probable des parties a pu avoir en vue lors de la convention ou du lieu de la prestation.

*Conclusion au régime des clauses sous le cours forcé
du billet de banque.*

La clause, qu'il s'agisse d'un paiement stipulé en monnaie étrangère, dans les rapports internationaux ou internes, en monnaie d'or ou d'argent à l'exclusion du billet de banque ou de toute autre monnaie, ou de la stipulation de la valeur nominale plus la dépréciation de la monnaie déchuë au change par rapport à la monnaie forte ou à une valeur quelconque prise comme étalon est valable en temps normal, c'est-à-dire sous la convertibilité du billet de banque. Cette solution juridique et incontestée, droit commun régissant l'objet des paiements en numéraire, n'appelle, nous estimons l'avoir démontré, aucune exception de principe, le jour où la convertibilité du billet de banque est suspendue ou que

l'exportation de l'or, ou l'agiotage sont défendus. Ceci parce que :

1° la loi du 5 août 1914, comme celles de 1848 ou 1870, ne contient aucune défense expresse ;

2° que cette défense n'est pas implicite non plus, les clauses n'étant contraire à aucune de ses dispositions, ni à son esprit, but ou intention, ou à son caractère d'ordre public ;

3° que les clauses sont conformes aux principes : elles s'appuient sur les articles 143 c. comm. 1243 et 1134 du c. civ., ne sont pas incompatibles avec les art. 1895 c. civ. et 475, § 11 c. pén., mais bien au contraire appelées par la bonne foi, la logique et l'équité ;

4° qu'elles sont conciliables avec l'intérêt commun sans sacrifier l'individu, l'établissement des conventions fermes, à fins certaines, étant une condition de l'activité de la prospérité générale.

CHAPITRE III

Le cours du change et les paiements en numéraire

SECTION I. — Généralités.

Nous savons que : « il est de principe que tout paiement fait en France, quelle qu'en soit la cause, doit être effectué en monnaie française » (Req. 11 juillet 1917, S. 1819, 1, 205), à moins qu'il ne résulte, des termes mêmes de la convention ou des circonstances de fait, l'intention contraire des parties (Thaller, 1251 ; Valéry, 696 ; Demogue, cit., etc., v. p. 69). Dans ce cas, si le

créancier ne peut refuser un paiement dans la monnaie convenue (Req. 18 mai 1895, D. 96, 1, 341), il est juste qu'il ne soit pas tenu de subir le caprice de son débiteur et qu'il puisse refuser le paiement en toute autre espèce, art. 1243 civ. et 143 comm., mais s'il résulte des circonstances ou du consentement exprès ou tacite du créancier que le débiteur pourrait s'acquitter dans la monnaie du lieu du paiement, c'est au cours du change et non pas au pair que la valeur de la créance serait convertie en monnaie française (V. Trav. prép., art. 143 c. comm., Loché, *Espr. du c. comm.*, II, p. 174; Cardif, 3 mai 1886 et c. police Hull, 18 novembre 1885, *Rev. int. dr. marit.*, 85-86, p. 536; v. p. 81). Le cours du change est établi à l'issue de chaque bourse (Décr. 7 octobre 1890, art. 77, D. 91, 4, 79), par les soins des agents de change (1), qui ont le monopole (Lacour-Bouteron, *Prec. dr. comm.*, 2^e éd. II, 1167, p. 5), et ce cours établit la valeur de la monnaie étrangère jusqu'à ce qu'un nouveau cours lui succède (Civ. de la Seine, 20 octobre 1920, D. 21, 2, 10). Mais les écarts et les variations du change sont peu sensibles en temps normal : la stabilisation est assurée par la con-

(1) Suivant la loi de finances du 13 mai 1863 (D. 63, 4, 54), art. 6, « la valeur des monnaies étrangères en monnaie française est fixée chaque année par décret ». Mais cette disposition ne s'applique pas aux rapports des particuliers entre eux ; elle a pour but la liquidation du droit de timbre établi par cette loi sur les rentes, emprunts et effets publics émis par des gouvernements étrangers.

vertibilité du billet, et les transports d'or dans la mesure où le *gold point* les permet... (Brouilhet, *Pr. éc. polit.*, 1912, p. 548). Ainsi, pour nous rapporter à la monnaie suisse, en 1910, le change moyen français valait 100,11 (au pair 100), l'anglais 25,26 (au pair 25,22), l'allemand 123,42 (au pair 123,23). Il n'en est autrement que pour les pays à finances malsaines, l'Espagne, le Mexique, l'Argentine, le Brésil à l'époque. Mais ces écarts et variations sont illimités en temps de crise. Ainsi le change français faisait à Genève 99 en 1914; 88,90 en 1915; 88,50 en 1916; 75 en 1917; 68,80 en 1918; 43,55 en 1919, 33 en 1920 (Picot, *cit.*, p. 7), et nous ne citons plus l'Autriche, l'Allemagne, la Russie, etc. Les causes en sont, nous l'avons vu, la suspension de la conversion, la suppression du *gold point* (défense d'exporter l'or), l'inflation, l'épuisement de l'encaisse de la banque, la thésaurisation, l'agiotage dans la mesure où il dépasse son rôle de régularisateur (*eod.*, p. 10, et *La politique financière et monétaire de la France*, p. 173 et s.), et l'exportation de la monnaie faisant prime jusqu'au moment de sa prohibition.

On comprend dès lors l'importance que la question du change a pris de nos jours dans la matière des paiements en numéraire dans les rapports internationaux et internes. C'est cette importance pratique qui nous a fait préférer d'étudier cette question dans la période du cours forcé du billet de banque, alors que sa place doctrinaire logique se trouve à l'endroit que nous avons indiqué (p. 82).

SECTION II. — *Questions et solutions.*

A. *Le cours du jour.* — Si l'on suppose une dette contractée en Suisse en 1910 et payable en France alors qu'à l'époque de la naissance de l'obligation, les deux monnaies atteignaient sensiblement le pair, qu'on l'imagine arrivée à échéance en 1917 alors que le franc français ne valait plus que 0.75 cent. en monnaie suisse, mais que, par suite du moratorium accordé par la loi aux débiteurs français, de la négligence du créancier ou de celle du débiteur, le paiement n'ait lieu qu'en 1920 quand la monnaie française, en Suisse, ne vaut plus que le tiers de sa valeur, la question épineuse qui va se poser, au cas où le débiteur aurait le droit d'imposer à son créancier un paiement en monnaie française, sera de savoir à laquelle des trois époques on doit se rapporter pour opérer, au cours du change, la transposition du montant de la créance de monnaie suisse en monnaie française. La même question se posera au cas d'offres réelles ou d'une mise en demeure compliquée encore d'un change différent à ces dates, ou d'une estimation qu'on pourrait présumer renfermée dans la convention (comme dans les espèces civ. de la Seine, 7 juillet 1922, *Gaz. Trib.*, 22, 2, 561; v. p. 166) ou dans la poursuite (esp. civ. Seine, 21 juillet 1920, D. 21, 2, 10).

La loi française ne répond à cette question par aucune solution de principe. Elle contient une seule disposition d'espèce, renfermée dans l'art. 338 c. com. (p. 162). On peut cependant tirer de la pratique une règle d'ensemble, que la doctrine en général admet, et quelques solutions d'espèce.

§ 1. *Solution d'ensemble.* — En principe, la pratique et la doctrine se rapportent au cours du change au jour de l'échéance (1), et la règle peut être formulée ainsi : le montant d'une créance exprimée en monnaie étrangère doit être calculé au cours du jour où elle devait être acquittée et non pas au cours du jour de la naissance de l'obligation, de la poursuite ou du paiement effectif, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être alloués au créancier le cas échéant. Celui-ci peut en effet subir une lésion par le fait de la non-exécution à terme. Cependant, dans ce cas, une distinction s'impose naturellement suivant que le retard est dû à la négligence du créancier, à la mauvaise volonté du débiteur, ou qu'il résulte du fait de la loi, d'un cas fortuit ou de force majeure

Ainsi, il a été jugé que si le retard est l'effet d'un moratorium, le calcul doit se faire au cours du jour où le paiement primitif devait se faire (comm. Seine, 18 février 1921, *Gaz. Trib.*, 21, 2, 479) car les décrets établissant le moratorium ne créent qu'une faculté légale de retarder le paiement et ne sauraient nuire aux parties en les exposant aux risques des variations du

(1) Bordeaux, 26 janvier 1831 ; Paris, 2 mars 1870, D. 70, 2, 107 ; civ. Seine, 21 mars 1884, Cl. 94, p. 544 ; comm. Marseille, 26 sept. 1894, Journ. M. 95, 1, 28 ; Chambéry, 21 nov. 1894, S. et P. 99, 1, 270 ; Rennes, 6 juill. 1897, Cl. 98, p. 547 ; civ. Seine, 28 déc. 1898, Cl. p. 99, 798 ; Req. 14 juill. 1917, S. 18-19, 1, 205 ; civ. Annecy, 2 déc. 1920, D. 21, 2, 9 ; civ. Seine, 18 févr. 1921, infra texte ; Baudry, L. B. II, 1477 ; Aubry et R. IV § 318, note 9, p. 260 ; Valéry, 694 et s. ; Demogue, Rev. dr. civ. 1920, p. 362. La jurisprudence suisse se rattache aussi au jour de l'échéance. Genève préfère ce jour à celui de la mise en demeure (v. Sem. Jud. 1920, p. 447), dans une restitution de dot constituée en marks, elle se rapporte au jour de l'introduction de la demande considéré comme jour d'échéance, et cette décision est confirmée par le Trib. Fédéral, le 20 juin 1920. — Picot (op. cit., p. 22) critique les deux solutions.

change. La même solution devrait être appliquée au cas d'un délai de grâce accordé par les tribunaux. Serait-on autorisé à anticiper et à escompter la même solution lorsque le retard serait dû à un cas de force majeure ou fortuit? Il le semble.

Mais l'effet du moratorium ou du terme n'est pas indéfini dans le temps et la non-présentation de la créance à leur expiration peut constituer le créancier en faute. Ainsi, le ressortissant d'un pays ennemi, dont la créance arrive à échéance en 1914, mais dont le paiement est suspendu par le décret du 27 septembre 1914, n'ayant pas procédé à son recouvrement à la fin des hostilités, doit subir la dépréciation du change, s'il n'a pas de reproche à faire au débiteur (Paris, 31 octobre 1922, *Gaz. Pal.*, 22, 2, 666). Cet arrêt se rapporte donc au cours du change au jour du paiement. C'est la conséquence du principe que les dettes sont quérables sous la réserve que le créancier ne puisse, par sa lenteur ou négligence, rendre la charge du débiteur plus onéreuse (Demogue, *Rev. dr. civ.* 1923, p. 160). En somme, le retard dû à la négligence du créancier de réclamer son dû, ou à son refus injustifié de le recevoir lui en fait subir les conséquences. Le cours du jour du paiement doit encore servir de base au calcul au cas où le retard est dû à la « mauvaise foi » du débiteur (Paris, 18 octobre 1922, *Gaz. Pal.*, 22, 2, 483 et art. 1153 c. civ.) si le paiement au taux du jour de l'échéance devait être préjudiciable au créancier, celui-ci ayant droit, dans le cas prévu, à des dommages et intérêts (1).

(1) Sur ce droit non conditionné et sur un système d'appréciation l'existence et du montant du dommage, v. Picot, *op. cit.*, p. 20 et suivantes et renvois

Au cas d'offres réelles ou de mise en demeure, nous pensons qu'il faudrait faire la même distinction : suivant qu'elles sont faites en temps utile ou hors terme, et en partant du principe que le paiement est quérable. Quant à la demande en justice, la même ligne de conduite nous semble devoir être suivie, à moins que le créancier n'ait lui-même évalué le montant de sa créance à un taux non préjudiciable au débiteur, ce qui doit servir comme base même dans le cas d'une reprise des poursuites (civ. Seine, 21 juillet 1920, D. 21, 2, 10). Au cas d'une procédure d'exécution forcée, on devrait se rapporter au cours du jour déterminé par la poursuite ou le commandement (v. cependant Picot, *op. cit.*, p. 38).

§ 2. *Solutions d'espèces.* — En matière d'assurances maritimes, l'art. 338 du c. de commerce, décide que « tout effet dont le prix est stipulé dans le contrat en monnaie étrangère est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France, suivant le cours à l'époque de la signature de la police », donc au jour de la « naissance de la créance ». Cette disposition est la reproduction presque littérale de l'art. 11 de la déclaration du 17 août 1779, ayant pour but de déjouer la manœuvre tendant à réaliser des bénéfices sur les sinistres, manœuvre reposant sur la différence de valeur entre la monnaie coloniale et celle de la métropole (v. D., *C. comm. annot. et Supp.*, art. 338 et renvois).

Nous avons vu qu'en matière d'assurance-vie, le paiement étant quérable, le bénéficiaire peut réclamer au choix le montant de sa créance dans la monnaie du siège

central ou dans celle du lieu, qui est aussi celle de la succursale de l'établissement assureur (civ. Seine, 15 juillet 1921, *Gaz. Trib.*, 21, 2, 620 et 24 janvier 1922, *eod.* 22, 2, 117). Que cette décision soit ou non contraire à l'art. 1162 c. civ., ou qu'elle s'appuie ou non sur la monnaie dans laquelle les primes ont été payées, on pourrait se demander, le débiteur ayant le droit de convertir la monnaie étrangère dans la monnaie de son domicile, quel sera le cours du change qui servira de base? Il nous semble qu'on devrait se référer aux règles données dans le précédent paragraphe.

Cette solution serait-elle encore admissible au cas d'une assurance-accidents? Il le semble, à moins que le dédommagement ne doive être mesuré sur le préjudice subi, comme au cas d'assurance-incendie, et dans la monnaie du lieu du sinistre.

Au cas où le prix de la marchandise est payable au jour de la livraison, en monnaie étrangère, si la livraison est prête à un moment donné, mais qu'elle soit retardée par des difficultés non imputables à l'acheteur, on doit se référer au cours du change au jour de la livraison effective (Nancy, 25 juill. 1922, *Gaz. Pal.*, 22, 2, 589); mais au cas où ce retard est imputable à l'une ou l'autre partie, celle-ci devra subir les conséquences de la baisse du change.

Si des marchandises ont subi des avaries en cours de route, la responsabilité du voiturier étant engagée, la valeur des matières hors d'usage en monnaie étrangère doit être rapportée au cours du jour du départ (Besançon, 21 juin 1920, D. 21, 2, 105 et note Roger, v. aussi

Demogue, *Rev. dr. civ.*, 1921, p. 187 et s. et *Req.* 29 octobre 1917, S. 20, 1, 270 et *Req.* 22 mars 1920).

Celui qui, par la faute d'un tiers, indemnise, a droit à la valeur de la monnaie étrangère versée au cours du change au jour du paiement (Comm. Seine, 20 novembre 1920, *Gaz. Pal.*, 21, 1, 31) et ceci doit être appliqué au cas où une personne doit remboursement à une autre d'une somme touchée en son nom (Com. Seine, 26 juin 1920, *Gaz. Pal.*, 21, 1, 146) ou pour son compte. (Dans le même sens, Civ. Seine, 30 mai 1919, et Comm. Seine, 9 juin 1920, *Gaz. Pal.*, 1921, 1, 335). La même solution devrait être appliquée au cas de réassurance (v. civ. Seine, 8 avril 1922, *Gaz. Trib.*, 22, 2, 486).

Ainsi la banque recevant un titre de crédit pour le recouvrement, doit à son client le montant au cours du change au jour du paiement (Comm. Seine, 26 juin 1920). Cependant, il a été jugé que le paiement, dans ce cas, doit s'effectuer au cours du jour où la banque couvre son mandat (Comm. Seine, 26 août 1920, *Gaz. Pal.*, 21, 1, 382) ou seulement au jour de la reddition des comptes. M. Demogue s'élève à juste titre contre ces dernières solutions (*Rev. dr. civ.* 1922, p. 648 et s.).

B. *L'heure de la présentation.* — Qu'on s'en rapporte au cours du jour de l'échéance ou à celui du jour du paiement, l'heure de la présentation de la créance influe sur le taux de la transposition. Ainsi, une lettre de change présentée avant l'ouverture de la Bourse, est payable au cours du change de la veille (Civ. Seine, 20 octobre 1920, D. 21, 2, 10). C'est le dernier cours qui déterminera le montant de la créance, ce qui entraîne l'inconvénient de subordonner sa valeur à la volonté du

créancier. Cependant, toute présentation tardive serait inopérente, à ce point de vue, si le débiteur se trouve lésé.

SECTION III. — *Critique*

Il est certain qu'au cas où une créance est établie en valeurs étrangères, si le débiteur use de la faculté que lui donnent une loi ou les circonstances de fait, de s'acquitter dans la monnaie du lieu d'exécution, il ne doit cependant pas léser son créancier. Il devrait donc, dans son paiement, fournir l'équivalent nécessaire pour permettre au créancier de se procurer les espèces visées ou d'en tirer le même avantage que s'il touchait les espèces promises. En fait, cela revient à servir le paiement au cours du jour de l'échéance de la créance, sauf dommages et intérêts et risques à subir par celui qui, par son retard injustifié, retarde l'exécution de l'obligation. Cette solution est équitable et peut être justifiée en droit. Cependant, remarquons que le *cours du jour de la conclusion* de l'obligation, auquel se rapporte pourtant l'art. 338 c. com., puisque la créance du bénéficiaire de l'assurance est conditionnelle, n'est préconisé par aucune décision, par aucun auteur. Le sens commun repousse une pareille solution, qui paraît contraire à l'équité, et il s'appuie sur l'application étroite de l'art. 1895 c. civ. qui établit l'équivalence entre la valeur de libération des différentes espèces légales en cours. Seulement, le même sens commun repousse une vérité tout aussi bien établie, à savoir, que les parties, en fixant le montant de la créance et en laissant au débiteur la faculté de s'acquitter dans une autre monnaie, se sont

rapportées à la valeur des deux espèces à l'époque et à leur rapport, et ont entendu donner à leur obligation une valeur certaine, ferme et invariable. Or, toutes les solutions que nous avons vues entraînent l'aléa. S'agit-il de se rapporter alors au cours du change du jour de la naissance de la créance? *Oui*. Mais alors, dira-t-on, c'est l'injustice, c'est la lésion certaine du créancier, l'enrichissement indu du débiteur. Nous ne le pensons pas quoiqu'il soit évident que le débiteur de 100 francs suisses ferait subir un préjudice à son créancier en prétendant le payer en billets de la Banque de France d'une valeur nominale égale. C'est que cette manière de voir applique l'art. 1895 d'une façon étroite.

Commençons par rappeler le jugement du Trib. civ. de la Seine du 7 juillet 1922 concernant la Compagnie du Canal de Suez. « Il est hors de doute », dit le jugement, « qu'on a voulu entendre un étalon fixe et invariable et non pas le franc-papier... » (*Gaz. Trib.*, 1922, 2, 561, v. p. 57). Rapprochez encore l'espèce de la Société Argentine qui émet en France des obligations d'un capital de 100 pesos-or ou de 500 francs et dont l'intérêt sera de 4,50 pesos ou de 22,50 fr. Peut-elle, en profitant du terme de la convention et de la dépréciation du franc, refuser le paiement en pesos? Non, répond le Trib. civ. de la Seine (16 novembre 1921, *Gaz. Pal.*, 22, 1, 125, v. p. 56). Les circonstances spéciales de l'émission, le désir de garantir le créancier contre un change défavorable impliquent que l'application de l'art. 1190 c. civ. doit être écartée. Nous renvoyons encore à la note de M. Demogue à propos de ce jugement (*Rev. dr. civ.* 1922, p. 421 et s.) qui fait valoir la plus ou moins

grande facilité avec laquelle le terme « expressément » que le code civil emploie est appliquée par la jurisprudence, suivant les besoins de la cause, la notion de volonté expresse n'ayant guère été précisée. M. Demogue approuve aussi le premier jugement dans l'espèce et concède que, si la Compagnie était obligée de recevoir du papier, elle ne couvrirait pas ses frais.

Mais le principe posé pour la Compagnie de Suez peut-il être étendu? Nous le croyons (*Contra*, Demogue, *Rev. dr. civ.*, 1923, p. 158). Car au moment où la convention est conclue, si la conversion du billet est assurée, les parties contractantes, en admettant cette monnaie comme instrument de libération ou comme étalon de valorisation, se sont visiblement référées au billet-monnaie réelle, à la valeur représentée. Que la dépréciation du billet soit ou non accompagnée du cours forcé, que ses fluctuations au change soient ou non fortes et suivies, le montant de la créance est certain et assure l'équivalence des valeurs échangées. Peut-on étendre cette solution au-delà des rapports internationaux? Nous en sommes convaincus. Nous pensons que toute dette dont le montant est fixé avant la suspension de la conversion du billet de banque peut et doit être interprétée comme se rapportant à la monnaie d'or, seule valeur réelle, à l'or effectif ou renfermé dans un billet convertible. Et cette solution est justifiable en droit.

C'est, dans les rapports internationaux, se rapporter au cours du change de la monnaie au jour de la naissance de la créance. Ceci est conforme à l'intention probable des parties qui, ayant contracté une vente par exemple, n'ont vraisemblablement pas entendu spéculer

sur le change. Ceci est encore conforme à l'art. 338 c. de comm. qui donne une solution pareille dans un cas particulier. Cette solution est encore soutenable dans les rapports internes sur la même présomption. Si le billet est convertible, le montant de la créance sera considéré comme se rapportant à la monnaie d'or. Or, ceci ne mettrait pas en échec l'art. 1895 puisque l'équivalence de la valeur de libération est pratiquement l'équivalence réelle des deux espèces, or et billet. En temps de cours forcé, se référer à la monnaie du jour de la naissance de l'obligation, c'est se référer à la monnaie circulant pratiquement, au billet de banque dont la conversion est suspendue, dont la valeur n'est ni garantie, ni fixée par le remboursement en or, c'est attribuer aux parties la volonté de courir les risques. Or, chacun est libre de s'acquitter en monnaie d'or, et ne peut, contre le gré du créancier, la lui imposer, à défaut d'une clause, pour une valeur autre que sa valeur nominale. L'art. 1895 est donc sauf. Se rapporter au cours du change au jour de la naissance de la créance, c'est stipuler dans les rapports internes la contre-valeur du billet en monnaie d'or à ce jour. Cette solution est encore conciliable avec la certitude qui doit régner dans la matière des contrats, avec le respect et la fidélité qu'on doit à sa signature. Elle est conforme à l'équité puisqu'elle ne dépouille ni l'une ni l'autre partie; elle assure l'équivalence des prestations, elle *supprime une iniquité* car elle soutient pratiquement la catégorie des gens qui vivent d'un revenu fixe et qui est la seule véritablement éprouvée : rentiers, retraités et propriétaires d'immeubles en France (v. *La politique financière et monétaire de la France*). Elle évite au juge

de faire appliquer à la lettre une convention que les circonstances rendent intolérable, ou d'en modifier les conditions, les prix, la valeur, ce qui est inique (v. Picot, *op. cit.*, p. 40 et s.). Elle dispense donc du recours à une théorie mal établie et encore peu justifiée (*sic stantibus rebus*), de l'insertion dans la convention de la clause *freibleibend* qui consacre la résolution des conventions par la volonté unilatérale, ou des mesures législatives comme celles du 21 janvier 1918 ou 2 juillet 1919 qui interdisent à la France le commerce avec l'étranger (1). Il suffirait pour appliquer cette théorie de recourir à une fiction : que la clause « payable en or » est implicitement renfermée dans toute convention antérieure à la suspension de la conversion du billet de banque. Cette fiction est plausible, elle est logique puisque le billet convertible est la monnaie réelle d'or, elle est conforme à l'intention des parties, elle est conciliable avec la notion actuellement en cours de la « volonté expresse » (*supra*).

Mais cette théorie a l'inconvénient en temps de cours forcé de rendre extrêmement onéreuse une convention conclue pendant cette période et exécutoire après le rétablissement du change et la convertibilité du billet. Mais cet inconvénient est inhérent à l'inflation et à la dépression de valeur du billet, il existera quelque soit le régime

(1) La loi du 21 janvier 1918 permet dans une certaine mesure la révision, la suspension ou la résolution des contrats conclus avant 1914. Celle du 2 juillet 1919 institue un règlement transactionnel pour cause générale de guerre. D'une application trop large, on le vit sauver de la faillite des commerçants peu scrupuleux et permettre à certains débiteurs d'exercer de véritables chantages. Ce qui émeut les marchés américain, anglais, etc. (V. La polit. financ. et monétaire de la France, p. 97).

appliqué. De plus, le palliatif est là : la clause « payable en or ». On n'aurait, pour assurer l'équilibre, qu'à établir le rapport au jour de la convention entre le billet et la monnaie d'or et à fixer le montant de la créance sur celle-ci. Autre inconvénient : Cette théorie, au cas d'une obligation conclue avant le cours forcé, se ramènera pratiquement à faire payer toujours le montant de la créance au cours du jour du paiement effectif, ce qui sera inique dans certains cas. Cependant l'art. 1153 lui fournit le même appui qu'à la solution que nous avons dégagée de la jurisprudence et de la doctrine. Dès lors, la solution que nous préconisons ne semble-t-elle pas inutile puisqu'elle doit mener au même résultat ? Nous ne le pensons pas car elle joue dans les rapports internes et donne plus de logique à l'estimation d'une créance de monnaie étrangère. Une dernière objection que nous voyons est celle-ci : quelle sera la mesure du cours de la monnaie d'or ? Nous avons déjà rencontré cette question et nous avons renvoyé à la valeur au change d'une monnaie étrangère convertible et cotée sur les principaux marchés.

CONCLUSION

L'objet des paiements en numéraire est la monnaie, qu'il s'agisse d'une obligation de somme d'argent dès son principe ou par transformation. Pour déterminer dans son espèce la monnaie de paiement ou sa valeur de compte, il faut s'en remettre en premier lieu à la convention des parties, dans ses termes ou dans son esprit. Faute de pouvoir la découvrir, ou au cas où l'intention présumée des parties est de s'en remettre aux dispositions de la loi, c'est l'époque et le lieu du paiement qui doivent servir de base à la solution du problème. Et qu'on se trouve en temps normal, de cours légal ou libre avec conversion de la monnaie de crédit ou en temps de cours forcé, nous ne voyons aucune raison de droit, d'équité, d'utilité pratique de donner une solution différente. Et nous estimons que, si les art. 1895 c. civ. et 475 c. pén. ne sont pas des formules encombrantes en temps normal, lorsque leur action est bien

réduite (protéger contre la mauvaise volonté ou l'esprit de chicane de l'une des parties), ils doivent être courageusement rangés avec les accessoires vieillis toutes les fois que les nécessités de la production et du commerce, réclament des garanties qui leur permettent une activité saine et utile aux individus et à la société. Or, jamais ces nécessités ne se font plus sentir qu'en temps de crise et de cours forcé. Mais, pour arriver à cette solution de bon sens qu'il est *inique* qu'un créancier ayant prêté cent francs en temps normal puisse être remboursé de la même somme mais amoindrie de deux tiers de sa valeur, ou que, en habitant l'Allemagne, il ne reçoive en toute gratitude aujourd'hui de son débiteur que *sept centimes* pour les 125 francs prêtés, il faut, sans s'empêtrer dans les préjugés, franchir deux étapes : admettre, d'abord, la validité de la clause quelle que soit sa forme ; ensuite, admettre la fiction que la clause « payable en or » est implicitement renfermée dans toute convention contractée sous la convertibilité du billet de banque, sans quoi c'est le piétinement sur place de la vie économique et financière du pays dans l'attente de solutions qui ne viendront pas, c'est encore la fraude provoquée, organisée, tolérée, faillite du respect dû à la justice. Or, la pratique à elle seule peut se suffire, aucune réforme

législative n'est nécessaire et les art. 1895 c. civ. et 475 § 11 c. pén. continueront à remplir leur fonction normale.

Vu : Le Président de la Thèse,
R. DEMOGUE.

Vu : Le Doyen,
BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

SOURCES

ALAUZET, *Comment. du c. comm.* (1879. IV). — ARION, *note Pandectele romane* (1921. C. I). — ARNAUNÉ, *La Monn., le créd. et le change* (5° et 6° éd.). — AUBRY et RAU, *Cours de dr. fr.* (5° éd. IV). — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Tr. théor. et prat... Des oblig.* (T. II). — BEDARRIDE, *Dr. comm.* (T. I). — BLANCHE, *Et. prat. sur le dr. pén.* (T. VII). — BOISTEL, *Préc. de dr. comm.* (3° éd.); *note D.* 1873. I. 177. — CAUWÈS, *Cours d'éc. polit.* (3° éd. II). — DELVINCOURT, *Cours de dr. civ.* (1819. II). — DEMANGEAT, *Tr. de dr. comm.* (1862). DEMANTE, *Cours analyt. de dr. civ.* (1880). — DEMOGUE, *Le cours forcé du billet de banque et ses effets* (Journ. Not. 1921, p. 137); *De quelques clauses, etc...* (eod. 1923, p. 97) et *articles dans la Rev. trimestr. de dr. civ.* (1916-1923). — DEMOLOMBE, *Cours de dr. civ. fr.* (1845-82. LXXVII). — DESPAGNET et DE BECK, *Dr. internat. privé* (6° éd.). — DUPUICH, *Monnaie d'or et cours forcé* (Rev. Polit. et Parlement. 1920, p. 110) et *note D.* 1920. I. 137. — DURANTON, *Cours de dr. fr.* (4° éd. XII). — DE FOLLEVILLE, *Rev. prat. de dr. fr.* (1871, p. 437). — GARÇON, *Les paiements en billets de banque* (Les Débats, 2 avr. 1921). — YVES GUYOT, *La Science Ec. et Journ. des Ec.* Nov. 1919, (p. 152); avec RAFFALOVICH, *Dictionn. du Comm. de l'I. et de la B.* (p. 533). HUC, *Comment. théor. et prat. du c. civ.* (1892). — LABBÉ, *notes D.* 1872. 2. 161 et *D* 1873. 1. 79 ou *Journ. Pal.* 1873, p. 225. — LACOUR et BOUTERON, *Préc. de dr. comm.* (2° éd. II). — LAURENT, *Princ. de dr. civ.* (T. XVII). — LAROMBIÈRE, *Théorie et prat. des oblig.* — LEROY-BEAULIEU, *Pr. d'éc. polit.* (20° éd.). — LYON-CAEN, *note S.* 1920. 1. 193; LYON-CAEN et RENAULT,

Tr. de dr. comm. (10^e éd. IV). — MARCADÉ, *Explic. th. et pr. du c. civ.* (T. IV). — MASSÉ, *Le dr. comm. dans ses rapp. avec le dr. civ. et le dr. des gens.* — MÉRLIN, *Rép. v^o monnaie.* — OCTAVE NOËL, *Des banques d'émiss. en Europe* (I. p. 169). — NUSBAUM, *Juristische Valutafragen* (Jurist. Wochenschrift 1920, n^o 1. p. 13). — PARDESSUS, *Cours de dr. comm.* (I). — CLEMENTE PERSICO, *Revista di diritto commerciale* (1915. I. p. 864). — ALB. PICOT, *Le cours du change et le dr.* (Bâle, 1921). — *La Politique financière et monétaire de la Fr.* (Trav. Semaine de la monnaie, 1922, maison du Livre fr.). — POLOCO, *Le obbligazioni nel diritto civile italiano* (2^e éd., n^o 76). — POTHIER, *Du prêt à consommation* (n^o 137). — ROLIN, *Princ. de dr. internat. privé* (1897, II). — LÉON SAY, *Dict. des financ.; Dict. d'Ec. polit.* — TOULLIER, *De la vente* (I). — TROPLONG, *Dr. civ. expliqué.* — VAINBERG, *Le cours forcé du bill. banque et ses conséq. jurid.* (Rev. crit. du lég. et jp. 1874, p. 401). — VALAORITIS, *Le cours forcé en Grèce.* — VALERY, *La clause payable en or et le cours forcé* (Journ. dr. internat. privé 1916, p. 1132). — WEISS, *Tr. de dr. int. privé.* (IV).

POUR L'ALSACE, v. *Rev. Jurid. Als. et Lorr.* (Août-Sept. 1920, p. 347 et s.)

Voyez, en outre, les usuels de dr. civ., comm. internat. privé et d'éc. polit., ainsi que les autres ouvrages, rép. recueils, périodiques, etc. que nous avons cités au courant du texte.

PLAN D'EXPOSITION

INTRODUCTION

TITRE PRELIMINAIRE : INSTRUMENT ET PROBLÈME

CHAP. I. — LA MONNAIE COMME INSTRUMENT DE LIBÉRATION (11). — SECT. I. *Du rôle juridique de la monnaie* (12). — SECT. II. *Des diverses valeurs de la monnaie* (13) : § 1. la valeur propre, — A. marchande, — B. de crédit (14); — § 2. la valeur légale (15) : — A. étalon — B. valeur nominale (17) — C. valeur de cours (18); — § 3. la valeur de change (20; *Appendice*: pouvoir d'achat (22). — SECT. III. *Le billet de banque, ses valeurs de cours, son cours forcé*. — § 1. Les valeurs de crédit et le billet de banque; — § 2. le billet de banque et ses valeurs de cours (25); — § 3. le cours forcé (27).

CHAP. II. — LE PROBLÈME DES PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE ET LA LÉGISLATION FRANÇAISE (34). — SECT. I. *Le problème*. — SECT. II. *Les bases de solution en législation française* (37); § 1. Législation monétaire. — § 2. Textes concernant les paiements en numéraire (40).

PREMIERE PARTIE : DES PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE EN TEMPS NORMAL

PRINCIPES GÉNÉRAUX (45).

CHAP. I. LES PAIEMENTS A DÉFAUT DE CLAUSE (49). — SECT. I. *Dans les rapports internationaux* : § 1. Monnaie de la créance; — § 2. Monnaie de paiement (61); — § 3. Sa valeur de compte (64). — SECT. II. *La monnaie de paiement dans les rapports internes* (64) : — § 1. L'espèce de libération (65). — A. Principes. — B. Applications (66). — C. Questions incidentes (68). — § 2. Valeur de compte (70). — SECT. III. *La valeur de compte de la monnaie*. — § 1. Dans les rapports internes: A. Art. 1895 c. civ., — B. Applications (74). — § 2. Dans les rapports internationaux (75).

CHAP. II. CLAUSES ET PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE (82). —
SECT. I. *Stipulation d'une monnaie étrangère* (84). — SECT.
II. *Stipulation d'une monnaie nationale à l'exclusion de
toute autre* (87). — SECT. III. *Clauses concernant la valeur
de la monnaie* (92).

DEUXIEME PARTIE : DES PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE
SOUS LE COURS FORCÉ DU BILLET DE BANQUE (101).

CHAP. I. — LES PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE A DÉFAUT DE
CLAUSE (102).

CHAP. II. LES CLAUSES SOUS LE COURS FORCÉ DU BILLET
DE BANQUE (104). — SECT. I. *Lois de cours forcé et lois sub-
sidiaries*. — SECT. II. *Etat de la question en jurisprudence
et doctrine* (106). — SECT. III. *La clause et les lois de cours
forcé* (110) : A. Pas de défense expresse; défense implicite ?
(118) : La clause et : § 1. Le sens strict des textes (122);
§ 2. L'esprit de la loi (122); § 3. Son but (126); § 4. L'inten-
tion du législateur (131); § 5. Le caractère d'ordre public
du cours forcé (133). — SECT. IV. *La clause et les lois défen-
dant l'exportation de l'or ou l'agiotage sur la monnaie natio-
nale* (136). — SECT. V. *La clause et les principes* (140) :
§ 1. Les art. 1134, 1243 c. civ. et 143 c. comm. (140); § 2. Les
art. 1895 c. civ. et 475 c. pén. (142); § 3. La non-retroactivité
des lois (143); § 4. L'imprévision dans les contrats (144);
§ 5. La cause et l'inégalité des prestations (145); § 6. Force
majeure (146); § 7. Bonne foi, équité et logique (147). —
SECT. VI. *La clause et l'économie nationale* (149). — SECT.
VII. *Quelques clauses d'emploi nouveau* (152). — *Conclu-
sion au régime des clauses* (155).

CHAP. III. LE COURS DU CHANGE ET LES PAIEMENTS EN
NUMÉRAIRE. — SECT. I. *Généralités* (156). — SECT. II. *Ques-
tions et solutions* (159). — A. Cours du jour: § 1. Solution
d'ensemble (160); § 2. Solutions d'espèce (162); — B. Heure
de la présentation. — SECT. III. *Critique* (165).

CONCLUSION (171).

